

## LIRE PAGE 28

**Fondateur : Hubert Beuve-Méry**

**Directeur : Jacques Fauvet**

**1,40**

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m.  
Allemagne, 1 DM; Autriche, 70 sch.; Belgique,  
12 fr.; Canada, \$ 0,85; Danemark, 3 kr.  
Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,  
10 dr.; Iran, 45 rils.; Italie, 300 L.; Liban, 125 p.s.  
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,  
1 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Suède, 2,25 kr.;  
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 85 cts.; Yougoslavie, 10 n. din.

Tout des abréviations page 4

Tarif des abonnements page 4  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS - CEDEX 08  
C.C.P. 4297-23 Paris  
Télex Paris n° 650572  
Tél. : 246-72-23

## DE MADRID. A LISBONNE

Ainsi, dans deux pays voisins, dont l'un émerge de quarante années de dictature et l'autre de vingt-quatre mois de révolution, deux hommes dont les noms ont paradoxalement la même consonance s'engagent, presque en même temps, sur deux voies aussi étroites l'une que l'autre.

De notre envoyé spécial

# Hongkong, ou le

## I. —

Hongkong. — Au loin, dans le sillage du bateau, par-delà la masse sombre et découpée d'une

**MARCEL NIEDERGANG.**  
(Lire in suite page 5.)

## par PIERRE DROUIN

Depuis le dernier conseil « au sommet » du 1<sup>er</sup> avril, de triste mémoire, qui avait déjà inscrit ce

Le plus important n'est-il pas tout à fait ailleurs? Faisons un peu de politique-fiction: si un candidat aux élections européennes devait faire campagne aujourd'hui, sur quel thème se lancerait-il?

## I. — Les grandes dynasties

« Nous nageons vers la lumière. C'est ainsi que l'on peut se répéter », nous disent trois jeunes « nageurs de la liberté » récemment arrivés à Hongkong. Chaque

nuit, des dizaines de Chinois quittent ainsi la République populaire, traversant la dizaine de milles de Mrs-Bay ou de Deep-Bay, au sud de la colonie. Après avoir déjoué la surveillance des chiens sur les plages de la R.P.C. et nagé toute une nuit, ils se terrent, le jour, sur un flot, puis passent une seconde nuit dans l'eau. Certains seront repris par les vedettes de la police chinoise. « Généralement, ce n'est pas très grave. Après un interrogatoire et quelques jours dans un camp de travail, on nous relâche », racon-

Certains navigateurs se noient d'égusement, d'autres sont dévorés par les requins qui infestent la baie. En outre, depuis novembre 1973, la police de Hongkong réexécute en Chine les immigrants illégaux qu'elle repêche. Cette décision a été prise à la suite d'un marchandage avec Pékin. Chaque année, en effet, la Chine autorise un nombre considérable de « *bouches inutiles* », vieillards et enfants, à émigrer à Hongkong. Pour endiguer ce flux (56 000 personnes en 1973), les autorités de la colonie ont négocié avec Pé-

L'échec le plus flagrant sur ce chapitre de l'existence quotidienne, c'est encore l'extraordinaire disparité des prix de mêmes articles, biens ou services, à travers les frontières de la Communauté.

(Lire la suite page 6.)

La nouvelle est désormais officielle : M. Jean Gandois quitte la direction générale du groupe sidérurgique lorrain de Sœul et la présidence de la commission pour la région de la direction générale du groupe chimique Rhône-Poulenc, sur proposition du président : M. Renaud Gillet, entérinée jeudi soir 8 juillet par le conseil d'administration. Le transfert des fonctions, des inquiétudes en Lorraine, où M. Gandois avait fort bien réussi, et des espoirs dans le groupe Rhône-Poulenc, à la recherche d'un directeur général après un an de vacance, ont été connus par M. Jean-Claude Achille la fin de novembre dernier. Selon toute vraisemblance, M. Gandois sera le dauphin de M. Gillet, âgé de soixante-deux ans. Il aura pour tâche d'accéder au premier et passer les plates de la région de Lorraine à France pétrolière à la crise économique et d'un malaise au sein de la direction.

Ce polytechnicien de quarante-trois ans, né dans la Haute-Vienne et fils d'un receveur-percepteur des finances, avait pris depuis quinze ans une place singulière dans le groupe sidérurgique Sacilor-Wendel. Ingénieur des ponts et chaussées, il avait commencé sa carrière en 1954 aux travaux publics de la Guinée française. Constatant sans doute dans cette colonie qu'a toujours été l'outremer le dynamisme dont il allait faire preuve par la suite.

Après deux années de coopération technique au Brésil et au Pérou, M. Jean Gandois entre en 1970 à la tête de la Compagnie Lorraine. C'est comme adjoint au directeur commercial, Directeur chargé des questions économiques en 1971, auxquelles il ajoute les affaires commerciales en 1983, il devient, en 1984, Directeur Général. C'est à ce nouveau groupe issu de la fusion de Wendel et de Sidelor, pour conduire sa réorganisation, sous les ordres de M. Dierse, auquel il succède en 1973, avec la tâche de développer et d'organiser, à l'intérieur d'un ensemble industriel encore bien disparate, le tout dans une conjoncture difficile. Au début de 1975, il pousse très fort à la création d'une nouvelle entité, confirmant par la Compagnie Lorraine, holding de la famille Wendel, pour faire échec à l'O.P.A. organisée par Usinor-Demain. Cette prise de contrôle, menée par la Compagnie Lorraine, échoue définitivement, sous l'égide de la Compagnie Lorraine, le groupe sidérurgique de l'Est, qui annonce, un mois dernier, le lancement d'une nouvelle O.P.A. de rachat, en trois prochaines années, à l'auteur de 2 milliards de francs.

FRANÇOIS RENARD.

**(Lire la suite page 25.)**

## La « soul music » à l'honneur

Cependant, les promoteurs, Raymond Jausi, Claude Nobbs, Willy Leiser ont décidé de faire sortir la musique de ce palais de béton, non seulement pour la rituelle balade lacustre en bateau de style louisianais ou pour la coutumière célébration acémennique que en laquelle les chanteurs baptistes trouvent leur place prédestinée au bord de la piscine. Mais aussi pour quinze heures gratuites données sur la grille d'entrée la Terrasse, ou dans les jardins de la Rouvenaz plantés de magnolias, ou sur les podiums de l'avenue des Alpes lors de la braderie — braderie qui ne se limite pas à une faire aux disques moisissés.

Inscrit à son affiche : bric-à-brac, tire-pipes, carrousels, puces et bis-câmes.

Il semble bien que, pour ce dixième anniversaire de la manifestation vaudoise, les responsables soient les bons auteurs, et particulièrement l'un d'eux, notifié d'un canon tout proche, et qui fit connaître à l'Europe entière les Montreux-Clorens alors que celui-ci n'avait que dix ans.

Il ne suffit pas d'avoir du pain, encore faut-il vivre agréablement : à cette fin, faisons des fêtes. Telle était l'idéologie du premier théoricien de la festivité. C'est bien Rousseau, en effet, le Rousseau de la « Lettre à d'Allemberg » qui affirmait avant tout le monde : « Mieux encore, donnez les spectateurs en spectacle ; rendez-les acteurs eux-mêmes. »

Il ne faut pas se laisser aller à la voix de ces nouveaux auteurs du vol de la résurgence. Que la réunion montreuquoise soit, avant tout, une fête, » voilà ce qu'écrivit, dans les premières pages du livre, « Montreux Jazz », Albert Jaquet, qui ne se dissimula certainement pas les difficultés de l'entreprise.

**LUCIEN MALSON.**  
(Lire la suite page 19)


**ROBERT LAFFONT**

Quatre siècles de relations  
franco-américaines racontés  
aux Français.

# LA FRANCE ET LE NOUVEAU MONDE

un livre de  
**Pierre Salinger**

## PRIX DU BICENTENAIRE

## AU JOUR LE JOUR

## PAS DE NOUVELLES BONNES NOUVELLES

M. Giscard d'Estaing s'est félicité récemment de la fin de la guerre en France, si précieuse quand on pense à tous les pays où cette liberté est extrêmement relative.

Comme au Tchad, par exemple, où Mme François-Claustre, qui ne reçoit pas la presse quotidienne, n'a pas encore appris que le reportage effectué par deux journalistes français sur sa vie au milieu des rebelles toudous n'était pas encore classé dans les écrans des télévisions françaises, alors que les téléspécialistes suisses et anglais l'auraient dû lui montrer.

S'il existait une liberté de la presse au Tchad Mme Claustre saurait donc qu'on parle de la liberté de la presse en France et qu'on l'applique, en parlant d'elle en Suisse et en Grande-Bretagne.

• **BERNARD CHAPUIS.**

**TRE  
EPED  
SIMMO**  
Les 3 grands nom  
littérature exposés  
gamme complète  
**CAREL**

**CAFE**  
LUNARISIM ORANGE TREE  
ST. ANDREW'S  
ST. ANDREW'S



221

**Ellen**

5-10

Fig. 2

# APRÈS L'OPÉRATION D'ENTEBBE

Libres opinions

## VICTOIRE A LA PYRRHUS

par RAYMOND OFFROY (\*)

NUL ne saurait contester que l'expédition israélienne à Entebbe est un remarquable exploit militaire; on peut admirer aussi bien l'audace de l'entreprise que la rapidité de la décision, l'efficacité dans l'exécution ainsi que la discrétion qui a marqué la réalisation de chacune des étapes: il est donc normal que les Israéliens et leurs amis proclament leur joie et leur fierté!

Mais, dans les aventures de ce genre, lorsque le moment d'excitation est passé, il convient d'établir le bilan.

De quoi s'agit-il en effet? De trouver un *modus vivendi* permettant à une minorité européenne de vivre en paix et en harmonie avec une majorité d'Arabes qui, depuis des siècles et parfois des millénaires, habite cette contrée du Moyen-Orient. Il s'agit aussi de faire en sorte que les rapports entre les Occidentaux d'une part, les Arabes et les Africains noirs qui les entourent et les soumettent, d'autre part, puissent être établis sur une base de parfaite égalité, ce qui implique que l'on réussisse à écarter avec soin toute trace de colonialisme, tout complexe de supériorité de la part des colonisateurs anciens ou nouveaux, toute tentative de chercher à humilier ceux qui n'ont pas encore réussi à rattraper le retard que leur ont valu plusieurs siècles de domination étrangère.

Or à cet égard, l'exploit des Israéliens à Entebbe risque bien d'être une victoire à la Pyrrhus. Dans la mesure où il ressource l'hostilité contre Israël des peuples de l'Afrique et du Moyen-Orient, où il exaspère leur désir de rejet de ce corps étranger qu'est l'immigration sioniste, il tourne le dos à la solution pacifique que souhaitent et recherchent tous les esprits raisonnables.

Certes, nous sommes actuellement submergés par les cris d'enthousiasme de tous ceux qui ont conservé la nostalgie de ce bon vieux colonialisme où l'on faisait sur le bureau, où l'on obligeait les Chinois à fumer de l'opium et les Noirs à porter les Blancs en palanquin. Mais n'oublions pas qu'en octobre 1958, ces mêmes personnes exaltaient le bel exploit de l'aviation militaire française détournant et capturant l'avion marocain dans lequel avaient pris place Ben Bella, Bou Diah, Alt Ahmed et Khider, et la décision du gouvernement de Paris d'emprisonner les chefs algériens après ce détournement d'avion qui reste — semble-t-il — le premier du genre mais qui ne suscita pas, cependant, l'indignation de ceux-là mêmes dont les clamours nous entourent aujourd'hui. Le résultat de cette magnifique opération fut de rompre les négociations engagées par le gouvernement Guy Mollet avec le F.L.N., résultat que ne fit que confirmer quelques semaines plus tard la lamentable équipée de Suez.

Ces derniers soubresauts du colonialisme eurent pour conséquence, comme l'écrit le professeur Agence dans son histoire de l'Algérie contemporaine, « d'accroître l'audience internationale des nations arabes et de disqualifier la France ».

En fait, on peut considérer que loin de précipiter la fin des hostilités, ils ont prolongé de plusieurs années la guerre d'Algérie.

En sera-t-il de même cette fois? C'est bien possible. Personnellement, je serais tenté de croire qu'une affaire de ce genre favorisera les extrémistes des deux camps, de même qu'en Algérie, les événements de l'automne 1958 déclenchèrent en parallèle les excès des commandos du F.L.N. et le terrorisme de l'O.A.S.

(\*) Député U.D.R.

## Les États-Unis opposeront leur veto à toute résolution condamnant Israël

De notre correspondant

Washington. — Les milieux officiels américains envisagent avec confiance le débat du Conseil de sécurité. Il est acquis que le gouvernement américain opposera son veto à tout projet de résolution condamnant Israël, conformément aux assurances déjà données à Jérusalem. En outre, l'impression prévaut ici que les États africains, privés de conviction dans leur condamnation de l'action israélienne. On a noté qu'aucun État africain, sauf, bien entendu, l'Ouganda, n'avait protesté contre l'utilisation par Israël des appareils américains C-130, en violation de la loi internationale. Aux termes de cette loi, en effet, les armes livrées par les États-Unis ne peuvent être utilisées que pour la sécurité intérieure, la légitime défense du pays bénéficiaire, ou pour lui permettre de participer aux accords de défense régionaux, dans le cadre de la charte des Nations unies. Certains rappellent que l'emploi par la Turquie d'armes américaines dans son opération militaire à Chypre avait provoqué une non-controverse, et avait abouti à l'arrêt des livraisons d'armes à Ankara. Mais, compte tenu de la réaction quasi unanime de l'opinion en faveur d'Israël, il est exclu que la question puisse être soulevée au Congrès.

La relative modération des réactions du camp arabo-islamique est considérée, ici, comme une victoire pour Israël. On ne s'attend pas, dès lors, que le débat du Conseil de sécurité aille au-delà d'une démonstration de solidarité de pure forme des pays arabes. Le gouvernement américain entend élargir le débat aux problèmes du terrorisme.

En coopération avec Israël, les diplomates américains se proposent de fournir les preuves établissant la collusion ouverte, sinon masquée, entre le régime d'Amir et les terroristes. Selon le département d'État, le gouvernement de Kampala, qui s'est fait le complice d'un crime, ne peut invoquer en sa faveur le droit international qui lui imposait,

en premier lieu, l'obligation d'assurer la protection des victimes du terrorisme.

Malgré tout, quelques inquiétudes subsistent quant aux effets à long terme de l'appui officiel donné à l'action militaire israélienne. Certains se demandent si le président Ford a agi avec sagesse en adressant aussi rapidement à Jérusalem un message de félicitations qui constitue un soutien officiel des États-Unis à Israël, ce que son prédécesseur s'était toujours abstenu de faire. En fait, en plus de l'admiration sincère pour une opération de sauvetage magistralement réussie, les préoccupations diplomatiques ont joué leur rôle. Engagé dans une bataille difficile au sein de son parti, et dans la perspective de l'affrontement électoral de novembre, le président ne peut pas négliger le vote des Juifs. Son concurrent éventuel, M. Carter, a également senti qu'il lui fallait exprimer sa solidarité envers Israël. — H. P.

## UN FILM ET UN LIVRE

Les maisons d'édition et les firmes cinématographiques ne perdent pas de temps pour exploiter l'actualité lorsque celle-ci revêt un caractère sensationnel. Cinq jours seulement après l'opération d'une nuit d'Entebbe, une série de films et de livres a été mise en vente. Parmi eux, un livre de la collection « L'actualité » de la maison d'édition Bantam Books, de New-York, fera parler de lui. Il s'agit des faits qui se sont déroulés dans la nuit du 3 au 4 juillet sur l'aéroport ougandais. La rédaction de l'ouvrage a été confiée à M. Uri Dan, correspondant militaire du journal israélien « Maariv », et William Stevenson, auteur d'un best-seller « Un homme nommé Intérieur » et de plusieurs autres livres. La sortie de l'ouvrage est prévue pour le 19 juillet.

## Les Européens veulent à la fois condamner le terrorisme et les violations de l'intégrité territoriale d'un pays membre de l'ONU

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — On s'est réuni, jeudi 8 juillet, au palais de verre des Nations unies, à un branle-bas diplomatique en prévision de la réunion du Conseil de sécurité, ce vendredi, au sujet du raid israélien sur Entebbe.

Le président du Conseil, M. Piero Vindi, qui représente l'Italie, a eu toute la journée des consultations avec ses collègues et il a rencontré M. Waldheim.

Les positions élaborées dans les coulisses des Nations unies se résument à trois : celle des Africains, qui se traduit dans un projet de résolution condamnant « l'agression flagrante commise par Israël contre l'Ouganda » et celle des Européens, qui se traduit dans la violation du territoire ougandais par les membres du commando israélien; celle, enfin, encore assez floue des Européens. Rédigée en termes provisoires, la « déclaration de travail » des Européens est sévère à la fois pour les violations de l'air et les violations de l'intégrité territoriale d'un membre des Nations unies.

On note toutefois un flottement du côté de la chancellerie occidentale. Pour des raisons diverses,

la France, l'Italie et la Grande-Bretagne ne souhaitent pas prendre des positions en flèche dans cette affaire. La raison d'État ne coïncide peut-être pas, cette fois, avec les réactions de l'opinion publique, du moins au sein des Neuf.

Un sentiment prédomine chez les Africains, chez les modérés aussi bien que chez les « radicaux » : le raid israélien est caractéristique de l'attitude des pays industrialisés à l'égard des pays en voie de développement considérés comme des pays de deuxième catégorie.

Les débats dureront certainement plusieurs jours, car nombre d'orateurs demandent la parole. La présence des ministères des affaires étrangères du Kenya et de l'Ouganda rendra le débat houleux. Par Libyens interposés les Soviétiques s'efforcent de « gonfler » les Africains; ils entendent générer une nouvelle foi la diplomatie américaine en Afrique. Quant au délégué d'Israël M. Haim Herzog, il « fournira la preuve irréfutable », dit-il, de la complétude du succès. Il invitera la Communauté internationale à combattre le terrorisme de manière concrète et vigoureuse.

LOUIS WIZNITZER.

## SELON LE COMMENTATEUR AMÉRICAIN DE LA C.B.S.

## Mme Dora Bloch — l'otage hospitalisé à Kampala — ne serait plus en vie

De notre correspondant

Jérusalem. — Le sort de Mme Dora Bloch, âgée de soixante-cinq ans, passagère de l'Airbus d'Air France détourné sur Entebbe et hospitalisée à Kampala, inspire les plus vives inquiétudes. Selon le commentateur américain de la C.B.S., M. Elwyn Kalb, connu pour la sûreté de ses informations, la malheureuse ne serait plus en vie. Le manque de coopération des autorités ougandaises rend insurmontables les difficultés rencontrées dans la recherche d'informations à son sujet.

Mme Dora Bloch a connu un sort particulièrement cruel: dans la dramatique aventure vécue par les passagers de l'Airbus. Cette vieille dame, d'une grande distinction, se rendait, dimanche 27 juin, en compagnie de son fils aîné, au mariage, à New-York, de son deuxième fils, Daniel Bloch, rédacteur politique au quotidien « Davar » et président de la Fédération nationale des journalistes israéliens.

Pendant les journées d'attente dans l'ancien aéroport d'Entebbe, Mme Bloch fut saisie d'un malaise nécessitant une légère intervention chirurgicale. Ses sœurs, qui se trouvaient à son transport dans un hôpital de la capitale ougandaise, et ses compagnons d'infortune virent partir comme une privilégiée « Savie Dora » (grand-mère Dora). Dans la nuit du samedi au dimanche, son admission à l'hôpital, c'est la libération des otages qui, en quelques minutes ne laisse plus à Entebbe que le corps des pirates et des soldats

ougandais, ainsi que les carcasses calcinées de quelques Mig. Et, dans un hôpital, à Kampala, la vieille dame aux cheveux blancs.

On a aussitôt redouté le pire. Le maréchal Amin Dada allait-il s'engager sur cette malheureuse de l'opération israélienne? Dimanche matin, au lendemain du raid, un diplomate britannique s'est rendu au chevet de la malade, et lui a trouvé un excellent moral. Revenu quelques heures plus tard afin de lui remettre des vêtements, il apprend que Mme Bloch n'est plus à l'hôpital, qu'elle a quitté l'avant-veille afin de rejoindre le groupe d'otages. Elle est sans doute avec les Israéliens, lui dit-on.

Divers gouvernements, la Croix-Rouge internationale, l'Organisation des Nations unies, sont aussitôt alertés, mais leurs efforts seront vains. Le New York Times de jeudi a rapporté que Mme Bloch a été vue traînée par des policiers ougandais hors de l'hôpital. Depuis, on ne sait plus rien.

Le sort de la disparue devait être évoqué à la réunion du Conseil de sécurité ce vendredi. — A. S.

● Le journaliste israélien Daniel Bloch, fils de Mme Dora Bloch, a lancé un appel au boxeur Mohammed Ali, alias Cassius Clay, pour lui demander d'intervenir en faveur de sa mère auprès du président Amin. Mohammed Ali a des relations amicales avec le chef d'État ougandais. — (A.F.P.)

## La presse kényane poursuit ses attaques contre le maréchal Amin

De notre correspondant

Nairobi. — La rupture risque d'intervenir assez rapidement entre le Kenya et l'Ouganda. À la suite de communiqué publié mercredi soir 7 juillet par Nairobi et dans lequel le maréchal Amin est traité de « fasciste », de « sadiques » et de « plus grand dictateur des temps modernes ».

Les autorités kényanes ont annoncé, jeudi, la décentralisation des services ferroviaires encore gérés en commun par les deux pays. De son côté, le gouvernement ougandais a institué un rationnement de l'essence, qu'il reçoit jusqu'ici de la raffinerie d'essence kényane de Mombasa.

La presse de Nairobi reprend ce vendredi la campagne contre le président ougandais. Le « Standard » estime à « au moins sept cents Ougandais » le nombre des victimes de la répression qui aurait fait suite, en juin, à la tentative d'assassinat du président Amin. Le même quotidien rapporte que c'est sur l'intervention du maréchal Amin que le colonel Toko,

directeur général ougandais de la compagnie aérienne East African Airways aurait été démis jeudi de ses fonctions.

Jeudi, Radio-Kampala n'a pas mentionné les gigantesques accusations du gouvernement kényan contre le président ougandais, ce qui peut être interprété de deux façons : ou bien le maréchal Amin se donne un peu de temps pour riposter, ou bien il redoute la fermeture par Nairobi de la frontière entre les deux pays. Il a, en revanche, qualifié de « mensonge » les informations selon lesquelles la Libye lui aurait offert une quarantaine de Mirage pour remplacer les chasseurs soviétiques détruits pendant le raid israélien du week-end dernier sur l'aéroport d'Entebbe. Un porte-parole militaire ougandais a déclaré : « En dépit de la destruction de plusieurs de nos avions, nous sommes encore capables de défendre notre pays et notre force aérienne est très forte ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## Le chef d'état-major israélien affirme que son pays a agi sans aucun concours étranger

De notre correspondant

Jérusalem. — Convoqués inopinément jeudi soir à une conférence de presse du général Mordechai Gur, chef d'état-major général, les journalistes, qui s'attendaient à voir lever de larges pans du mystère qui entoure le raid sur Entebbe, n'ont pas caché leur déception. Le numéro un de Tshah avait sans doute de bonnes raisons de s'adresser aux représentants de la presse locale et internationale. L'une d'entre elles est peut-être le début qui s'ouvre ce vendredi au Conseil de sécurité.

Le général Gur est revenu, en effet, avec insistance sur le fait qu'Israël avait agi sans aucun concours étranger. « Même si, dit-il, si ce concours pouvait être de la plus grande importance ». Puis, précisant le rôle joué par le Kenya — c'est, apparemment, ce pays qu'il fallait laver du soupçon d'avoir collaboré avec les Israéliens —, le chef des forces armées a indiqué que c'est en pleine action, à l'aéroport d'Entebbe, qu'il a été décidé de faire atterrir les Hercules, avec les otages et leurs libérateurs, à Nairobi. Pri-

mitivement, il était prévu que le carburant nécessaire au retour serait pris dans les réservoirs d'Entebbe, ce qui était techniquement possible, puisque les assaillants avaient quelques minutes après leur débarquement, pris le contrôle de toutes les installations de l'aéroport. Cela explique que les autorités ougandaises n'aient pu être alertées, et que les Israéliens n'aient pas été inquiétés par des forces de l'extérieur. Mais il a été finalement jugé risqué de faire le plein sur place, et certains blessés graves avaient besoin de soins urgents dans un hôpital.

« C'est pourquoi », a dit le général Gur, nous nous sommes imposés aux autorités ougandaises n'aient pu être alertées, et que les Israéliens n'aient pas été inquiétés par des forces de l'extérieur. Mais il a été finalement jugé risqué de faire le plein sur place, et certains blessés graves avaient besoin de soins urgents dans un hôpital.

Quant aux révélations sur le déroulement de l'opération, elles ne sont pas très nombreuses, et n'apportent que peu de lumière sur les aspects techniques de l'opération.

## Une « répétition générale »

On sait maintenant de la bouche même du général Gur que c'est dès dimanche 27 juin, quelques heures après l'annonce du détournement de l'Airbus, que l'état-major général a commencé à préparer une intervention armée. Mais ce n'est que dans la nuit du 3 au 4 juillet que le gouvernement a admis que l'opération militaire devait être retenue, alors que jusqu'à là il était prêt à céder au chantage. Vendredi, toutes les forces qui allaient être engagées le lendemain procédaient à une ultime « répétition générale ».

Le lendemain, l'action s'est déroulée dans des temps plus courts que prévus. Le vol vers l'objectif a duré sept heures, malgré des conditions atmosphériques défavorables. Les trois Hercules ont atterri exactement à l'heure fixée. Il n'a fallu que « quelques dizaines de secondes » pour que les premiers véhicules blindés effectuent leur déploiement sur le terrain. L'élément chargé de décharger les otages se précipite vers le bâtiment où ils sont rassemblés — l'ancien terminal — avec l'ordre impératif d'abandonner d'une première saute tous les terroristes. Quarante-cinq secondes après l'interception du commando dans le local, quatre des ravisseurs sont tués. Trois autres sont abattus après des poursuites. Selon le général Gur, il se pourrait qu'il y ait eu encore trois terroristes qui auraient réussi à prendre la fuite.

La résistance des soldats ougandais a été insignifiante et très rapidement les soldats israéliens étaient installés dans les lieux. Trente-trois médecins faisaient partie de l'expédition. Ils disposaient de blocs opératoires de campagne des plus perfectionnés.

L'action sur le terrain était commandée par le général Dan Shomron, commandant l'infanterie de l'air, et supervisée par le général Adam Yekutieli, chef des opérations de l'état-major général, et le général Benyamin Peled. Ces

(1) Selon les premières informations d'agences sur l'opération (« Le Monde » du 6 juillet), un Boeing-707 australien décollerait de l'aéroport d'Embsakli, au Kenya, une antenne chirurgicale de campagne avant d'être lancée à l'aéroport d'Entebbe. D'autre part, selon notre correspondant à Nairobi (« Le Monde » du 6 juillet), des civils israéliens auraient débarqué dans la capitale kényane dès jeudi 1<sup>er</sup> juillet. — (N.D.L.R.)

**Les bagages nylon de Lancel.**



575 F 360 F 375 F

**LANCEL**

Opéra (parking Paramount)  
Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)  
C.I.P. Porte Maillot - Paris 2 - Vélizy 2 - Créteil  
Lyon Part Dieu et rue de la République - Nice  
Dépositaires officiels - Liste sur demande

محضان الامم



## PROCHE-ORIENT

### LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

#### Tribune internationale Les objectifs de l'intervention syrienne

par NADIM ABDEL SAMAD (\*)

Les événements du Liban prennent une acuité nouvelle. Jamais, depuis le début du conflit, il n'y a eu quinze mois, le plan de partage conçu par les États-Unis et appliqué par la droite libanaise, aidée par divers régimes arabes réactionnaires, la Syrie en tête, jamais ce plan n'est apparu aussi clair.

L'escalade militaire déclenchée par les milices de droite, qui ont pris d'assaut les camps palestiniens de Jir-Et-Bacha et de Tall-El-Zaatar, ainsi que les quartiers limitrophes sous le contrôle des progressistes, a fait exploser le conflit sur toute l'étendue du territoire. La Syrie s'est en effet chargée d'immobiliser une importante partie des forces palestiniennes progressistes en lançant contre elles des offensives dans le Bekaa, à l'est, et dans la région de Saïda, au sud. De plus, elle a fourni une aide directe aux forces de droite.

Le camp de Tall-El-Zaatar a résisté héroïquement aux assauts acharnés des milices de droite. Pourquoi cet acharnement ? A quoi servirait la chute du camp, sinon à franchir un pas supplémentaire dans la voie qui mène au partage du Liban ?

L'intervention militaire syrienne a soulevé un tollé quasi général dans le monde arabe et a été condamnée par de nombreux États et des forces politiques dans le monde entier pour qui le plan américano-israélien de partage et ses conséquences sont aujourd'hui évidentes pour tous. La Syrie se trouve de plus en plus isolée : le congrès populaire arabe, premier du genre, qui s'est tenu à Bagdad du 26 au 29 juin 1976, a mis à nu les visées du régime du général Assad, mais aussi sa complicité avec les réactionnaires arabes, laquelle est apparue dans la tentative dite de conciliation entreprise le 23 juin à Riyad par certains pays arabes. Tandis que le congrès de Bagdad cherchait à mobiliser les forces populaires arabes pour défendre le Liban contre le complot impérialiste, la réunion de Riyad avait pour seul but de maquiller le rôle syrien et de lui donner une caution destinée à assurer le succès du complot.

Les Syriens prétendent être intervenus au Liban à la demande du Mouvement national libanais et de l'O.L.P. Est-il nécessaire de revenir sur tous les détails de la médiation syrienne ? Rappelons que le Mouvement national libanais a plus d'une fois proclamé son opposition à toute ingérence étrangère armée dans les affaires intérieures du Liban. Quant aux assertions selon lesquelles l'intervention syrienne n'a d'autre but que l'instauration effective du cessez-le-feu, nous rappellerons qu'au cours des derniers mois, à la suite de la désintégration de l'armée libanaise, les Syriens se sont ralliés aux thèses phalangistes. Les dirigeants de Damas considèrent que le rôle de gardien du Liban leur incombe.

Comme le Mouvement national s'était opposé et s'opposera à une telle éventualité, les Syriens se déclarent ouvertement contre lui. S'illuminant aux forces les plus extrémistes du camp réactionnaire, ils sobolent toute solution excluant la minime syrienne sur le Liban.

Or, après quinze mois de combats au cours desquels s'est affirmée la supériorité politique et militaire du Mouvement national, il est clair que les chances d'aboutir à une solution politique se sont considérablement accrues. La majorité des Libanais, y compris ceux du camp conservateur, sont persuadés que cette solution passe par le départ de M. Frangieh, l'allié du général Assad. Ce dernier a dû s'incliner devant le vote de la majorité des Libanais, mais il s'ingénie à retarder le départ de son protégé.

Les « médiateurs » syriens encouragent les forces de droite à refuser toute concession et à déclencher une escalade militaire, en dépit du fait qu'il devient évident qu'ils ne cherchent pas tant à rétablir l'équilibre militaire sur leur terrain qu'à entretenir un climat de tension susceptible de remettre en question tout rapprochement, tout accord échappant à la tutelle du régime baassiste. Les forces connues pour leur allégeance à Damas multiplient les provocations à caractère confessionnel, permettant ainsi à la Syrie d'intervenir sous le fallacieux prétexte d'empêcher le massacre des chrétiens.

Le Mouvement national proclame son opposition inébranlable à toute idée de partage du Liban. Cette attitude est d'ailleurs celle de l'écrasante majorité des Libanais. Le partage, qui a fait long temps l'objet du chantage entretenu par les forces de droite, s'est révélé irréaliste bien avant que ces forces n'aient subi les derniers revers militaires. Aujourd'hui, le partage ne pourrait être réalisé qu'avec un soutien militaire étranger. Le récent nomination de M. Chamoun à la vice-présidence, contrairement à tous les usages en vigueur au Liban, semble devoir ouvrir la voie à une telle issue.

Les Syriens nous accusent de vouloir instaurer un pouvoir populaire alors qu'en fait le Mouvement national a proposé un programme de réformes qui a remporté l'adhésion de nombreuses couches sociales, jusqu'au sein de la grande bourgeoisie. M. Bechir Gemayel, lui-même, a déclaré récemment que ce programme était parfaitement acceptable. En le qualifiant de « communiste », les dirigeants syriens ont cherché à mobiliser les régimes réactionnaires arabes contre le Mouvement national et la résistance, assurant ainsi la jonction de l'État à l'athéisme et à l'anti-islamisme.

Les dirigeants de Damas prétendent être intervenus militairement pour défendre la résistance palestinienne. Contre quoi ? L'équilibre des forces militaires et politiques depuis plusieurs mois a tourné en faveur de la résistance. L'armée syrienne n'est intervenue que lorsque les forces progressistes et palestiniennes eurent réussi, en janvier dernier, à occuper les contreforts de Damour et menacé les autres bastions de la réaction. La « protection » syrienne s'est traduite par une cascade d'attaques contre les camps palestiniens d'une violence inégalée, sans commune mesure avec celles lancées par l'armée jordanienne en septembre 1970. En réalité, le président Assad se propose de liquider les acquis de l'O.L.P., à la fois de son indépendance et de sa stature internationale.

Quant aux buts humanitaires qui animeraient les dirigeants de Damas, qui prétendent vouloir arrêter le massacre, les réalités quotidiennes témoignent du contraire : les quartiers populaires, les villes et les villages sont bombardés systématiquement et sans répit, alors qu'une partie du territoire syrien demeure occupé par Israël.

Les Syriens soutiennent encore qu'ils sont intervenus pour faire échec à un complot américain. Nous nous contentons de poser une question : quel serait l'objectif de ce complot, sinon de favoriser l'entreprise syrienne ? Ce qui caractériserait la position du Mouvement national, c'est sa détermination de faire en sorte que la solution de la crise soit négociée entre les diverses parties libanaises en conflit. C'est M. Joumblatt qui a proposé la convocation, à cet effet, d'une « table ronde ». C'est également le Mouvement national qui a multiplié dernièrement les tentatives pour amorcer un dialogue direct qui ouvrirait la voie à une telle conférence, et qui a tout entrepris pour faciliter la tâche du président élu, M. Elias Sarkis.

Nous proclamons solennellement aujourd'hui que si le camp palestinien de Tall-El-Zaatar devait tomber aux mains de la droite, toute chance de conciliation disparaîtrait. Si la Syrie continue de faire fi des décisions de la Ligue arabe et d'occuper le Liban, nous lui opposerons une résistance de plus en plus déterminée, car jamais le peuple libanais n'a été aussi décidé à se battre pour faire échec au plan impérialiste.

(\*) Membre du bureau politique du parti communiste libanais.

#### DES MESURES SONT PRISES EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS LIBANAIS EN FRANCE

Le nombre des Libanais en France a triplé depuis le début de la guerre civile. Ils sont aujourd'hui 15 000, dont environ 2 000 étudiants et 7 000 écoliers ou élèves venus poursuivre leurs études, loin des combats.

Beaucoup de parents ont accompagné leurs enfants, emportant d'importantes sommes d'argent. Certains ont acheté ou loué des appartements dans les beaux quartiers de la capitale et sur la Côte d'Azur. D'autres résident dans des hôtels confortables. 90 % des enfants sont inscrits dans des écoles privées.

Il reste qu'au bout de quelques mois des difficultés surgissent. Les étudiants dont les parents sont restés au Liban ne reçoivent plus de subsides de Beyrouth et les adultes, malgré l'aide de parents déjà installés en France, sont contraints de chercher du travail.

Pour les étudiants, l'O.L.P. ou pu être collectés grâce à un appel à la colonie libanaise lancée au mois de novembre dernier par l'ambassade de Liban, mais il faut à nouveau faire appel à la solidarité.

Il faut noter que les Libanais arrivés en France au cours de la guerre civile ne peuvent pas, d'une façon générale, prétendre à la qualité de réfugiés politiques. Ils jouissent encore de la protection de leur ambassade et les mesures sociales dont bénéficient les réfugiés politiques ne leur sont donc pas applicables. Devant cette situation, les autorités françaises ont pris des mesures de faveur.

D'abord, les Libanais qui arrivent directement de leur pays sont dispensés de visa. Ils échappent ainsi aux contraintes de la procédure d'immigration ; de plus, certains d'entre eux ont obtenu le droit de signer un contrat de travail de trois mois, renouvelable.

Le 30 juin, enfin, devant l'aggravation de leurs conditions matérielles, le secrétariat d'État aux travailleurs immigrés a pris une circulaire leur accordant les mêmes droits au travail que les réfugiés (le droit de faire l'indemnité de chômage, etc.).

« Sur simple demande présentée à la direction départementale du travail, obtenir une autorisation provisoire de travail ». — O. P.-V.

(1) Les dons peuvent être adressés à la Banque libanaise pour le commerce, 7, rue Aubert, Paris (9<sup>e</sup>), compte n° 3000.

### Mexique

Après sa destitution

#### LE DIRECTEUR D'« EXCELSIOR » ACCUSE LE GOUVERNEMENT DE MANŒUVRES CONTRE LA PRESSE INDÉPENDANTE.

(De notre correspondant.)

Mexico. — Les employés du quotidien mexicain *Excelsior* ont approuvé au cours d'une assemblée générale, le jeudi 6 juillet, la destitution de ses fonctions de directeur général du journal, M. Julio Scherer García.

La crise, qui a entraîné des bagarres, a éclaté lorsqu'une partie du personnel a voulu empêcher la publication d'une page où les éditorialistes et les rédacteurs du quotidien proclamaient la nécessité de maintenir la liberté d'opinion. L'édition d'*Excelsior* du jeudi est sortie avec cette page en blanc.

Après sa destitution, M. Scherer, au cours d'une conférence de presse, a accusé le gouvernement d'avoir inspiré cette épreuve de force afin de mettre fin à l'indépendance du journal. Celui-ci est une entreprise coopérative. — J. C.

[Le correspondant à Paris d'*Excelsior*, M. Carlos Murta, nous a fait parvenir un communiqué affirmant que toute la rédaction, l'équipe d'éditorialistes et commentateurs, aussi bien que les correspondants à l'étranger et une partie du personnel de l'imprimerie étaient solidaires du directeur destitué. Cette crise, ajoute le communiqué, fait partie d'une campagne menée par le pouvoir contre d'*Excelsior*, seul journal mexicain qui ne dépende pas économiquement du gouvernement.]

### Argentine

LA SOCIÉTÉ DES AMÉRICANISTES (\*) nous fait part de son inquiétude quant au sort de l'un de ses membres, M. Alejandro Isla, professeur d'anthropologie à l'université nationale de Mar-del-Plata (Argentine), qui a été arrêté, il y a près d'un an, torturé et qui se trouve toujours incarcéré dans la prison de Sierra-Chica. Ses amis et collègues craignent pour sa vie. La société souhaite vivement la libération de ce savant interné à temps pour lui permettre de participer aux travaux du colloque-débat des congressistes qui se tiendra à Paris du 2 au 9 septembre 1976.

(\*) Musée de l'homme, place du Trocadéro, 15016 Paris.

## A TRAVERS LE MONDE

### Colombie

LE CORRESPONDANT DE L'AGENCE UNITED PRESS INTERNATIONAL à Bogotá, un journaliste chilien, M. Patricio Candra, responsable de la diffusion d'une fausse nouvelle annonçant l'assassinat du chef de l'État colombien, a été expulsé, jeudi 8 juillet, de Colombie. Le journaliste était détenu depuis le 3 juillet, et à la suite de l'incident, qui s'était rapidement développé à l'échelle sud-américaine, le gouvernement colombien avait décidé de renvoyer l'agence américaine sa licence d'exploitation (Le Monde du 6 juillet). Cependant, en dépit de la sanction, le bureau de l'U.P.I. continue, pour l'instant, de diffuser des nouvelles. — (A.F.P.)

### États-Unis

L'ÉTAT DE MME PAT NIXON est « sérieux », ont indiqué les médecins de l'hôpital de Long-Beach (Californie), où la femme de l'ancien président des États-Unis a été transportée, jeudi 8 juillet, dans l'après-midi. Mme Nixon, qui est âgée de soixante-quatre ans, a été frappée d'une thrombose cérébrale, et les praticiens qui la soignent ne peuvent se prononcer sur l'issue de la maladie. L'agence américaine John Mosier, neurologue, Mme Nixon pourrait se trouver partiellement handicapée et éprouver des difficultés à marcher. « Si la maladie s'empire pas, elle survira », a-t-il déclaré. — (A.F.P.)

### Grande-Bretagne

LES MINÉRIERS BRITANNIQUES ont lancé jeudi 8 juillet un défi à la politique anti-inflationniste du gouvernement travailliste en menaçant de déclencher une grève pour défendre le droit de travail à l'âge de soixante ans à partir de janvier 1977. Le syndicat national des mineurs veut ramener progressivement l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans en 1980. — (A.F.P.)

### Laos

UN GROUPE DE QUINZE MILITAIRES ET POLITIQUES LAOTIENS s'est emparé, mercredi 7 juillet, d'un

## AMÉRIQUES

### États-Unis

#### Le succès inattendu de M. Ford dans le Nord-Dakota consolide son avance sur M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — Le président Ford a remporté dans le Nord-Dakota un succès inattendu, qui consolide son avance sur M. Reagan dans la compétition pour la nomination du parti républicain. A la suite d'obscures manœuvres, la convention républicaine du Nord-Dakota, contrôlée par les dirigeants locaux, a désigné douze délégués soutenant officiellement le président Ford et quatre seulement favorables à M. Reagan. Les deux derniers délégués portés sur la liste des dix-huit qui iront à la convention nationale de Kansas-City se déclarent « non engagés », mais le président de l'organisation locale a estimé qu'ils finiraient par voter pour le président Ford.

Stant donnée la faible marge qui sépare les concurrents dans la course aux délégués, les décisions de la convention du Nord-Dakota pourraient avoir un effet psychologique important sur les candidats. L'optimisme est donc revenu dans le camp présidentiel, où l'on a annoncé de surcroît que quatorze délégués enregistrés comme « non engagés » auraient déjà donné leur allégeance au président Ford.

Les organisateurs de la campagne estiment qu'après le 17 juillet, date à laquelle tous les délégués à la convention nationale auront été choisis, le président Ford n'aura plus qu'à décrocher 25 à 30 délégués non engagés, sur un total de 135, pour obtenir les 130 mandats requis pour la nomination. Les managers de M. Reagan affirment, de leur côté, que leur candidat peut également espérer rallier un certain nombre de « non-engagés » et même provoquer des défections en sa faveur parmi ceux qui s'étaient engagés entièrement envers M. Ford. La décision sera prise ainsi à une dizaine de voix près. Pour le moment, le classement « non officiel » de la course aux délégués s'établit ainsi : Ford, 1054 ; Reagan, 990 ; non-engagés, 135.

#### M. Carter cherche son colistier

A quelques jours de sa nomination par la convention démocrate de New York, M. Jimmy Carter s'est concentré sur la tâche délicate de choisir son colistier. L'homme appelé à figurer sur le « ticket » démocrate comme candidat à la vice-présidence doit répondre à des critères variés et à des exigences parfois contradictoires.

En plus d'une intégrité sans faille, M. Carter, anticipant la victoire en novembre, exige une personnalité en mesure d'assumer d'actives responsabilités et ayant une stature suffisante pour le remplacer à la Maison Blanche en cas de malheur. Dans l'immédiat, le souci d'équilibrer géographiquement et de renforcer le « ticket » par un homme capable de rallier le plus grand nombre de voix dans les États du Nord et de l'Ouest est prioritaire.

Compte tenu des réserves et des appréhensions qui subsistent encore à son égard dans son propre parti (un récent sondage publié dans le magazine *Time* indique que 44 % des démocrates interrogés auraient préféré un autre candidat), M. Carter doit trouver un homme qui facilite le ralliement des diverses factions, sans pour autant ternir son « image » d'outsider, refusant tout compromis avec des politiciens professionnels.

Méthodiquement, M. Carter a entrepris ce difficile travail de sélection. D'abord, en consultant une quarantaine de leaders et cadres du parti, puis en confiant à son principal conseiller politique, l'avocat d'Atlanta Charles Kirbo, le soin de dépouiller les « dossiers » d'une vingtaine de candidats éventuels, concernant notamment leur personnalité, leur état de santé, et plus encore leurs ressources financières, qui, ultérieurement, seront rendues publiques. Ces examens semblent avoir réduit le nombre des « possibles » à une demi-douzaine de personnalités.

Les sénateurs Glenn (Ohio) et Mondale (Minnesota) sont considérés comme ayant un léger avantage sur les autres. Le sénateur Glenn, l'ancien astronaute, est évidemment le plus connu du public, et surtout il est très populaire dans l'Ohio, un État-pivot. Mais, entré seulement en

1975 dans la vie publique, il manque d'expérience politique et administrative. Le sénateur Mondale, qui n'inspire que de la sympathie, favoriserait la réconciliation nécessaire entre la gauche du parti, les syndicats et M. Carter. Mais il a pris sur certains problèmes-clés, comme l'intégration raciale scolaire, des positions « libérales » très marquées qui pourraient gêner son colistier.

Le sénateur Church (Idaho) vient ensuite. Il a fait de bonnes performances lors des dernières « primaires », et plusieurs sondages récents dans l'électorat démocrate confirment qu'il pourrait apporter à M. Carter dans les régions de l'Ouest et du Middle-West un utile appoint. En outre, il pourrait faire bénéficier son colistier de son expérience de sénateur, notamment en matière de politique étrangère, encore que sur ce terrain M. Carter semble préférer former sa propre opinion en consultant un groupe de conseillers. En revanche, par ses enquêtes intensives sur les abus du F.B.I. et de la C.I.A., le sénateur Church s'est aliéné un certain nombre de conservateurs dans les deux partis. Enfin, il « passe » moins bien à la télévision que les autres.

Derrière ces trois hommes, le sénateur Stevenson (Illinois) garde ses chances. C'est un grand nom (il est le fils d'Adlai Stevenson, deux fois candidat malheureux dans les années 50), et il possède une personnalité brillante et amène. Enfin, les exagérées sénateurs Muskie (Maine) et Jackson (Washington) pourraient offrir à M. Carter le soutien de leurs relations au Capitole, mais leurs échecs successifs dans la course à la Maison Blanche sont considérés comme un handicap auprès d'un grand public qui a toujours préféré les « gagnants ».

Finalement, la sélection du vice-président est le seul élément d'incertitude de la convention démocrate, qui, contrairement aux précédentes, s'annonce calme. M. Carter entretient le mystère en annonçant qu'il ne rendra public qu'à la dernière minute un choix qui, a-t-il dit, n'est pas limité aux personnalités les plus souvent mentionnées.

HENRI PIERRE.

WHISMITH

SOLDÉS

8-24 JUILLET

ENGLISH BOOKSHOP

248, Rue de Rivoli - PARIS 1<sup>er</sup>

# AMÉRIQUES

## POINT DE VUE

# Le Québec bouge

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT (\*)

Il y aura neuf ans, presque jour pour jour, que le général de Gaulle prenait triomphalement le chemin du Roy et y révélaient toutes les ardeurs souffrantes depuis deux siècles, lorsque la reine d'Angleterre viendra, le 17 juillet prochain, protégée par dix mille policiers et soldats, inaugurer les Jeux olympiques de Montréal. Il est vrai qu'elle s'exprimera en français : mince consolation pour les Québécois, encore sous le choc d'avoir entendu notre président parler anglais jusqu'en Louisiane.

En fait, on peut dire que la situation politique est explosive au Québec, et des plus mouvantes à Ottawa. Rien n'est plus sûr au Canada : les rapports entre ce qu'il est convenu d'appeler les deux « nations fondatrices » sont plus tendus que jamais. On peut soutenir que c'est une constante apparence depuis deux siècles : l'ali, au contraire, le sentiment qu'on entre dans une phase aiguë, qui peut s'étaler encore sur quelques années, à l'issue de laquelle le Québec accèdera à la souveraineté internationale et se dotera des moyens réels de son indépendance, ou bien sera réduit, à l'image des autres communautés francophones d'Amérique, à une minable survivance folklorique. Or, de toutes ces communautés, le Québec est sans doute la seule qui ait, par sa volonté et ses dimensions, le moyen de s'en sortir.

Il faut voir ce qui est. Le redressement hâlé qu'avait pu, dans un premier temps, opérer M. Trudeau autour d'un pseudo-nationalisme fédéral, ce redressement est à bout de souffle parce que M. Trudeau a échoué, et ne pouvait qu'échouer, sur le principal de son programme, qui était d'imposer le bilinguisme à l'ensemble du Canada : on ne voit pas, en effet, pourquoi les gens de Toronto, ou de Vancouver (aussi éloignés de Montréal que le sont ceux du Havre), apprendraient le français, dont ils n'ont aucun usage. Au niveau même des structures fédérales, le refus des anglophones d'Al Canada d'appliquer le bilinguisme sous de fallacieux prétextes de sécurité (refus dont l'intolérance va jusqu'à interdire aux francophones de se parler leur langue dans la cabine de pilotage, comme aux pilotes francophones de parler français avec la tour de contrôle de Montréal, « la deuxième ville française du monde »), ce refus vient une fois de plus de manifester, grâce à l'appui, que l'esprit des Canadiens anglophones est bloqué et ne peut concevoir d'égalité réelle entre deux cultures dont nous n'avons pas à démontrer ici qu'elles se valent bien.

M. Trudeau n'a pas seulement échoué à cause de la nature des choses, mais à cause de sa propre nature. Dans ce système fédéral qui ne pouvait durer que par extrême souplesse, il a cru devoir, pour cela au moins tant soit peu français, introduire une pointe de jacobinisme en poussant au contraire une centralisation qui est déjà insupportable au Québec. Ce faisant, M. Trudeau a scindé la branche sur laquelle il avait assis son allié M. Robert Bourassa, l'actuel premier ministre du Québec. Or, de Maurice Duplessis jusqu'à Daniel Johnson en passant par Jean Lesage, les premiers ministres québécois n'ont jamais pu exister qu'en s'affirmant face au pouvoir fédéral, qu'en obtenant « quelque chose » d'Ottawa. Avec M. Bourassa, en revanche, le Québec ne cesse de perdre en autonomie sans rien gagner en égalité, ce qui ne manque pas de remettre à la mémoire de tous l'alternative qu'avait posée Daniel Johnson en 1968 : « Égalité ou indépendance ». Du fait de son échec, d'ailleurs, l'équipe Trudeau commence à être traitée de french power par les anglophones, alors que les Québécois responsables s'avisent qu'il leur serait préférable d'avoir, avec qui discuter clairement, un anglophone à la tête du gouvernement fédéral.

M. Bourassa, publiquement et parfois grossièrement critiqué par M. Trudeau, se trouve donc de plus en plus discrédité. Deux choses sont toutefois à mettre à son actif : bien malgré lui, il a été le bras droit du Québec de voir rapatrier la Constitution, dont les instruments sont toujours à Westminster (de crainte que cela n'aboutisse à mieux la verrouiller), et la fameuse loi 22, qui fait du français la langue officielle et privilégiée au Québec. Mais les batailles dont participent ces deux actes sont loin d'être gagnées. A Montréal même, l'anglophonie prospère et la grande majorité de l'immigration s'y assimile. Enfin, M. Trudeau menace de rapatrier la Constitution sans l'avis des provinces : ce serait un coup de force, mais il en a fait d'autres.

Le temps presse donc, et chacun le ressent ou le sait. C'est pourquoi les derniers votes et les derniers sondages indiquent, compte tenu de l'importante minorité anglo-québécoise (30 %), que la grande majorité des francophones ont désormais basculé du côté des partisans de l'indépendance. Ceux-ci n'attendent que 8 % aux élections de 1980 ; en 1970,

le parti québécois a rassemblé 24 % des suffrages, et à celles de 1973, 30 %. Cela s'est peu reflété à l'Assemblée nationale, à cause des découpages électoraux et du mode de scrutin qui est uninominal à un tour. Et cela a même pu donner, par exemple, en 1970, la représentation parlementaire suivante : avec 44 % des voix, les libéraux obtiennent soixante-douze sièges ; avec 24 %, le parti québécois en obtient seulement sept alors que l'Union nationale décrochait dix-huit sièges avec 20 %, et le Crédit social douze avec 11 %. Mais, depuis 1973, c'est le parti québécois qui est devenu la très officielle « opposition de Sa Majesté », et un dernier sondage d'opinion l'a donné, pour la première fois, devant le parti libéral.

C'est une donnée complètement nouvelle et sans doute irréversible. M. Bourassa parlait de « souveraineté culturelle », il avait fait là-dessus toute sa campagne : son expérience malheureuse a démontré qu'il n'y avait pas de souveraineté culturelle possible sans indépendance politique. S'ajoute à cela le mécontentement général dû à une crise économique qui affecte plus particulièrement le Québec, le chômage qui en découle, l'action permanente des syndicats, des enseignants, des étudiants et des couches les plus jeunes de la fonction publique, enfin le milliard de dollars de déficit, entièrement à la charge du Québec, dû à l'opération de prestige voulue par le maire, M. Jean Drapeau, à l'occasion des Jeux olympiques.

Les dirigeants du parti québécois — M. René Lévesque, le chef « charismatique », et M. Jacques-Yvan Morin, le chef parlementaire — savent parfaitement qu'ils risquent d'être portés au pouvoir beaucoup plus par le mécontentement que je viens de dire, que par idéologie « séparatiste ». Ils résistent du reste à la tentation de l'indépendance qu'ils entendent instaurer n'impliquant pas une rupture avec le reste du Canada, dans la mesure où le Québec veut constituer un marché commun économique avec lui. Dans le souci de rassurer les hésitants, le parti québécois s'est désormais engagé à ne pas proclamer unilatéralement l'indépendance : son intention est de la négocier avec Ottawa, et c'est seulement si ces négociations se révélaient impossibles ou infructueuses que le gouvernement procéderait par référendum à la proclamation de l'indépendance. Ottawa, alors, en porterait la responsabilité. Je doute que les fanatiques d'un fédéralisme de plus en plus invivable puissent encore, à ce moment, faire passer les dirigeants québécois pour des extrémistes, qu'ils ne sont pas.

Le fédéralisme canadien est invivable parce que la nation française le vit comme colonialisme. Si ce système avait fédéré, sur un pied d'égalité, à la nation canadienne anglaise et la nation canadienne française, c'eût été différent. Au lieu de quoi, le système fédère dix provinces dont la principale, le Québec, avec ses six millions d'habitants, est minoritaire par rapport à un ensemble de neuf provinces anglophones dont certaines sont aussi irrelatives que le Nouveau Brunswick avec ses cinq cent mille habitants (dont 40 % de francophones promis à l'assimilation) et l'île du prince Édouard, qui en a cent mille.

Comme toujours, la colonisation économique va avec la colonisation culturelle, dont elle est d'ailleurs le plus efficace instrument. Mais, depuis 1980 — date de la « Révolution tranquille » du gouvernement Lesage — le Québec est entré, à son tour, dans l'ère industrielle. Il a découvert la richesse de ses ressources naturelles et la latence de ses ressources humaines ; il a compris que son retard n'avait d'autre fatalité que celle induite par la main-mise anglophone. Il comprend aujourd'hui que tout se tient, et que le chef de son destin est politique. Si l'État du Québec disposait de toutes les ressources en impôts prélevées par Ottawa sur son territoire, il sait qu'il aurait les moyens de faire tout ce qu'il veut. Il sait aussi qu'il pourrait pas faire. Il sait aussi qu'il pourrait déterminer les investisseurs étrangers à réinvestir sur place ce qui est convenable au développement du pays, et mettre fin aux comportements abusifs auxquels il est actuellement exposé de leur part.

Alors, que va-t-il se passer ? Le gouvernement Bourassa est libre, à la manière anglo-saxonne, de choisir le moment des prochaines élections. Sa cote est si basse qu'il aurait donc intérêt à repousser ce moment. Mais, à partir de l'année prochaine, l'entrée en vigueur d'une nouvelle carte électorale accroîtra par ailleurs le parti où il se trouve. Il est donc bien possible qu'il tienne, l'automne prochain, de garder à tout prix une majorité fragile. La parti québécois compte qu'il sera de toute manière, dès lors, suffisamment fort pour déterminer de nouvelles élections où il l'emporterait, soit

pour contraindre les libéraux à faire pour une bonne part sa propre politique. Quant aux réactions d'Ottawa, chacun s'interroge. Les uns n'excluent pas, comme lors des événements de novembre 1970, une occupation militaire du Québec par les troupes fédérales ; mais si une telle intervention a pu trouver une apparente justification dans un ou deux actes de terrorisme, comment pourrait-elle être admise contre la volonté librement et démocratiquement exprimée de tout un peuple ? Il semble à d'autres que les principes sur lesquels reposent les systèmes anglosaxons ne permettent pas de renier à ce point, et ce sont même même que l'Angleterre, soucieuse de son image de marque de « décolonisateur modéré », jouerait un rôle modérateur, tandis que les États-Unis, qui n'ont pas tant à se louer d'Ottawa, en fin de compte, resteraient neutres. Quoi qu'il advienne des probabilités que nous dégageons ici, il est évident que la France — étant donnée les responsabilités historiques, tant positives que négatives, qu'elle porte dans le destin de la Nouvelle-France — ne peut pas se permettre de ne pas avoir de politique. Si l'on demande au Québecois ce qu'il attend de la France, une longue expérience leur a appris à être directs. A cette vieille question pourtant, le maire de Montréal, qui n'est pas d'une génération très portée à l'« indépendantisme », m'a fait l'au-

(\*) Rédacteur et journaliste.

# AFRIQUE

## Maroc

## Une série de consultations électorales auraient lieu à partir de l'automne

De notre correspondant

Rabat. — Ouverture politique et ferme avertissement aux dirigeants algériens, tels sont les points essentiels du discours radiotélévisé prononcé, le 8 juillet, à la veille de son quarante-septième anniversaire par le roi Hassan II.

L'ouverture répond à l'attente des responsables des partis, qui n'en ont pas été surpris. Comme ils le souhaitent, les représentants des partis seront invités à siéger auprès du roi dans un conseil qui aura qualité pour veiller à la liberté et à la régularité des élections. Celles-ci se feront en trois temps. Après le Ramadan (qui prendra fin vers le 25 septembre) aura lieu le scrutin pour le renouvellement des conseils communaux et municipaux. Il sera suivi des élections aux chambres professionnelles (agriculture, commerce, industrie, artisanat), et enfin, des élections législatives, pour que le Parlement puisse siéger l'an prochain à la deuxième session d'été.

Le roi Hassan II entend associer à toutes les forces vives « à la gestion des affaires locales et nationales. Une loi fondamentale a réorganisé les conseils communaux et municipaux, qui ont eu leurs compétences étendues. Le souverain entend aussi tenir un engagement dont l'application avait été différée l'an dernier en raison de la crise du Sahara occidental.

L'heure est venue, a affirmé le roi dans son discours, d'utiliser ce potentiel d'énergie, de patriotisme et de maturité civique dont la « marche verte » a été la révélation. Nous sommes en union avec le trône, le développement du pays. La tâche est lourde en raison du sous-développement des nouvelles provinces sahariennes et des défis de la défense du royaume. C'est pourquoi le souverain a annoncé le lancement d'un emprunt national qui attesterait la volonté des Marocains de relever les défis sur le plan économique et sur le plan militaire. La situation dans ce dernier domaine reste une des préoccupations du roi.

Au nom de la solidarité musulmane et arabe et du sang versé en commun pour l'indépendance de l'Algérie, Hassan II a lancé un appel aux dirigeants algériens pour qu'ils mesurent leurs responsabilités et ne jouent pas avec le destin de la région. Mais il leur a également adressé un avertissement solennel. En proclamant que le Maroc n'admettra aucune négociation, aucun marchandage sur un seul pouce de son territoire, le roi a fait entendre que le Sahara occidental y compris, le souverain a touché une fibre toujours prête à vibrer. De plus, il signifiait implicitement par avance à toutes les instances internationales — notamment à ce futur « sommet » extraordinaire de l'O.C.A. qui se propose d'ouvrir un débat sur le problème saharien — qu'il y a de ses positions sur lesquelles Rabat entend, coûte que coûte, ne rien céder.

LOUIS GRAVIER.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Taillies  
75271 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
PARIS 215 F 365 F 465 F 565 F  
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - C.O.M. (sauf Algérie)  
20 F 160 F 220 F 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
144 F 225 F 305 F 385 F  
FAIS VOIE NORMALE

ÉTRANGER  
par messagerie  
1. — BELGIQUE - LUXEMBOURG  
115 F 210 F 305 F 400 F

2. — ALLEMAGNE  
125 F 231 F 331 F 440 F  
Par voie aérienne  
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à nous en faire la demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de préciser tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

# ASIE

## Cambodge

## La presse suédoise fait état de violences dans les campagnes

Stockholm (A.F.P.). — Selon un envoyé spécial du quotidien suédois *Expressen*, qui a recueilli les témoignages de réfugiés cambodgiens au Vietnam, une centaine de personnes meurent, chaque jour, au Cambodge, de faim, de la rigueur du travail dans les rizières de sécheresse ou des suites de tortures.

Les suicides par pendaison seraient fréquents parmi les prisonniers, rapporte le quotidien, selon lequel soixante mille Cambodgiens ont trouvé refuge au Vietnam où ils ne peuvent toutefois pas recevoir une aide du commissariat aux réfugiés de l'O.N.U.

Le journaliste suédois, qui a pu recueillir des informations recoupant les déclarations des réfugiés cambodgiens en Thaïlande, fait état d'un témoignage selon lequel « des groupes de travailleurs cambodgiens sont emmenés dans la forêt où ils sont abandonnés sans outils, sans vivres et sans vêtements, et auxquels des cadres déclarent : « Vos ancêtres vivaient ici, maintenant vous pouvez en faire autant ».

Un témoin raconte que les responsables d'une grève salariale pa cinq mille personnes dans un camp de travail proche de Battambang ont été exécutés en public pour servir d'exemple.

Enfin, un reporter de la radio suédoise a dénoncé les violences « racistes » dont ont été victimes des Sud-Vietnamiens et des Chinois au Cambodge.

## « Où est la vérité ? »

Un texte a été rédigé et signé à Pnom-Penh par des Français, des Américains, des Britanniques, qui se déclarent « amis du peuple cambodgien » et rappellent qu'ils ont, pendant des années, condamné « la politique criminelle des États-Unis » et « l'agression de l'impérialisme américain » et soutenu l'action des révolutionnaires jusqu'à leur victoire d'avril 1975. Ils ajoutent :

« Depuis cette date, nous nous trouvons devant des témoignages radicalement contradictoires concernant les choses du Cambodge. D'une part, celui du gouvernement actuel qui, par la voie du Kampuchea démocratique, déclare que « le peuple tout entier et les combattants, combattants et cadres de l'armée révolutionnaire, harmonieusement unis, édifier ensemble la patrie dévastée... » ; d'autre part, ceux d'un grand nombre de plus de dix mille réfugiés, déplorant oppression, souffrances, disette, brutalités, voire massacres, témoignages rapportés dans la presse occidentale, et catégorique-

ment niés par la radio officielle d'Pnom-Penh. Il n'est que juste d'ajouter que dans le document remis public à Paris le 23 mai 1975, signé par cent vingt-six citoyens cambodgiens sur le point de rentrer dans leur pays, on peut lire qu'« les prodigieuses et immenses réalisations actuelles expliquent l'enthousiasme et la hâte des Cambodgiens d'aller apporter leur part à contribution... ».

« Où est la vérité ? Lequel de ces témoignages peut-on croire ? Sauf pour quelques diplomates, la troisième cambodgienne resta fermement close et, dans ces conditions, nous ne pouvons rejeter la version de réfugiés.

« Face à cette situation, nous nous, en tant qu'amis du peuple cambodgien, à demander aux autorités de Pnom-Penh d'accorder l'accès au pays à des journalistes, autres observateurs compétents, indépendants. Persister dans le silence, tandis que le flot des réfugiés continue d'apporter un témoignage accablant, ne peut que leur aliéner les plus fidèles amis, dont nous-mêmes.

« Instruits par d'autres événements du même ordre, qui ont déshonoré ce siècle, nous ne pourrions pas cautionner un régime qui ferait qu'un côté de la frontière, on n'aurait que la voix d'un pouvoir despotique, et, de l'autre, celle de citoyens en fuite... ».

Ont signé ce texte : MM. John Albertson, Georges Boudard, Claude Bourdet, Mmes Peggy Duff, George, MM. Daniel Hémy, Horowitz, Mme Maria Jolas, MM. Laurent Schwartz, Jean-Paul Sarrailh, Pierre Vidal-Naquet, Paul et Jean-Marie Volz. (Les personnes dont les noms ne figurent pas ont été sollicités à Mme Jolas, 106 bis, rue de Rennes, 75006 Paris.)

## LES SÉISMES

## D'IRAN-OCCIDENTAL

## AURAIENT TUÉ

## PLUS DE NEUF MILLE PERSONNES

Djakarta (Bambou, UPI). — Finalement, les renseignements qui sont parvenus tardivement en raison de l'éloignement et de la difficulté d'accès de la zone frappée par le séisme, il semblerait que les nombreuses victimes n'aient pas été tuées directement par les secousses mais par les glissements de terrain qui en ont résulté. Dix-sept villages auraient été détruits, ainsi que quelques ponts, voies de communication ou pistes d'atterrissage. Seuls quelques blessés ont été signalés par les premiers secours en vivres et en médicaments.

## Vietnam

## HANOÏ

## SOLLICITE L'« AIDE URGENTE » DU COMECON

Berlin-Est (Reuter). — Le Vietnam a sollicité l'aide urgente des pays du Comecon pour répondre à une pénurie de vivres et de matières premières. Cette requête a été présentée, jeudi 8 juillet, devant la conférence annuelle des chefs de gouvernement de ce « Marché commun » des pays de l'Est par le vice-premier ministre vietnamien, M. Le Thanh Nghi. Comme la Corée du Nord et le Laos, le Vietnam a un statut d'observateur au Comecon.

M. Le Thanh Nghi a précisé que le Vietnam a encore « de nombreuses difficultés à surmonter ». « La pénurie de nourriture, de produits pétroliers, d'équipements et de pièces de rechange est un grand obstacle au développement », a-t-il expliqué. Il a déclaré que son pays souhaitait obtenir une aide à long terme pour développer ses industries mécaniques, pétrolières et sucrières. Il a ajouté que le Vietnam espérait obtenir un crédit auprès de la Banque de coopération internationale du Comecon pour la période 1977-1980.

## VENTE A VERSAILLES

M<sup>me</sup> P. et J. MARTIN, C. P. 300.  
Tél. : 950-58-08  
GALERIE DES CHÉVREUILS  
DIAMANTIER 11 JUILLET  
14 h. 30 : LITOGRAPIES MOD.  
16 h. 30 : TABLEAUX MODERNES  
Exposition vendredi et samedi

**Centre ISTH** Centre  
**AUTEUIL - TOLBIAC**  
Institut privé des Sciences et  
Techniques humaines  
**PRÉPARATIONS INTENSIVES**  
**AOUT-SEPTEMBRE 76**  
• Deug  
**DROIT**  
**SC ECO**  
• Et 3<sup>e</sup> Année de Licence  
• Tous centres et options  
**TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE**  
**DEPUIS 23 ANS**  
AUTEUIL, 6, Av. Léon-Houzeau  
75016 Paris - Tél. 224.10.72  
TOLBIAC, 63, Av. d'Italie  
75013 Paris - Tél. 599.53.91

**ACTUELLEMENT :**  
**les robes plein été,**  
**les costumes légers**  
**les boutiques**  
**Griffsolde**  
Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter.  
BOUTIQUES POUR ELLE  
1, rue de la Plaine/Nation  
3, rue du Renard/Hôtel de Ville  
3, rue de Lagny/Nation  
BOUTIQUES POUR LUI  
3, rue de la Plaine/Nation  
3, bd Montmartre/Montmartre

محضان الأمثل



## ASIE

# HONGKONG, OU LE CAPITALISME AU SERVICE DE LA CHINE

(Suite de la première page.)

Cependant, la couronne britannique fait preuve de mansuétude. En 1975, sur 5 000 nageurs appréhendés, 1 000 furent reconduits à la frontière. Mais, selon la police, pour un fugitif arrêté, trois passent. Au bout de leur plongée hémérale, que trouvent-ils ?

Hongkong, littéralement le « port aux parfums », sent le maïs et le sucre, le charbon, la fumée et l'effort. Mais, aux odeurs de soupe chinoise des restaurants en plein air et de poissons séchés qui pendent en grappe à la porte des magasins, se mêlent aussi celles des embruns. Sur le bras de mer qui sépare l'île de Hongkong, ceinturée de gratte-ciel, et la presqu'île de Kowloon, dont l'arrière-plan est formé des montagnes bleues de la Chine du Sud, c'est un va-et-vient incessant. Cargos, rafiot de toutes sortes, transbordeurs et ferries se croisent en tous sens. Les jonques au château arrière carré et aux volutes innervées, comme d'immenses feuilles d'automne, qui battent souvent pavillon de la R.P.C., longent les navires de guerre américains à l'ancre, ou quelques cargos soviétiques.

Haut lieu du capitalisme au flanc de la Chine, mélange anarchique d'un colonialisme très britannique et de mœurs chinoises, Hongkong entasse les hommes (sans savoir exactement combien : 4 ou 5 millions ?), l'argent et les marchandises. Entre les bus rouges à impériale roulant à l'anglaise, trottoirs sous la palanque (filas d'épauls) les coolies au torse anguleux et luisant, sous l'œil impassible des policiers chinois en short, casquette plate et badine sous le bras, très « armée des Indes ».

An luxu ostentatoire de certains, aux villas aristocratiques du Pic qui domine la baie — il fait là-haut cinq degrés de moins que dans les rues du centre — répond l'entrelacs des barques-taudis, véritables villages flottant sur la vase et les ordures. Aux buildings de verre et de métal des banques et des multinationales,

dressés comme des temples sur le front de mer, font pendant les immeubles de quinze étages avec leurs balcons en sautoir, où sèche le linge et les bidonvilles de la colline du Lotus.

Le travail pour les uns, le profit pour les autres. Des populations pauvres du globe, celle de Hongkong est sans doute la plus active. L'émigration chinoise coûte le flegme britannique, mais chacun, qu'il piole sous la palanque ou descende d'une Rolls-Royce, célèbre le même culte de l'argent : Hongkong compte une banque pour 6 000 habitants ; en 1973, elle fut la troisième place boursière du monde par le volume des transactions.

Qui détiennent le pouvoir à Hongkong ? « C'est d'abord le Jockey Club », émettent ensuite Jardine et Matheson, la Hongkong and Shanghai Banking Corp., et le gouverneur — dans cet ordre — nous dit, une pointe d'ironie dans la voix, l'un des plus anciens journalistes de la colonie. Il y a une bonne part de vérité dans cette observation. Le gouverneur n'a pas même le privilège d'émire la monnaie : c'est la Hongkong and Shanghai Banking Corp. qui joue le rôle de Banque centrale (elle émet 90 % des billets). « Nous mettons en circulation les pièces », nous dit, très imbu de cette prérogative, un fonctionnaire du secrétariat aux finances.

Des impôts pratiquement inexistant, pas de contrôle sur les transactions, des profits rapides et une main-d'œuvre docile... « Exciting place, n'est-ce pas ? » commente M. Sayre, président de la Hongkong and Shanghai Banking Corp. Rien apparemment ne semble devoir remettre en cause cette situation. Même la crise économique n'en est pas venue à bout. Après deux ans de croissance zéro, Hongkong, territoire totalement extraverti, ouvert à tous les flux de marchandises ou de capitaux, émerge résolument de la tourmente.

Cette réussite est sans doute due à une situation privilégiée aux portes de la Chine, et à l'in-

térêt que portent les plus grands groupes financiers et industriels du monde capitaliste — et aussi du bloc communiste, à commencer par la Banque de Chine — à ce havre du libre-échange.

### « Vieux-rat-tête-de-fer »

Les hommes d'affaires de Hongkong ont acquis depuis un siècle une technique plus orthodoxe que celle de leurs ancêtres, les anciens temps, pour diriger, sinon gérer officiellement, le territoire. Discrète, leur influence n'en est pas moins toujours décisive sur le gouvernement, que le cabinet, à Lon-

don, ou le conseil exécutif. Mais la place n'en doit pas moins son succès aux grandes dynasties locales qui en sont les véritables piliers.

La division entre Cantonais et Changhaiens tend à disparaître avec l'apparition d'empres qui couvrent un ensemble d'activités et ont une notoriété internationale. Citons ceux de Y.K. Pao et C.Y. Tung, armateurs dont la puissance dépasse sans doute aujourd'hui celle des Nearchos et des Onassis. Y.K. Pao, avec le groupe World Wide Shipping, possède une flotte de cent trente-deux navires, allant du simple cargo au pétrolier géant de 400 000 tonnes.

### Les frères Shaw

Autres personnages dont la renommée a franchi les océans : les frères Shaw. Fils d'un petit tailleur de Ning-Po, ils furent les pionniers du cinéma à Hongkong dans les années 30. Amplement sexagénaires, ils règnent sur la Shaw Brothers Co. Dans son bureau rococo, frère, avenant et rassurant, Run-run Shaw nous dit travailler pour son plaisir : « J'ai assez d'argent pour trois générations. » Son dernier film, *Taipei*, qui raconte l'histoire de Hongkong, est une coproduction internationale d'un coût de 12 millions de dollars.

Moins connue de l'establishment international, la dynastie des Li joue aussi un rôle considérable dans la colonie. En 1969, Ronald Li créa le Far East Stock Exchange, la seconde Bourse de la place, qui sut s'imposer aux côtés du Hongkong Stock Exchange, vénérable institution britannique fondée à la fin du siècle dernier. Au troisième étage du viell Edinburgh Building, sur Ice House Street, elle tenait plus du club que d'une Bourse véritable. L'essor du Far East Stock Exchange fut tel qu'il provoqua, en janvier et mars 1971, la naissance de deux autres marchés de valeurs.

Le monde chinois de Hongkong, officiellement administré par la Couronne, se définit en fait selon ses propres règles. « Nous ne cherchons pas à contrôler l'incontrollable », dit, flegmatique, un policier, qui demande simplement le respect de l'ordre public. Dans les bureaux feutrés et climatisés du secrétariat colonial, on se sent effectivement fort loin du fourmillement de la rue. L'ordre étant respecté, en apparence

du moins, on peut boire son thé tranquillement et parler des grands projets de développement de la colonie.

PHILIPPE PONS.

### Prochain article :

LE LAISSER-FAIRE ET LES BAS-FONDS

## LA BAGAGERIE

« Prix Vacances »

la valise 55 ou 60 cm 350F

la valise 65/70 ou 75 cm 395F

les 2 valises (1 petite + 1 grande) 595F

Peau de Porc ultra-léger

Paris : 13, rue Tranchet 75008

41, rue du Faubourg 75008-74, rue de Passy 75016

Tour Maine-Montparnasse 75015

Lyon : La Part Dieu

Envoi contre remboursement 13, rue Tranchet 75008 Paris

## LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du Monde

Au sommaire du numéro de juillet

UN NOUVEL ORDRE (Herbert Marcuse)

CONSOLIDATION ET MONDIALISATION DE L'ÉTAT (Henri Lefebvre)

Politique et stratégie de la défense

LE DEUXIÈME CERCLE

par Lucien Poitier

L'ITALIE, OU LA DÉMOCRATIE BLOQUÉE ?

par Ferdinando Scianna

LES MULTINATIONALES ET LE TIERS-MONDE

- Une influence croissante dans le système des Nations unies (Erich H. Jacoby)
- L'emprise des géants de l'industrie pharmaceutique (Sanjaya Lall)
- Lait en poudre et techniques de vente (François de Vergas)

LES FONDEMENTS DE LA DIPLOMATIE CHINOISE

par Robert Riel

Deux siècles d'expérience aux États-Unis

CAPITALISME ET INÉGALITÉS

Une politique de l'inégalité (Pierre Domergue). — Les disparités des salaires et des profits (Andrew Zimbalist). — Femmes, femmes et Notes (Pamela Schuler). — La professionnalisation de l'enseignement supérieur (Samuel Bowles). — La régulation de l'industrie (Howard Zinn). — Comment contrôler le gouvernement (G. William Domhoff).

Le numéro : 5 F

(en vente dans les kiosques)

Abonnement et vente au numéro

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

drés, soit travailliste ou conservateur.

Un nom est intimement lié à l'histoire de la colonie : celui de la compagnie Jardine et Matheson, la plus ancienne firme européenne en Asie. Dynamisée par le plus que confesseur, Jardine et Matheson a son siège dans un immeuble à son image : lourd et solide, en retrait du front de mer où se sont installés les nouveaux arrivants. Dans les pièces aux boiseries sombres où l'on reçoit le visiteur, le regard est attiré par un portrait. Un visage de boucanier sur un jabot gauté : William Jardine, le fondateur de la dynastie, surnommé « Vieux-rat-tête-de-fer » par les Cantonais vers 1830. Médecin de la marine marchande anglaise, il flaira l'opium aux Indes et décida de s'en servir pour bâtir sa fortune. Lui et son associé, James Matheson, fils d'un baronnet écossais, obtinrent en 1836 de Lord Palmerston le droit d'importer tout un peuple (1).

« Nous ne sommes que des marchands qui ont réussi », aiment à dire les dirigeants de Jardine. Aujourd'hui, des quatre principaux groupes de la colonie, qui rassemblent la moitié du total des valeurs cotées en Bourse, Jardine et Matheson demeure sans doute le plus puissant. Il étend ses ramifications dans douze pays et emploie vingt et un mille personnes. Son président siège dans quatre-vingt-sept conseils d'administration, et quinze sociétés de Hongkong ont un « homme de Jardine » à leur tête. Les activités du groupe sont diverses : commerce maritime et aérien, assurances, opérations financières (grâce notamment à la filiale Jardine Fleming créée en 1970), marché de l'or, réseau téléphonique, ferries, etc. Jardine possède la plus grande société immobilière du monde, Hongkong Land (actif : deux milliards de livres) et trois journaux de langue anglaise, dont le plus important de la colonie, le *South China Morning Post*.

Autre pilier de la prospérité de Hongkong : l'empire Kadoorie. Vivant à la même époque que les deux contrebandiers de l'opium, qui finirent leurs jours à la Chambre des lords, Ely Kadoorie ne dut pas sa fortune aux narcotiques. Israélite, originaire de Bagdad, ses parents furent marchands à Bombay, mais c'est à Changhaï qu'il fit fortune avant de mourir dans un camp où la colonie juive avait été regroupée par les Japonais. Ses fils, qui s'installèrent à Hongkong, siègent dans vingt-trois conseils d'admini-

(1) L'histoire de Jardine et Matheson et, par conséquent, celle des origines de Hongkong, sont racontées dans *« Jardine et Matheson »* de Maurice Collis (Faber and Faber, Londres). L'auteur a dépouillé les documents officiels du gouvernement britannique et a eu accès aux archives de Jardine et Matheson, aujourd'hui déposées à la bibliothèque de l'université de Cambridge.

vraiment et n'ont en commun qu'une seule volonté de profit. Les « diables étrangers » ont construit leurs églises, importé leurs coutumes, leurs clubs fermés et le cricket. Les Chinois se rencontrent dans plus de quatre cents associations et clubs. Deux Chinois sur trois vivant à Hongkong sont des réfugiés. Ils sont originaires de toutes les régions de Chine, et ont apporté avec eux leurs coutumes, leurs préjugés et leurs rivalités. Au lendemain de la révolution, les Changhaiens firent de Hong-

Prise entre deux mondes:  
le futurisme de Paris La Défense  
et le Courbevois traditionnel.

# La Sirène

3, Rue Henri-Regnault à Courbevoie 92400

Près du Pont de Neuilly, accès faciles et rapides par le RER - RATP - SNCF  
Centres commerciaux - Boutiques et loisirs à proximité  
Un immeuble de standing. Des balcons. Des terrasses.

Appartements à vendre  
du studio au 5 pièces

de 3200 à  
4800f le m<sup>2</sup>

Duplex aux derniers  
étages

Prix fermes et définitifs  
à la réservation  
PRÊTS BANCAIRES

Renseignements.

Bureaux de vente sur place

3, rue Henri-Regnault

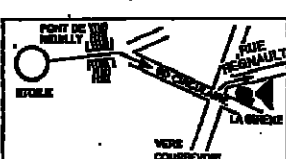
à Courbevoie-Tél: 788.29.57

du lundi au vendredi

de 11 h 30 à 15 h

samedi et dimanche

de 11 h 30 à 18 h



Accès : suivre le fléchage quartier Regnault ou R4



766 51 76

# EUROPE

## UN RAPPORT DU MIE

### Propositions et orientations pour une politique d'indépendance technologique

Le bureau national du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe (1) a adopté à l'unanimité un rapport d'orientation sur l'indépendance technologique de l'Europe, présenté par M. Jean-Claude Empeur.

Dans ce document, le MIE étudie d'abord la technologie en tant que « phénomène culturel » et « thème politique » avant d'examiner sa « dimension européenne ». Il présente ensuite « quelques orientations pour une politique d'indépendance technologique européenne ».

Ce sont les propositions contenues dans ce chapitre que nous avons choisi, avec un court extrait de la conclusion générale du rapport, de reproduire ci-dessous.

- 1) Mise en perspective des différents niveaux d'indépendance et stratégie de riposte appropriée.
- Certaines technologies doivent être considérées comme vitales pour l'identité culturelle, la défense, l'approvisionnement en produits de base, ou pour les qualités de « technologies de puissance » de « survie » ainsi qu'il est de l'armement du nucléaire, de l'espace (lanceurs), de l'aéronautique, des composants électroniques, de certaines industries agro-alimentaires (2) ; dans ces différents secteurs, non seulement l'indépendance doit être totale, au niveau européen (éventuellement élargi), mais l'autonomie complète. On est aujourd'hui loin du compte.
- Un autre niveau est celui des « technologies de civilisation », on trouve parmi celles-ci : l'informatique et les télécommunications, l'environnement, l'habitat et l'aménagement de l'espace, les transports urbains ou interurbains, etc. Ces techniques

qui ne sont pas nécessairement des techniques de pointe, concernent directement la vie de tous les jours. Technologies de civilisation, ce sont surtout des technologies de la vie quotidienne. Elles doivent faire l'objet d'une étude attentive, c'est par leur intermédiaire que se propagent insidieusement des modèles culturels implicites capables, si l'on n'y prend garde, de dénaturer progressivement l'« être culturel » européen. Dans ce domaine, ce qui importe, c'est le niveau de maîtrise d'emploi. Une large indépendance est souhaitable, il faut pouvoir à tout moment reprendre sa liberté.

— Restent les « technologies moyennes » automobiles, machines-outils, construction navale, électronique, etc. pour lesquelles une compétence générale aussi large que possible doit être maintenue, le savoir essentiel étant d'être aussi présent que possible sur les marchés internationaux.

— Enfin, il ne faut pas négliger le rôle que doivent jouer, même dans ce domaine, la sensibilité collective et les technologies d'avenir. Ce serait pour l'Europe une erreur politique, que de ne pas envisager quelques-uns des grands desseins technologiques à l'image de ce qu'a été (et est encore) pour les U.S.A. la conquête de l'espace, et pour l'Europe le « concordat », symbole en fait d'un engagement trop tôt, du dynamisme technologique du vieux continent.

Au-delà d'une classification de ce type, certes trop schématisée, un débat d'ensemble devrait pouvoir être organisé, en particulier à l'Assemblée européenne, ce qui donnerait à celle-ci une occasion de définir sans ambiguïté ses positions.

2) Sensibilisation et mobilisation de l'opinion.

Cette « mobilisation » peut s'entendre de diverses manières : — Au plan de la réflexion, la grande tâche est de faire prendre conscience à la société européenne, il n'est pas normal que l'effort de prospective et de réflexion sur le futur, et l'indispensable aujourd'hui, soit mené exclusivement dans le cadre et sous l'inspiration d'institutions américaines (Rand Corporation, etc.). L'Europe doit se donner rapidement une ou deux institutions de recherche spécialisées dans ce domaine. Ce type d'action est loin d'être négligeable, car de plus en plus les études de technologie relayées par les médias, imprégnent la conscience collective, et forment l'opinion (3).

— Par ailleurs, au niveau de l'opinion, une action directe et de grande ampleur est nécessaire. Il faut dépolluer l'opinion européenne de ses complexes et de sa désignation, et lui rappeler que dans presque tous les domaines de la technologie, l'Europe, contrairement à ce que l'on croit généralement, se situe encore le principal foyer d'innovation. Pour aboutir : mobiliser les moyens de communication de masse, la télévision en particulier, mais aussi les médias traditionnels. Un grand organisme d'édition européenne pourrait être créé, il diffuserait largement livres de vulgarisation, brochures, revues et audiovisuel.

Un des grands avantages de ces différentes mesures est qu'elles sont relativement peu coûteuses, qu'elles ne nécessitent pas un niveau d'intégration institutionnelle élevé, mais que leur rôle peut être décisif, il s'agit en fait d'un effort de mobilisation et de manière continue et tournée vers un environnement favorable à l'innovation et à l'esprit d'entreprise.

Comme autre mesure, économique et efficace, voisine de la précédente, il s'agit de promouvoir la recherche et la normalisation (on a vu le rôle essentiel de protection que jouent les normes aux États-Unis).

3) De nouvelles méthodes d'analyse économique.

Une politique si ambitieuse suppose que l'on dispose d'outils adéquats pour analyser la réalité économique.

Il est important de noter que si l'entreprise multinationale, telle qu'elle fonctionne actuellement, est « désintéressée » pour l'Europe, puisque la plupart des rapports d'activités sont rédigés dans un cadre atlantique plus qu'eurocentré, la multinationale de souche européenne jouera, elle, un rôle intégrateur certainement décisif. Elle devra donc contribuer à la construction politique bénéficiaire.

4) La recherche de nouveaux « espaces » de développement technologique.

Ce qui manque aujourd'hui aux pays d'Europe dans leur développement technologique, ce sont des alternatives. Dans la plupart des cas, les décisions publiques sont prises dans le cadre des normes des États-Unis. A de rares exceptions près, la relation est dès le départ fondée sur l'inégalité. Il est donc indispensable pour l'Europe de trouver des partenaires et des penseurs. Le Japon pourrait être l'un d'eux, mais l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S. ainsi que les pays en voie de développement offrent des perspectives des intérêts croisés.

En ce qui concerne les pays en voie de développement, il convient d'explorer la voie, sans doute prometteuse des « technologies intermédiaires » (industries utilisant un maximum de matières premières, produisant en priorité pour le marché local, équipées faciles à fabriquer et à exploiter, impliquant des investissements modérés, etc.). Les liens qui unissent l'Europe à la plupart de ces pays pourraient être mis à profit pour monter des opérations communes. Peut-être faudrait-il envisager cette coopération dans des secteurs de pointe où des développements nouveaux seraient très utiles pour le tiers-monde, tels que la recherche en solaire ou technologies agro-alimentaires.

(...) Toutefois rien d'important ni de solide ne pourra s'accomplir si la solidarité européenne dans les domaines technologiques n'est renforcée par des gouvernements. La tâche est délicate, elle implique en effet que le radicalisme du débat sur ces aspects des relations Europe-Etats-Unis sans rompre pour autant les innombrables liens qui unissent les deux communautés.

Malgré ces liens, l'Europe ne peut se satisfaire d'un rôle passif international, et à la faveur de la crise actuelle, émerge peu à peu. Cet ordre se fonde sur une hiérarchie à trois niveaux : aux États-Unis, le nouveau niveau est celui de la technologie avancée, à l'Europe les industries à moyenne technologie, aux pays en voie de développement les industries à main-d'œuvre ou de transformation des matières premières. Dans ce système, seule la première et le troisième niveau disposent d'une réelle capacité de contrainte et de négociation. L'Europe est condamnée à suivre le mouvement sans pouvoir l'indéfinir dans un sens conforme à ses intérêts et ses aspirations. Ce tableau est à peine schématisé, d'aucuns se demandent si ce n'est pas encore possible de réagir. (...)

## L'Europe des apothicaires

(Suite de la première page.)

Il n'est pas besoin d'avoir voyagé beaucoup pour se rendre compte que le même appareil de photo ou la même chaîne haute fidélité sont moins chers en Allemagne, que le lave-vaisselle est meilleur marché en Italie qu'en France, que les prix des médicaments sont plus élevés en Allemagne qu'en France, etc. L'Office statistique des Communautés européennes a publié sur ce thème des études fort instructives.

Sans doute, y a-t-il des motifs très explicites à ces distorsions (modifications des parités monétaires, différences de taux des T.V.A., tendances inflationnistes inégales, etc.), mais il n'est pas intéressant de constater que les prix qui varient le plus d'un pays à l'autre de la Communauté sont ceux des produits des sociétés multinationales, qui fixent un prix pour les Belges, un autre pour les Français, les Italiens, etc. (1), en tenant compte de tous les paramètres nationaux ou régionaux : pouvoir d'achat, concurrence, santé de l'économie, etc. Et ne parlons pas de la différence des prix selon que le même produit aura l'estampille de la marque ou d'une sous-marque.

Comment, dans cette jungle de prix, le public reconnaîtrait-il que quelque chose de nouveau et d'important pour lui, consommateur, s'est vraiment passé en Europe depuis que le traité de Rome a été signé ?

Une campagne électorale européenne devrait porter, en second lieu, sur la zone d'inquiétude la plus vive en Europe, qui est, aujourd'hui, la persistance du couple maudit chômage-inflation. Une forte pression de l'opinion sur les gouvernements par l'appel au suffrage européen aurait tout de même une autre efficacité en la matière que des conférences tripartites du type de celle qui s'est tenue à Luxembourg le 24 juin dernier.

Certes, beaucoup des idées de la Commission ont été reprises dans la déclaration commune adoptée à cette occasion. Mais, outre que celle-ci n'a pas été signée par des syndicats aussi importants que la C.G.T. et la C.F.D.T. pour la France, la C.G.I.L. pour l'Italie ou la F.T.G.B. en Belgique, peu de vives nouvelles ont été affirmées. On travaille, pour l'essentiel, avec des outils macro-économiques archaïques, qui se trouvent aujourd'hui ébranlés.

Seule la référence à une « politique active de main-d'œuvre » pourrait ouvrir des chemins nouveaux, que des candidats à l'Assemblée de Strasbourg auraient tout intérêt à baliser pour attirer l'attention de leurs électeurs.

Un certain nombre d'experts commencent heureusement à être conscients si l'on juge d'après les premiers travaux, non publiés, d'un groupe de réflexion qui vient de travailler pour la Commission de Bruxelles sur « les perspectives de l'emploi dans la Communauté jusqu'à 1980 ».

Pour dépasser le dilemme emploi-inflation, ces auteurs estiment qu'une réelle « politique de l'emploi » aurait au moins autant d'importance qu'une « politique des revenus », tellement les rigidités que l'on observe sur le marché du travail sont importantes ainsi que l'effet du coût de la main-d'œuvre sur les mécanismes inflationnistes. Ainsi, des incitations financières conçues pour compenser les charges additionnelles imposées à l'entreprise par le recrutement d'une main-d'œuvre supplémentaire pour répondre à des commandes, et tant et tant peut contribuer à réduire les obstacles à la mobilité professionnelle ou géographique de la main-d'œuvre devrait être encouragée.

La part du rêve

De même, des aides directes à la création d'emploi méritent aujourd'hui, une grande attention, qu'il s'agisse de stimuler la demande de biens et de services dans certains secteurs, de favoriser des programmes de travaux publics, l'augmentation de postes dans les entreprises privées ou dans les services publics. Sans doute, des objections viennent immédiatement à l'esprit : on crée des emplois instables, mais, si l'on compare l'aide à l'emploi à l'aide à l'investissement, pourquoi cette dernière ne se dirigerait-elle pas vers des opérations qui se révéleront après coup erronées ?

Cette politique beaucoup subtile permettrait, reconnaissent ces experts, d'offrir aux personnes privées d'emploi, au lieu de la brutale alternative actuelle chômage-travail, une série d'au moins cinq options par ordre d'attractivité décroissant : un nouveau travail de mêmes caractéristiques que l'ancien ; un nouvel emploi acquis après une période de réadaptation ; du travail dans le cadre d'une gamme de programmes d'activités publiques (y compris les projets autogérés pratiqués au Canada à partir d'initiatives locales) ; des formules d'éducation polyvalentes visant à élever les capacités personnelles plutôt qu'à acquiescer une technique particulière ; les indemnités de chômage transitoires.

C'est à brasser des idées de ce type et d'autres qui intéressent au premier chef les particuliers à propos des phénomènes de croissance, d'inflation et de chômage,

que l'on fera descendre l'Europe des « surstructures » technocratiques où elle se complait aux dépens de l'humanité de tout un chacun.

Il y a aussi le rêve. C'est bien ce qui manque le plus dans les bagages de l'Europe. On peut reprocher une « illusion lyrique » aux inventeurs des traités de Paris et de Rome : celle d'avoir cru — comme les marxistes — que le changement des infrastructures économiques allait faire naître une nouvelle façon de vivre, de penser, de sentir, de se comporter. C'est là que la CECA n'était évidemment pas pour Jean Monnet qu'un « méli-mélo de charbon et d'acier », comme la définissait de Gaulle, la levée gauloise. On voyait là bien autre chose, le levier d'une aventure de solidarité au sortir d'affrontements d'un autre âge.

Déçu, dégrisé par degrés, l'Europe s'est enfoncée dans les sables de l'économie, confondant culture et politique agricole commune, ne s'intéressant à ses racines que sous forme de betteraves. Quelle décadence par rapport à l'Europe des lumières !

Un petit livre très excitant va paraître sous le titre *Europe pour une Europe démythifiée* de Jean-Marie Benoist, Juste avec bonheur les « matérialistes » de l'Europe, anxieux de lui donner un uniforme institutionnel, mais non de dégrader les forces spirituelles qui pourraient naître de sa diversité. L'auteur prêche pour une Europe de la dissidence qui consisterait à en la réhabilitation de ses valeurs de luxe et de dépense improductive que sont la pensée libre, la réflexion et la recherche fondamentale : fonder une université européenne qui soit autre chose qu'un statut supérieur de technologie attaché à transporter le brain-drain vers les États-Unis, autre chose aussi que le siège du nombrilisme européen en train de se contempler soi-même. Il faut rêver d'une sorte de Delfes moderne.

Voilà des thèmes qui enrichiraient sans la palette d'expression du futur député européen, qui exhorterait la Communauté de se reconstruire dans lequel elle s'étiole doucement. Le sociologue belge M. Rifflet rappelle un jour que le signe « crise » en chinois s'écrit grâce à deux idéogrammes superposés : danger et chance de renouvellement. Le premier remonte nettement sur l'Europe aujourd'hui. Dans l'autre, politique, l'Europe pourra-t-elle trouver son second souffle ?

PIERRE DROUIN.

- (1) Lire à ce sujet « L'Europe », c'est ça, de José Fassin. Calmann-Lévy, 1975.
- (2) Editions Hatier.
- (3) Ce qui commence à se développer en France, en matière de données, va dans ce sens et est très encourageant.

## Italie

### La démocratie chrétienne marque un coup d'arrêt à son « renouvellement »

De notre correspondant

Rome. — La grève du jeudi 8 juillet, entreprise par les journaliers et les ouvriers du Livre pour réclamer « une politique de l'information », a été totale : pendant vingt-quatre heures, l'Italie a été privée de toute presse écrite, publiée et télévisée.

Cette journée de silence devait être marquée par la désignation des présidents des groupes parlementaires démocrates-chrétiens à la Chambre et au Sénat. A l'issue d'une longue discussion souvent orageuse, les deux présidents sortants, MM. Flaminio Piccoli et Giuseppe Bartolomei, ont été réélus.

Nombre de députés et de sénateurs ont voté blanc pour marquer leur désapprobation. Il s'agit en effet d'un coup d'arrêt supplémentaire au « renouvellement » du parti gouvernemental. Les dissensions qui agitent la gauche de la D.C. ne l'empêchent qu'en partie : c'est aussi une réaction au rapprochement avec les communistes.

Leur ayant accordé à contre-cour la présidence de la Chambre il y a quelques jours, la droite démocrate-chrétienne trouve que c'en est assez. Elle ne veut d'ailleurs pas d'une nouvelle rencontre des six partis de l'« arc constitutionnel » — ceux qui ont voté la Constitution de 1947 — pour définir cette fois le programme du futur gouvernement.

Mais il ne suffira pas au chef de l'Etat de désigner un président du conseil pour résoudre la crise. Avant d'être constitué, le gouvernement a besoin de la participation, de l'appui ou de la neutralité des socialistes. Ceux-ci n'ont encore manifesté aucun désir de s'associer à une telle coalition. S'ils ne changent pas d'avis, la démocratie chrétienne devrait se résigner à former seule le gouvernement après en avoir défini le programme avec le P.S.I., et lesquels substitueraient lors du vote d'investiture.

ROBERT SOLÉ.

## Espagne

### Le gouvernement face à l'agitation sociale

(Suite de la première page.)

L'adaptation d'une institution telle que le Conseil du royaume pour un avenir démocratique, le Sénat, de véritables partis politiques au moment de former un gouvernement, plaide en faveur de quelque chose de nouveau, que nous ne cessons de répéter. L'éditorialiste insiste cependant sur le fait que le nouveau gouvernement est composé en majorité d'hommes jeunes, n'ayant pas participé à la guerre, et qu'il n'est pas une véritable démocratie pluraliste.

La presse catalane est plus sévère. Le *Diario de Barcelona* parle de « malformation du régime », et la *Vanguardia* rappelle qu'il y a aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'élections personnelles, on ne pourra prétendre représenter le peuple.

A peine en fonction, le gouvernement Suarez, qui s'est réuni pour la première fois ce vendredi matin sous la présidence de Carlos Arias Navarro, a été l'objet de l'opinion et des menaces graves d'agitation sociale. La grève des fonctionnaires des postes prend beaucoup d'ampleur. Le mouvement a commencé à Barcelone le 5 juillet, mais il s'est rapidement étendu à dix-sept villes, dont Madrid. Les grévistes protestent contre le peu de considération accordée aux revendications de salaire présentées déjà en janvier dernier. Ils réclament une augmentation de 6.000 pesetas et le droit de se syndiquer librement. Le mouvement s'est étendu à la région de Valence (région) des grévistes avait, en février, arrêté le mouvement, qui reprend maintenant avec une nouvelle vigueur alors que l'ensemble de la population est fortement préoccupée par la hausse rapide du coût de la vie.

Le taux de hausse des prix admis officiellement pour le seul mois de mai, dernier chiffre connu, est de 4,50 %. Dans ces conditions, le taux d'inflation atteindra au moins 20 % d'ici la fin de l'année, et des vagues de désobéissance risquent de secouer la péninsule et de mettre le gouvernement en difficulté à l'automne, lorsque les conventions collectives commenceront, comme de coutume, d'être discutées. A court terme, il n'est pas exclu que le gouvernement décrète une nouvelle « manutention » à ses postes. (La première avait été levée le 18 mars) pour tenter d'étouffer le conflit.

La manifestation de Bilbao est la dernière en date des protestations pacifiques autorisées. A Saint-Sébastien, la semaine dernière, seize mille personnes sont descendues dans la rue pour dénoncer les attentats en chaîne des groupes para-militaires de l'extrême droite. A Grenade, il y a deux semaines, près de quatre mille manifestants se sont retrouvés dans le centre pour réclamer des mesures urgentes « contre la vie chère ». Une manifestation pour l'amnistie, également autorisée, doit avoir lieu à Valence le 11 juillet.

La nouvelle loi permet de larges interprétations aux autorités locales. Ainsi, des demandes de partie de la population ont été rejetées par les gouvernements de Badajoz, de Grenade, de Séville, de Valladolid, A Madrid, une manifestation non autorisée pour l'amnistie et regroupant environ quatre mille personnes, dans le faubourg ouvrier de Carabanchel, a été sévèrement dispersée par la police, jeudi soir. Une cérémonie organisée par plusieurs personnalités de l'opposition, à Dionisio Riduejo, à l'occasion du premier anniversaire de sa mort, a été suspendue par la police alors qu'elle venait de commencer. M. José María Gil Robles, ancien ministre sous la République et dirigeant d'un groupe démocrate chrétien, participait à cette manifestation, ainsi que M. García López, leader social-démocrate, qui appartenait l'année dernière, au groupe animé et dirigé par Dionisio Riduejo, ancien membre fondateur de la phalange, rallié à l'idéal démocratique.

Tous les dirigeants de l'opposition de gauche, qui se sont abstenus jusqu'à présent de commenter publiquement la formation du nouveau gouvernement, insistent cependant sur la condition préalable de l'amnistie pour débloquer une situation délicate. De bonne source, on affirme qu'un passage du discours, prononcé à la télévision mardi soir par M. Suarez, faisait allusion à une possible amnistie aurait été censurée en haut lieu. On ajoute de même source qu'il pourrait y avoir une grâce limitée à l'occasion du voyage du roi en Galice et à San Diego de Compostelle le 25 juillet prochain. Une belle mesure permettrait au moins, dit-on, d'écarter la plupart des dirigeants du parti communiste incorporés.

MARCEL NIEDERGANG.

## Tchécoslovaquie

### Trois musiciens condamnés pour avoir joué du « rock »

De notre correspondant

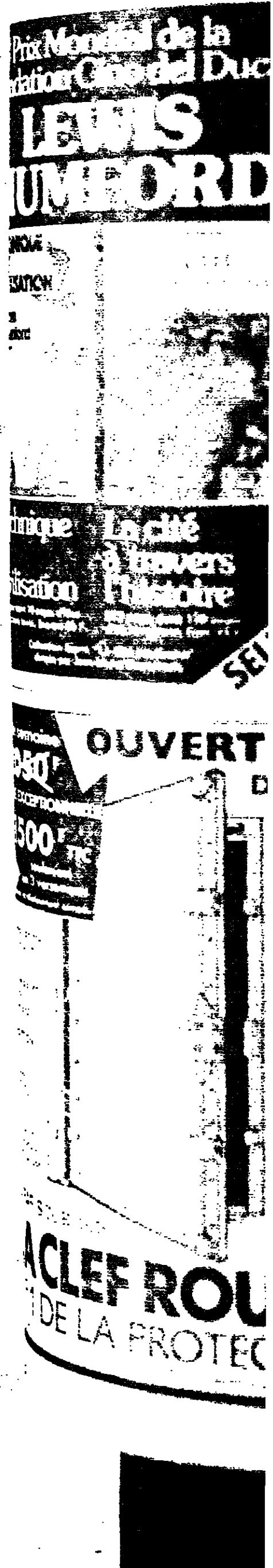
Vienne. — Trois jeunes musiciens tchécoslovaques non conformistes ont été condamnés, mercredi 7 juillet, à Pilsen, à deux ans et demi, un an et demi et huit mois de prison, respectivement, pour « hooliganisme », après un acte de violence. Ils étaient en fait accusés d'avoir permis à un orchestre rock — dont les membres avaient également été arrêtés au mois de mars — de jouer dans un club de jeunes et d'y avoir organisé un concert que l'acte d'accusation considérait comme « obscène ».

La presse officielle avait affirmé, en confirmant les arrestations le 7 avril dernier, que toutes les personnes impliquées « avaient déjà eu, par le passé, maille à partir de laquelle il est évident qu'un nombre d'entre elles avaient subi un traitement psychiatrique ». Les deux orchestres, The Plastic People of the Universe et DG 307, s'étaient fait la réputation C.T.K. n'avaient pas passé « les examens de qualification en 1971 ou plus tard et par conséquent n'avaient aucune autorisation de se présenter au public. Leur présentation n'avait d'ailleurs rien à voir avec la culture ».

Plusieurs personnalités de la vie intellectuelle tchécoslovaque d'avant la « période de normalisation », les écrivains Václav Havel, Ivan Klíma, Pavel Kohout, Ludvík Vaculík et le critique Václav Cerný ont pris la défense des jeunes musiciens dans une déclaration remise à la presse tchèque à Prague. Ils affirment que les accusations avancées au procès de Pilsen « ne sont qu'une excuse pour s'en prendre à la création artistique non conformiste ». Dénonçant « ce coup monté comme une nouvelle méthode particulièrement alarmante de persécution » des milieux de la création artistique, les auteurs de ce texte affirment : « L'expérience nous enseigne que, si on laisse l'arbitraire judiciaire prendre racine, il n'en sera plus tard, d'en extirper les « démons » ».

(Interim.)

Les mariages franco-touranais. — M. Sauvagnargues vient d'être avisé que le Conseil d'Etat roumain avait autorisé une vingtaine de mariages franco-touranais, indiquant qu'on a eu au ministère des affaires étrangères.



مكتبة النحل



POLITIQUE

LA FIN DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

M. Edgar Faure : nous ne sommes point du tout les mandataires du gouvernement

A ceux qui s'étaient étonnés de le voir se retirer sous sa tente à l'issue du débat sur les plus-values, s'estimant injustement accusé d'en freiner le cours, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, aura démontré, jeudi après-midi, dans sa traditionnelle allocution de fin de session, que, loin de se désintéresser de cette discussion, il y voyait au contraire la défense et l'illustration de l'institution parlementaire telle qu'il la souhaite.

Alors que M. Alain Poher, président du Sénat, se contentait d'insister, une fois de plus, le procès d'un gouvernement responsable des conditions de travail « déplorables » imposées à son assemblée, M. Edgar Faure s'est interrogé sur le caractère et la portée de la confrontation à laquelle ce débat a donné lieu entre le gouvernement et le Parlement, complétant ainsi d'un contrepoint politique le contrepoint technique fait à ce sujet par M. Papon (U.D.R.), rapporteur général de la commission des finances (le Monde du 8 juillet).

« Il est faux de tenir les ultimes arbitrages, pour un renouveau », déclarait M. Papon. « Il est faux de voir dans les divergences d'opinion

qui se sont exprimées au cours de ce débat l'amorce d'une situation de crise », a affirmé, en substance, M. Edgar Faure, en présentant « un nouveau code de relations entre l'exécutif et le législatif » que l'on peut résumer ainsi : dès lors que le gouvernement s'engage par sa responsabilité politique sur un texte, les députés doivent exercer pleinement leur compétence, à commencer par leur droit d'amendement.

Dans le texte initial de son discours, M. Edgar Faure avait évoqué l'évolution du régime vers une présidentialisation accrue, observant, tout comme le chef de l'Etat dans son entretien télévisé du 16 juin, qu'elle entraînerait une accentuation des pouvoirs du législatif. A la tribune, il s'est contenté de noter que les députés n'avaient « point du tout » les manières du gouvernement. Fortes paroles qu'il a associées à une défense de la liberté de jugement et de conscience parlementaire fondée sur l'information à la base. Comme s'il désistait opposer à la solitude de la fonction présidentielle l'exercice solitaire du pouvoir législatif.

PATRICK FRANCES.

fonctionnement normal des pouvoirs publics. Le droit d'amendement est une prérogative essentielle de l'Assemblée. Dans la mesure où le désaccord entre le gouvernement et l'opposition est chose normale, c'est dans la majorité parlementaire que doit naître la responsabilité des députés. Le Parlement n'est pas un lieu de débat, mais un lieu de décision. Il ne faut pas se laisser entraîner par les débats sur les plus-values, car ils ne sont que des débats de procédure. Le Parlement doit rester au-dessus de ces débats et se concentrer sur les questions de fond. C'est la seule manière de garantir l'efficacité de l'action gouvernementale.

Puis il poursuit : « Pour faire contrepoids à l'énorme pression de la technocratie et de la technocratie, le législateur doit disposer de moyens qui lui sont propres : la réflexion personnelle, l'information à la base, l'indépendance de la pensée, la liberté de jugement et de la décision, enfin, cette liberté de conscience que nous nous efforçons de sauvegarder pour l'ensemble des citoyens. » (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

Et il ajoute : « Partiellement mandataires de nos électeurs, nous ne sommes point du tout du gouvernement même si nous le soutenons. (...) Il existe un dispositif très précis qui permet au pouvoir exécutif de placer des parlementaires en présence d'une

M. CHIRAC : l'action de réforme ne saurait se relâcher.

Pour M. JACQUES CHIRAC, premier ministre, « la convocation de la session extraordinaire atteste l'importance du travail législatif accompli en ce printemps » : une soixantaine de textes votés dont une dizaine à l'initiative des parlementaires. Il énumère les principaux : la loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur, la loi relative à la réforme de l'enseignement technique, la loi relative à la réforme de l'enseignement secondaire, la loi relative à la réforme de l'enseignement primaire, la loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur, la loi relative à la réforme de l'enseignement technique, la loi relative à la réforme de l'enseignement secondaire, la loi relative à la réforme de l'enseignement primaire.

Sur le plan du travail parlementaire, il estime le bilan « largement positif » et relève notamment que l'engagement du gouvernement de déposer ses projets avant la fin du premier mois de la session a été, à quelques exceptions près, tenu. Puis il observe que « le gouvernement a veillé à ce que l'Assemblée dispose du temps nécessaire pour mener une délibération aussi complète et approfondie que possible ». « Ce fait », dit-il, « prouve que le projet de loi relatif à la taxation des plus-values. » Et il déclare, pour terminer : « L'action de réforme que nous avons entreprise depuis deux ans ne saurait se relâcher. Une nouvelle étape de

va être franchie à l'automne, et il convient d'y travailler sans tarder. Outre le budget de 1977, le gouvernement soumettra à l'Assemblée nationale plusieurs textes tendant à améliorer la sécurité des Français ainsi que plusieurs projets concernant la réforme de l'entreprise. »

Le premier ministre souhaite, en conclusion, que « l'enthousiasme et la cohésion soient entiers » lors que le Parlement se réunira en octobre.

Au début de la session l'Assemblée a adopté le texte de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon. Ce texte érige ce territoire en département d'outre-mer tout en organisant une période transitoire pendant laquelle le gouvernement rapprochera, progressivement, par ordonnances, le régime juridique de l'archipel de celui des autres départements d'outre-mer.

M. BAUDOUIN (R.I.), rapporteur, a indiqué qu'à l'article 3 du texte il a été prévu que l'actuel conseil général du territoire sera maintenu en fonction jusqu'à l'expiration de son mandat et sera ensuite renouvelé intégralement tous les six ans. A l'article 5, qui habilite le gouvernement à prendre par ordonnances les mesures d'extension et d'adaptation de la législation métropolitaine au nouveau département, la commission a fixé au 1<sup>er</sup> octobre 1977 la date limite du décret d'habilitation et au 1<sup>er</sup> novembre 1977 celle du dépôt du projet de loi de ratification de ces ordonnances. Elle a prévu par ailleurs que les dispositions introduites par le Sénat prévoyant que ces ordonnances seraient soumises à l'avis préalable du conseil général, en fin de l'article 8 elle a fixé au 1<sup>er</sup> octobre 1977 la date limite jusqu'à laquelle les lois nouvelles ne seront applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon que sur mention expresse.

Après l'intervention de M. STIRN, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, qui approuve les conclusions de la C.M.P., M. Alain VIVIEN (P.S., Seine-et-Marne) se demande si l'on tiendra véritablement compte des vœux du conseil général, et au nom du principe d'autodétermination, qu'il ne s'agisse que d'un avis consultatif.

Pour M. FOYER (U.D.R.), président de la commission des lois, cet avis ne saurait être conforme. Et il ajoute : « c'est faire injure aux habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon que d'insister qu'ils pourraient désirer quitter la nation française ». Opinion partagée par M. GABRIEL (app. R.I., Saint-Pierre-et-Miquelon). Intervient ensuite M. MONTAIGNE (N.I., La Réunion), VIVIEN, FOYER et au nom du principe d'autodétermination, le projet est adopté par 285 voix contre 110 sur 405 votants, aucun député communiste ne se trouvant en séance lors du vote.

Libres opinions

RECOURS

par JEAN DE BEER (\*)

Si la V<sup>e</sup> République, en dépit d'insuffisances et d'erreurs graves, est parvenue à rendre à la France un nom et un renom, à la République le goût du dialogue, à la démocratie un contenu dialectique, à l'Etat une autorité et une respectabilité internationales, c'est que le gaullisme offrait la seule, sinon la meilleure, plate-forme politique capable de dépasser le monolithisme des partis et de faire passer ses courants dans toutes les couches de la population, la seule capable de faire l'unité sur l'essentiel.

Que le gaullisme ait trop dévié de sa route, qui ne le voit ? Le jour où le président Pompidou a entrepris de faire de l'U.D.R. un parti comme les autres, il renouait à l'originalité du mouvement. Sans aller jusqu'à prétendre qu'il en trahissait l'idéal et la force de persuasion, on ose penser que, en réintégrant le système qu'il avait condamné, il banalisait sa démarche dans l'électoralisme traditionnel et, du même coup, le situait quelque part sur l'échiquier politique, et non plus partout, à droite et au centre, comme à gauche.

Les premiers gaullistes, qui entendaient occuper au Parlement tout le pourtour de l'hémicycle, la montagne par rapport à la plaine des partis, dégageaient une symbolique éloquentes qui, depuis lors, s'est perdue. On a des alliés, donc aussi des adversaires. La force du gaullisme original, ou, pour mieux dire, de l'action du général de Gaulle, venait de ce qu'il a pu, dans quelques circonstances majeures, faire appliquer une politique que prévalaient ceux qui ne la voulaient pas sans oser le combat, par d'autres qui la voulaient sans toujours la soutenir. Paradoxe d'une unité nécessaire réalisée par le jeu habilement employé des forces politiques.

C'est ce que comprend Michel Jobert qui entend se situer « ailleurs » pour n'être pas annexé « quelque part ». Mais en cédant trop vite à des alliances ou à des présences électorales de détail, avant d'avoir consolidé sa stature nationale, il court le risque de n'apparaître que comme un épisode anecdotique intéressant, non un recours.

Pour avancer dans l'Etat, il importe de n'encourir la méfiance que des politiciens. La confiance de la nation est à ce prix. Tous les citoyens doivent pouvoir se reconnaître dans une personnalité nationale.

Aujourd'hui, embrouillés comme sont les jeux, le gaullisme n'apparaît plus clairement, dans sa nature et dans sa vocation, que chez ceux qu'on appelle improprement les gaullistes « de gauche », simplement parce qu'ils ne fréquentent guère les alliés du pouvoir. La majorité et l'opposition sentent confusément, non sans enrage quelquefois, que s'il restait trace d'une réalité politique unificatrice, c'est là qu'elle est préservée.

Certes, elle ne représente à ce jour qu'une force d'appoint. Mais serrée comme le sont les cordons, il arrive que les forces d'appoint aient un rôle décisif à jouer. Rôle d'autant plus nécessaire et d'autant plus simple qu'il ne s'agit pour eux que d'être fidèles à eux-mêmes, n'ayant dans les affrontements qui se préparent rien à perdre et rien à gagner. Ces hommes de gauche se reconnaissent dans le gaullisme, qui ne se connaît pas d'ennemis, non dans l'U.D.R. qui se situe comme un parti de droite.

Ils sont l'objet de discrètes approches communistes et aussi de non moins discrètes approches du pouvoir, les anti-gaullistes viscéraux réformant malgré eux une sorte d'union centrale. Dans la pensée que le combat de l'esprit de Vichy et la Résistance n'est pas terminé, les mêmes antagonistes et les mêmes alliances ont tendance à se renouer.

Il est clair que les gaullistes (dits « de gauche », mais on dirait plus justement « de commandos ») n'ont guère plus d'ennemis avec le mitterrandisme qu'avec le lecanuisme, si comparables sous bien des aspects. Et dans leur analyse d'une société à refaire, celle que le général de Gaulle et, après lui, Jacques Chaban-Delmas ont entreprise de bâtir, la sévérité du diagnostic gaulliste rejoint plus d'une fois celui des communistes.

Ce qui les sépare est malheureusement plus grave que ce qui les rapproche. Les sociétés étant ce qu'elles sont, imparfaites et toujours à corriger, il est relativement aisé de se mettre d'accord sur ce qui ne marche pas, sur ce qui n'est pas juste. Mais quand les communistes leur disent : « Si vous êtes d'accord avec nous, pourquoi ne marchons-nous pas ensemble ? », ils montrent, là comme hélas ! partout où ils tiennent le premier rôle, l'éveillement politique dont ils n'ont jamais pu se débarrasser.

Comment ne point-ils pas qu'un esprit démocratique, à moins d'être étouffé ou anesthésié, ne saurait en aucune façon, en aucune circonstance, accepter le risque de voir s'établir leur modèle de société ? Il faut bien rappeler quelques évidences essentielles.

L'idée que l'homme est aliéné par des pratiques économiques, et qu'il suffit de les éliminer pour lui rendre sa bonté naturelle, repose sur un rousseauisme démodé, que tout dément — à commencer par l'évolution des démocraties populaires — et qui ne trouve son correctif que dans le règne de la police politique et l'intolérance.

L'idée que les nationalisations suffisent à assurer la stabilité de l'Etat, la justice sociale, la propriété et la liberté des citoyens, est une imposture si confondante qu'on s'étonne de la voir figurer dans un programme de gouvernement.

Joint à cela que les pays socialistes, qui entendent régner par la prééminence de l'économie, au nom de l'orthodoxie marxiste, déprécient tous, précisément, par suite de leur insuffisance et de leur incapacité économique. Le peu (ou le beaucoup) de résultats obtenus ne s'obtient que par imitation des systèmes libéraux.

Comment enfin que les communistes ont, pris le pouvoir (y compris en U.R.S.S.), ils ont commencé par l'union de la gauche, « tous ensemble pour le bonheur du peuple ». Puis une fois le pouvoir conquis, l'union de la gauche... et le bonheur du peuple ont vite cédé la place à l'industrie lourde, c'est-à-dire l'armement, et au parti unique, c'est-à-dire la dictature.

Avec tout cela, on n'a pas besoin de parler du Goulag pour éclairer son comportement, et démontrer que le programme commun est plus qu'une duperie, une menace.

Dès lors, la situation des gaullistes de gauche ne se trouve pas facilitée, mais à tout le moins débrouillée. Ils sont pour les réformes, pour des réformes hardies, et même révolutionnaires, dans l'entreprise, dans la propriété, dans la justice sociale, « qui ce soit qu'ils les accomplissent », là est leur originalité. Mais ils sont aussi déterminés à ne pas laisser mettre en péril un cadre de société qui repose sur la liberté individuelle et sur l'indépendance nationale. L'indépendance nationale de la Tchécoslovaquie n'est pas mieux assurée que celle de la Hollande, par exemple, n'est-ce pas ? Et si nos libertés ne sont pas ce qu'elles devraient, une lourde et longue expérience atteste que les sociétés socialistes sont encore moins réformables et moins perfectibles que les nôtres.

Pour parler clair, si la politique de Valéry Giscard d'Estaing pose aux gaullistes beaucoup de problèmes, ils ont cependant convaincus que le renversement de la société, la mise en cause de nos libertés et un renversement d'alliances ne résoudraient aucun d'eux. Allant plus avant, ils pensent que leur solution passe par un renforcement de nos institutions, non par leur désuétude. Etant par vocation aussi attachés aux libertés qu'à l'indépendance, ils n'entendent compromettre ni l'une ni les autres.

Il arrive à la France d'avoir raison toute seule en Europe, et de servir pourtant d'exemple et d'appui à de nombreux peuples du monde. Il peut arriver à des groupes isolés de gaullistes d'avoir raison tout seuls dans la France d'aujourd'hui, et d'inspirer confiance et raison, par-delà les olivages et les parti pris, à bon des Français.

(\*) Membre du comité directeur de l'Union gaulliste.

Prix Mondial de la Fondation Cino del Duca

# LEWIS MUMFORD

LA CITÉ  
A TRAVERS L'HISTOIRE

Technique  
et civilisation

Collection Esprit "La Cité prochaine" dirigée par Jean-Marie Domenach.

Cette semaine **2050 F** OFFRE EXCEPTIONNELLE

**1500 F TTC** seulement en 3 versements

**OUVERT EN AOUT**

Départ en vacances pose sous 48 h

## LA CLEF ROUGE C'EST :

- 1 Porte toutes les 7 minutes.
- 35 Succursales dans la région parisienne.
- 400 Personnes qualifiées à votre service.
- 50 Conseillers techniques qualifiés.
- 100 Menuisiers-serruriers spécialisés.
- 15000 Portes installées en 1976.

**336.41.55**  
**535.33.25**

R.C. PARIS 76 B 3816

# LA CLEF ROUGE.

N° 1 DE LA PROTECTION

Siège social : 24, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Cannes (39.15.13) - Marseille (53.40.98) - Nice (88.62.58)

**Italie**

Le nouveau gouvernement a marqué un coup d'arrêt à son renouvellement.

Le nouveau gouvernement a marqué un coup d'arrêt à son renouvellement.

**Espagne**

Face à l'agitation sociale.

Face à l'agitation sociale.

**Autoslovaquie**

Les condamnés du rock.

Les condamnés du rock.

## POLITIQUE

### Les imprécations d'Hector

« Bureau libre, signé Hector. » C'est par ce télégramme elliptique adressé jeudi 8 juillet à M. Jacques Chirac que M. Hector Rolland, député U.D.R. de l'Ailier, maire de Moulines, a manifesté sa surprise et son indignation d'avoir été déchargé de ses fonctions de président des comités d'usagers et de devoir, en conséquence, abandonner le bureau qu'il occupait dans une annexe de l'hôtel Malignon, à l'hôtel de Clermont, où siégeait le porte-parole du gouvernement et le secrétaire d'Etat à la fonction publique. M. Rolland assurait ensuite à qui voulait l'entendre dans les couloirs du Palais Bourbon « qu'il avait été limogé en raison de son comportement dans la discussion du projet sur les plus-values, qu'il avait combattu et contre lequel il avait voté ».

M. Chirac, informé du message lapidaire d'Hector, faisait remarquer que les comités d'usagers n'ayant plus d'existence, leur ancien président ne pouvait plus disposer d'un bureau attaché à cette qualité mais qu'il n'avait nullement été déchargé de cette fonction puisque celle-ci avait perdu toute existence légale. C'est le 15 octobre 1974 que M. Chirac avait nommé dix-huit parlementaires en mission pour présider des comités d'usagers auprès des ministères et que M. Rolland avait été chargé de coordonner leur action. Aux termes de la Constitution, cette mission ne pouvant excéder six mois, M. Chirac avait demandé, en juin 1975, à ces parlementaires de demeurer dans leurs fonctions pour une nouvelle période de six mois. Aussi, en janvier 1976, le premier ministre dressait-il devant le conseil des ministres le bilan de ces comités (le Monde du 15 janvier) et mettait-il fin à leur activité tout en demandant alors à M. Hector Rolland de continuer de façon informelle à contrôler auprès de lui « la poursuite de l'effort engagé ».

### MORT DE M. JEAN DU DRESNAY ancien président du conseil général de Loire-Atlantique

M. Jean du Dresnay est décédé des suites d'une hémorragie cérébrale dans la nuit du mercredi 7 juillet à Féréac (Loire-Atlantique). Agé de soixante-seize ans, il avait décidé de ne pas solliciter, en mars dernier, un nouveau mandat dans le canton de Saint-Nicolas-de-Redon, qu'il représentait depuis 1931 à l'assemblée départementale.

(Né le 18 juin 1900 à Vianne (Ardennes), M. du Dresnay, secrétaire général de la commune de Féréac, avait été élu député en 1953 après l'avoir été de 1929 à 1953, siégeant au conseil général de la Loire-Atlantique (comme indépendant) depuis 1951. Il avait occupé les fonctions de vice-président (1947-1970), puis celles de président. Depuis 1945, il présidait la commission départementale.)

## POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS FRATERNELLE

### « Radicals »

par ROGER-GÉRARD SCHWARZENBERG (\*)

Radicals : avec le Mouvement des radicaux de gauche, le radicalisme retrouve ses racines. Celles des radicaux anglais, des *radical reformers*, qui luttaient dès les années 1760-1770 pour régénérer la vie publique. Celles des jeunes radicaux américains, qui sont leurs héritiers deux siècles plus tard. Celles, bien sûr, du radicalisme français, qui s'affirme dès la Monarchie de juillet. Pour le suffrage universel. Pour la justice sociale. Avec Garnier-Pagès, député à trente ans. Avec Ledru-Rollin. Avec Arago. Toute cette nouvelle gauche se bat pour les droits du peuple. Asservi, dominé, exploité.

Comme le fera la seconde génération radicale. Celle qui se dresse contre le Second Empire, cette basse dictature. Puis pour la défense nationale, derrière un jeune ministre de trente-deux ans, Gambetta.

Vient donc la III<sup>e</sup> République. Désormais, le radicalisme est aux commandes. Il y fait avancer la solidarité sociale et la justice fiscale. Avec Bourgeois et Caillaux. Il y fait progresser l'éducation nationale. Avec Herriot et Jean Zay. Il y fait respecter l'honneur national. De Clemenceau à Jean Moulin, chef de « l'armée des ombres ».

Aujourd'hui, que veut le nouveau radicalisme ? Comme hier, l'union est sa loi et sa tradition. Comme hier, il affirme son identité pour enrichir le patrimoine commun de la gauche et sa propre contribution. Comme hier, il vise deux objectifs : une politique plus rigoureuse, une société plus fraternelle.

#### Servir la vérité

La priorité, c'est de tenir le même langage aujourd'hui dans l'opposition et demain au gouvernement. Comme le fit naguère Pierre Mendès France. Pour restituer au débat public toute sa sincérité. Pour permettre aux électeurs de se déterminer par eux-mêmes sur des engagements formels, qui pourront être tenus. Le devoir de la gauche, c'est de servir la vérité. C'est de passer avec l'opinion publique un contrat qui l'engage sur des obligations précises. Ce contrat, c'est le programme commun en cours d'actualisation.

L'impératif, face à la majorité, c'est d'abolir l'écart entre les mots et les choses. Quitte à moins parler de certaines finalités, souhaitables mais lointaines, qui ne pourraient être atteintes dès le lendemain des élections. Quitte à moins vanter certains crédits doctrinaux, certaines théories abstraites. Quitte à rappeler la phrase de Goethe qu'aimait citer Léoline : « La théorie est grise, mais l'arbre de la vie est toujours vert ».

Les trois formations de la gauche sont nées entre 1901 et 1920. Certes. Mais l'opinion ne souhaite pas des partis de gauche

qui soient des musées 1900, pieux conservateurs de doctrines fanées. Elle attend plutôt autre chose. Un socialisme du possible et du présent. Adapté aux possibilités, aux réalités et aux nécessités de la société française d'aujourd'hui. Elle attend plutôt, dans le cadre du programme commun mis à jour, des propositions plus concrètes, qui pourront être effectivement réalisées par un gouvernement de gauche pendant la prochaine législature.

A droite, la politique est devenue l'art du fard et de la feinte. Avec le « libéralisme avancé », ce conservatisme travesti, qui met la presse à l'encaissement, qui déplace des magistrats, qui dépose des projets de loi arbitraires sur la sécurité. Avec cette majorité, qui invoque sans cesse le « libéralisme économique ». Quand elle écrase l'initiative individuelle. Quand elle menace la liberté d'entreprendre et la libre concurrence. Quand elle installe une société d'exploitation, qui spolie les agriculteurs et les classes moyennes de la propriété des biens de production.

#### Les « couches nouvelles »

En 1872, à Grenoble — ville exemplaire — Gambetta en appelait aux « couches nouvelles » : artisans, médecins, travailleurs indépendants, dirigeants de petites et moyennes entreprises. Le radicalisme s'honore de leur rester fidèle. En signant le programme commun, il y a fait ajouter une annexe qui garantit leurs droits et affirme leur place dans la société de demain.

Mais le nouveau radicalisme entend aussi accueillir les « couches nouvelles » de 1976 : tous ces techniciens, ces ingénieurs, ces cadres que la majorité conservatrice accable de charges. Tout en leur déniaient toute influence réelle dans l'entreprise. Tout en refusant de les y associer, à l'exercice du pouvoir. Sous le régime actuel, ce tiers état de l'entreprise n'est rien. Avec raison, cette force d'impulsion et d'innovation demande à « devenir quelque chose ». Comme le tiers état de Sieyès en 1789.

Il importe d'associer ces « couches nouvelles » au projet commun de la gauche. Pour former avec elles un nouveau « bloc historique », rassemblant tous les travailleurs, Manuels et intellectuels. Salariés et indépendants.

Ces forces vives combleront l'écart entre la gauche actuelle et la gauche potentielle. Entre la gauche politique et la gauche sociologique. Électoralement, la gauche ne franchit guère la barre des 50 %. Sociologiquement, cependant, elle est nettement majoritaire dans les catégories socio-professionnelles qui composent la

(\*) Délégué général du mouvement des radicaux de gauche.

population active. Notamment grâce à ces « couches nouvelles » qui s'étendent à mesure que la plupart des activités économiques tendent à se déplacer vers le secteur tertiaire et qui appartiennent à la gauche par leurs sentiments et leurs intérêts. Même si elles n'en ont pas encore totalement pris conscience.

Aut radicaux de gauche de précipiter cette prise de conscience. En s'obligeant à tenir à ces forces vives le langage de rigueur et de précision qu'elles attendent. Par leur formation et par leur fonction. Au contact direct des faits et des réalités. Au troisième parti de la gauche de devenir — notamment — le parti du tertiaire, le parti des catégories les plus progressives de notre population. Comme il y a un siècle.

#### 55 pour 78

En tout cas, l'ambition des radicaux, c'est de renforcer la gauche de manière décisive. L'objectif, c'est 55 pour 78. C'est, pour la gauche unie, 56 % des suffrages aux élections de 1978. De la sorte, elle réimporterait avec une ample majorité, qui marquerait un large accord national sur ses orientations. De la sorte, elle serait non seulement victorieuse, mais pleinement légitimée par le suffrage universel.

Cet objectif — dépasser nettement la barre des 50 % — ne sera pas atteint sans l'action et l'appartenance des radicaux de gauche. Pour accueillir des couches politiques nouvelles, qui ont pu voter naguère pour les partis qui nous « gouvernent » et qui se sentent perdus. Réformateurs véritables, déçus par l'évanescence des réformes sociales. Gauchistes sincères, déçus par le conservatisme mondial, qui oscille entre Marie-Chantal et Marie-Antoinette.

Avec eux, la troisième famille de la gauche aspire à devenir une famille nombreuse. Dans l'intérêt commun de la gauche. Pour construire, avec ses deux partenaires, une autre société. Plus solidaire, plus fraternelle, plus humaine.

A l'évidence, la société présente devient une société de malaise et de solitude. Elle enfonce chacun dans sa carapace. Elle enferme chacun dans sa cellule. Avec de rares permis de communiquer. Elle rationne le temps de vivre, le temps d'aimer, le temps de l'amitié. Elle marchande la culture et la nature. Elle déshumanise la vie.

À la racine de ce malaise, tout un système de tentatives vaines : l'individualisme exacerbé, le culte du profit et de l'argent, la tension, voire l'agressivité. Heureusement, d'autres — surtout les jeunes, surtout les femmes — témoignent pour d'autres valeurs : la solidarité, la fraternité, le sens

## APRÈS LE VOTE DU SÉNAT

### Le projet de taxation des plus-values entre dans sa phase ultime

Après trois jours de débats, le Sénat a adopté, vendredi 9 juillet, à 1 heure du matin, le projet de loi portant taxation des plus-values, qui devient : « portant imposition de certains bénéfices... » C'est un texte sensiblement réduit dans son champ d'application fiscale qui a été voté par 145 voix (P.C., P.S., rad. g.) et 25 abstentions. Si, par extraordinaire, il était promulgué en l'état, très peu de contribuables se trouveraient concernés tant il est prévu d'exonérations ou de dérogations. Mais, dès la proclamation du scrutin, une commission mixte paritaire a été convoquée par le gouvernement « en vue de mettre au point un texte susceptible d'être adopté par les deux Assemblées ». En réalité, il n'y a pas de conflit entre les deux Chambres du Parlement. Cette commission devrait surtout permettre au ministre de l'Économie et des finances de rétablir, par voie d'amendements, les dispositions du texte initial qui ont été les plus malmenées et auxquelles il tient le plus. L'une des modifications votées par les sénateurs a néanmoins toutes les chances d'être maintenue : celle repoussant au 1<sup>er</sup> janvier 1978 l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux valeurs mobilières. M. Pourcade a, on le sait, donné son accord à

ce report d'une année. D'autre part, un article additionnel dû à l'initiative de M. Edouard Bonnefou, président de la commission des finances, précise que, chaque année, le gouvernement devra présenter en annexe au projet de loi de finances, un rapport sur l'application de la loi.

En fin d'après-midi, le débat a été interrompu quelques instants pour permettre à M. Alain Poirer d'adresser aux membres de son Assemblée ses vœux de « bonnes vacances ». Dans son allocution, le président du Sénat a exprimé son sentiment au sujet d'une session qui, a-t-il dit, a été, à plus d'un titre, fort surprenante. Les possibilités de ces trois mois, a ajouté M. Poirer, n'ont pas été utilisées comme il convenait. Le gouvernement n'a pas fait un usage suffisant de la procédure du dépôt en première lecture sur le bureau de notre Assemblée. Cette absence de coordination a placé le Sénat devant des conditions de travail déplorablement lourdes, contraignant le Parlement à une session extraordinaire dont on aurait pu faire l'économie.

« Le gouvernement en tirera les enseignements », a répondu le premier ministre. La discussion du 9 juillet a apporté les principales modifications suivantes au projet :

et achetées — sur marchés à terme de marchandises.

■ M. MAURICE SCHUMANN (U.D.R., Nord) proteste alors contre le terme « démolir », mais l'amendement Monory, un certain nombre d'autres amendements ne se justifient plus. « Je demande au ministre, déclare-t-il, de confirmer qu'il partir de l'amendement Monory il cherchera une conciliation. »

■ ARTICLE 7. — Deux amendements gouvernementaux sont rejetés. Ils tendaient à assurer un meilleur contrôle des sociétés non cotées, soit par mise obligatoire des titres sous forme nominative ou par dépôt chez un intermédiaire, soit, pour les parts sociales de S.A.R.L., par un renforcement du contrôle des transactions.

Hostile à ces amendements, M. EDOUARD BONNEFOU, président de la commission des finances, a déclaré, avant leur rejet par le Sénat : « Vous profitez de cette loi pour accroître vos exigences vis-à-vis des S.A.R.L. dont vous voulez faire le statut. Je n'ai pas la façon dont vous avez procédé dans cette affaire. »

■ ARTICLE 8. — Un ample débat s'est institué au sujet du mode de détermination de la date d'entrée dans le patrimoine du contribuable des actions nouvelles provenant, soit d'une distribution gratuite d'actions, soit d'un échange à la suite d'une fusion. M. COUDÉ DU FORESTO proposait que la date d'acquisition des actions gratuites soit celle des actions anciennes qui ont donné lieu à attribution. « Je préférerais, répondait le ministre, la date réelle d'entrée en possession de l'action. »

M. DAILLY proposait une extension de la règle énoncée par le rapporteur à toutes les cessions de titres de même nature acquises à des dates et à des prix différents, et non plus seulement aux attributions d'actions gratuites.

C'est son amendement qui a été adopté.

Il est ainsi libellé : « Lorsqu'une série de titres de même nature acquise à des prix différents, la cession, si elle est partielle, est réputée porter par priorité sur ceux de ces titres qui ont été acquis à la date la plus ancienne. »

Dans la rédaction de l'Assemblée nationale, les titres étaient réputés avoir été acquis au prix de revient moyen, mais il n'était pas précisé comment devait être déterminée leur durée de détention.

■ Un second amendement, dû à l'initiative de M. MAURICE SCHUMANN, tend à améliorer le fonctionnement des comptes spéciaux d'investissement. Dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale, un compte ne peut être alimenté qu'une seule fois au moment de sa création. Par conséquent, alors même que des membres de la majorité sont favorables à cette imposition, bien entendu, nous voterons contre le projet. » Enfin, M. DESCOUDRES DESA-CRES (Ind.) indique que « la plupart » des membres de son groupe voteront le projet.

L'ensemble du projet de loi est ensuite mis aux voix.

ALAIN GUICHARD.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre de dossier complet sur :

L'EAU

Envoyez 8 francs (timbres ou chèques) à APRÈS-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

مكتبة الأنجل



# Le pouvoir contre le phénomène associatif

par EDITH CRESSON (\*)

Il n'y a pas actuellement de plus bel exemple de contradiction entre le pouvoir libéral et son attitude vis-à-vis du phénomène associatif que celle du 1<sup>er</sup> juillet 1976, celle qui vient de prendre ces dernières années un essor extraordinaire dans notre pays. Les associations jouent un rôle de plus en plus important dans la vie sociale et même politique de ce pays. S'organisant de mieux en mieux elles finissent par s'imposer au pouvoir en place comme interlocuteurs valables pour tous les problèmes qui touchent à la vie quotidienne des citoyens. Elles demandent non seulement à pouvoir s'exprimer, mais à participer à la décision. Devant l'ampleur prise par le mouvement associatif, utilisant à plein la liberté qu'on lui avait donnée, le pouvoir libéral se crispe et pense plutôt maintenant à freiner ce mouvement qu'à le favoriser.

Mais il faut sauver les apparences de la démocratie formelle dont le droit d'association était pour ses auteurs « libéraux » l'une des composantes les plus spectaculaires. Et l'on va s'arranger pour que le libéralisme paraisse avancer tout en reculant. Nous allons prendre comme exemple de cette attitude hypocrite la politique menée actuellement par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports vis-à-vis des associations de jeunesse, d'éducation populaire et sportives qui constituent certainement la partie la plus consciente et la mieux organisée du mouvement associatif en général. Et nous répondrons ainsi aux arguments présentés par M. Mazaud lui-même, le 30 avril, et intitulé « 200 jours de congé », article destiné à justifier la politique actuelle du pouvoir en matière de jeunesse et des sports.

Le rôle de l'autorité de tutelle devrait être non seulement de contrôler mais de soutenir les associations volontaires. Si le premier rôle est assumé pleinement, ce qui est légitime, par contre, le second, qui exige des moyens financiers importants, est, de plus en plus effacé. C'est là que le bât blesse et que se manifestent à nu les contradictions du système. Il n'y a pas de nécessité ni de hasard dans la politique financière de la jeunesse et des sports.

Le pouvoir en place trouve désormais en face de lui un contre-pouvoir, et la méfiance l'emporte sur la confiance. Il en découle logiquement que le pouvoir n'a pas intérêt à favoriser spécialement la vie associative : elle qui réclame l'autonomie n'a qu'à se débrouiller toute seule ! Pour sauver la face, on trouve des alibis commodes : la non-représentativité, la politisation et, surtout, la crise du bénévolat, tous alibis qui couvrent l'impotence et l'incapacité du pouvoir à faire entrer le phénomène associatif, et principalement l'éducation populaire et le sport, dans un projet éducatif global qui a pour but de rendre chaque citoyen libre et responsable. Dans la situation actuelle, pour justifier l'aide à apporter aux associations, le pouvoir exige qu'elles fassent leurs preuves, mais on ne leur donnera pas les moyens de le faire : on fera le constat d'une cause qu'on aura au préalable soigneusement provoquée.

Les socialistes veulent démythifier et dénoncer une telle procédure d'élimination lente par asphyxie qui aboutit à ce qu'actuellement, les plus grandes associations d'éducation populaire sont au bord de la cessation de paiement. Représentant l'argumentation de M. Mazaud dans l'article cité, ils ont quelque facilité, malheureusement, à démontrer que le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, non seulement n'a pas de politique globale du loisir éducatif pour les jeunes, que ce soit sur le plan culturel ou sur le plan sportif, mais n'a même pas les moyens financiers de sa politique ponctuelle et partielle.

On pourrait reprendre un à un tous les arguments développés par M. Mazaud et en montrer la fausseté calculée ou inconséquente. Contentons-nous de relever les plus contestables. D'abord, la notion même de « loisir » qui sert de point de départ à l'argumentation. Rien que le titre « 200 jours de congé » indique que M. Mazaud en est resté manifestement à une conception purement quantitative du loisir-vacances pour enfants, qu'il s'agit surtout d'occuper pendant le temps de non-travail scolaire. Cette conception est vague et superficielle mais je reconnais qu'elle est commode pour quelqu'un qui veut minimiser le vaste et important problème du temps libre dans notre société, du rendement. Ce qui importe pour les socialistes, c'est moins la quantité du temps de vacances que la qualité du temps libre quotidien qui permet le réel épanouissement des capacités humaines. Cette notion globale du problème nous fait comprendre qu'un vrai temps libre culturel, qui est le contraire de la consommation passive de loisirs-détente, exige la transformation radicale du mode de travail et de vie.

(\*) Membre du secrétariat national du P.S., chargée de la jeunesse et des étudiants.

## QUESTION...

### La sécurité et les bateaux de promenade

Un an après le naufrage de la Venus des îles II, au large de Forquilles (Var), l'association des pêcheurs de la région a décidé de mener une enquête pour déterminer les causes de l'accident survenu à bord de la vedette, et de remettre son rapport au juge de l'Instruction chargé du dossier. Ce rapport, qui a été fait, fait connaître les causes de l'accident et les mesures à prendre pour éviter de nouvelles catastrophes.

Les petites unités qui assurent les promenades en mer, sur les lacs ou les rivières, sont spécialement concernées par le renforcement des moyens de lutte contre l'incendie et les moyens de sauvetage obligatoires. C'est ainsi que nous devons désormais posséder en plus des extincteurs portatifs homologués un dispositif fixe d'extinction par gaz inertes (CO<sub>2</sub>) dans les compartiments machines. Les pompes de cale doivent être également installées à l'extérieur et non plus à l'intérieur des locaux des machines. Deux manches à eau, au lieu d'un, sont d'autre part exigés sur les embarcations de plus de 20 mètres. On préconise aussi, pour les plus grands bateaux, l'installation de détecteurs de fumée, de gaz, d'eau...

Pour ce qui concerne les moyens de sauvetage obligatoires, il est notamment exigé un nombre de brassières au moins égal au nombre de personnes présentes à bord, ainsi que des radeaux gonflables, dont la capacité et l'armement varient selon la catégorie du bateau. Le nombre de brassières de sauvetage exigées sur les petites unités correspondait auparavant seulement au tiers du nombre des passagers.

Depuis le naufrage de la Venus des îles II, des contrôles exercés inopinément par la gendarmerie maritime ou le syndicat des gens de mer, concernant en particulier d'éventuelles surcharges de passagers, sont devenus plus fréquents. Nous refusons journalièrement d'embarquer des passagers supplémentaires, mais le public ne comprend guère au demeurant les contraintes imposées par le respect des règles de sécurité. Chacun a toujours une bonne raison d'embarquer absolument : la cuisine, ou l'épouse, ou le mari déjà à bord, un rendez-vous urgent à terre, etc., etc.

Les armateurs de navigation côtière sur la côte méditerranéenne ont transporté, en vingt-cinq ans, plus de six millions de passagers. Or nous n'avons eu à déplorer, durant cette période, que deux naufrages qui ont fait au total dix-sept morts. Le pourcentage d'accidents est infime par rapport à tous les autres modes de transport.

Enfin, le plan d'action, envisagé par M. Mazaud pour compenser ces manques et pour promouvoir une véritable politique des loisirs éducatifs pour les enfants et pour les jeunes, nous semble très vague et ne comporter, comme toujours, aucune mesure financière d'urgence. M. Mazaud se contente de suggérer une réforme de structures, des mesures de coordination et de répartition des crédits existants, et, surtout, de donner des conseils qui ne coûtent pas cher ! Il s'agit, en effet, d'ordre de la mise en œuvre systématique des parents et des jeunes à partir des centres d'information et de documentation de la jeunesse (C.I.D.J.) et de la télévision.

Les socialistes ne se contentent pas de critiquer la politique actuelle en matière de jeunesse, d'éducation populaire et de sports. Ils en ont une autre à proposer, globale, concertée et planifiée qui s'appuie sur le programme commun de gouvernement dans la simple application permanente d'une aide massive à la vie associative. Le programme socialiste qui s'élaborait actuellement à partir d'une étude minutieuse des besoins des associations, sera porté bientôt à la connaissance du public qui pourra faire la comparaison avec ce que propose le pouvoir gauchiste.

Pour l'instant, nous avons voulu simplement démythifier l'opération de charme que ce pouvoir développe actuellement en direction des associations et alerter l'opinion sur la situation réelle qui leur est faite. Derrière les belles paroles, on entend clairement la misère de l'éducation populaire et du sport, car on a pris conscience qu'à travers le phénomène associatif organisé démocratiquement se dessinent la société de l'avenir, celle qui permettra enfin à chaque citoyen de devenir libre et responsable, c'est-à-dire la société auto-gérée.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### M. GUICHARD : nos propositions sur les collectivités locales ne devraient pas décevoir les socialistes.

(De notre correspondant.)  
Rennes. — « Ce sera une vraie réforme, comme on n'est pas habitué à en voir. Elle sera le schéma de ce que pourrait être un système cohérent de collectivités locales à réaliser avant la fin de l'été », a déclaré M. Olivier Guichard, jeudi 8 juillet à Rennes, où la commission qu'il préside tenait son ultime séance de travail (le Monde du 9 juillet). Les participants ont examiné le projet de rapport rédigé par M. Jean-Philippe Lecat. Le document final sera remis le 15 septembre prochain au président de la République. La commission Guichard a examiné les moyens d'accroître la responsabilité des communes et des départements. Elle propose aussi une réforme de la fiscalité et des taxes locales.

Afin d'éviter des enchevêtrements complexes, communes et départements disposeront de leurs propres ressources. Pour permettre aux élus locaux de mieux exercer leurs responsabilités, la commission Guichard a étudié une simplification des systèmes de coopération intercommunales (districts, communautés urbaines ou syndicats). Les établissements publics régionaux ne subiront pas de transformation fondamentale. Des modifications sont toutefois proposées dans le cadre de la loi de 1972. Il pourrait s'agir notamment du déplacement des ressources fiscales. M. Olivier Guichard souhaite que la région puisse intervenir dans les domaines culturels, touristiques et industriels de manière plus efficace.

« Nous disons des choses qui ne devraient pas décevoir les socialistes », a conclu M. Guichard.

D. M.

## LES MAIRES DOIVENT ACCEPTER D'AVOIR DES ASSOCIATIONS QU'ILS SUBVENTIONNENT ET QUI LES CRITIQUENT

déclare M. Taftinger

Dans une interview accordée à « la Croix » du 9 juillet, M. Pierre-Christian Taftinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, déclare notamment : « Le rôle de l'association ne doit pas être un obstacle à l'action du maire (ce serait un obstacle à la démocratie elle-même), mais un élément indispensable de la procédure qui doit être menée dans une ville pour que les habitants participent à la vie de leur cité (...). Il faut que les maires prennent leur part d'avoir des associations qu'ils subventionnent et qui les critiquent... »

Lorsque le maire doit prendre une décision qui engage la commune à long terme, il serait souhaitable qu'il consulte les citoyens par voie de référendum », a ajouté M. Taftinger.

A propos de Paris, le secrétaire d'Etat indique : « Il est nécessaire, par exemple, de créer à Paris une maison des associations qui appartiendrait à la ville qui serait mise à la disposition des associations et que les associations généralistes aient même par un conseil de gestion... »

## CIRCULATION

### 240 KILOMÈTRES DE L'AUTOROUTE DE L'EST OUVERTS LE 15 JUILLET

Le 15 juillet sera mis en service le tronçon de l'autoroute de l'Est (A 4) reliant Saint-Jean-les-Pins à Metz. 240 kilomètres seront ainsi ouverts. La distance totale de l'autoroute entre Paris et Metz est de 315 kilomètres. C'est à la fin du mois d'octobre que l'axe autoroutier vers l'Allemagne pourra être emprunté dans sa totalité par les automobilistes. Le montant du péage avoisinera 54 F. L'autoroute aura été achevée huit mois avant la date prévue. Elle sera dotée de huit aires de service dont trois avec un complexe hôtel-restaurant : P.L.M. à Châteauneuf-Thierry, la société des wagons-lits à Reims, et Jacques Borel à Verdun.

Le col du Galibier rendu à la circulation. — La préfecture de la Savoie a confirmé, jeudi, que le col du Galibier sera rendu à la circulation le samedi 10 juillet. Ce grand col alpin reliant la Savoie au département des Hautes-Alpes est désormais franchi à 3 800 mètres par une route empruntant un nouveau tracé en raison des graves dangers d'éboulements présents par l'ancien tunnel.

Fermeture de la voie sur berge rive gauche du pont de Puteaux. — En raison des travaux entrepris en vue de la reconstruction du pont de Puteaux, la voie sur berge débouchant rive gauche à ce pont est fermée à la circulation depuis le mercredi 7 juillet.

## Faits et projets

### Paris

PROTESTATION DES ELUS COMMUNISTES. — Le projet d'aménagement des halles de Paris fait l'objet d'un communiqué du groupe communiste du Conseil de Paris, qui déclare : « En décidant de choisir pour le projet d'aménagement des halles de Paris, le président de la République vient d'affirmer à nouveau sa volonté de régenter directement les affaires de la capitale... Les membres du groupe communiste s'opposent à de telles méthodes qui traduisent la volonté politique du chef de l'Etat de garder la main sur la capitale et de décider de son avenir, et ce, à quelques mois de la mise en place du nouveau statut de Paris... »

### Qualité de la vie

CONTESTATION ANTINUCLEAIRE A GREYS-MALVILLE. — Les forces de l'ordre ont expulsé, le jeudi matin 8 juillet, environ un millier de manifestants qui campaient aux abords du site nucléaire de Creys-Malville, dans l'Ain.

BOUES ROUGES : MONTEDISON ACQUITTEE. — Les dirigeants de la société italienne Montedison, qui avaient été condamnés, en 1974, pour détournement de « boues rouges » au large de la Corse, ont été acquittés en appel par le tribunal de Li-vourne. Sans se prononcer sur les faits, le tribunal a estimé qu'ils étaient soustraits par prescription aux termes d'une loi votée récemment par le Parlement italien, et qui a un effet rétroactif. (A.F.P.)

PAS DE CARRIERE A BREST. — Le conseil municipal de Brest vient de refuser, pour des raisons écologiques, l'ouverture d'une carrière dans un plateau rocheux dominant la rade, à la périphérie de la ville.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente aux ench. publ. à la requête de la comm. de VITRY-SUR-SEINE le JEUDI 22 JUILLET 1976, à 15 heures, par le ministère de M<sup>re</sup> BARDE, et en l'En. de M<sup>re</sup> BARDE, REUTIN, LACROIX, LANSAC et FAGNOT, notaires associés à ROYAN (Charente-Maritime), 1, boulevard de Cordouan EN UN SEUL LOT : une

PROPRIÉTÉ appelée « MIRAMAR » à usage de COLONIES DE VACANCES à SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE (17) comprenant MAISON composée d'un rez-de-chaussée, hall d'entrée, salles à manger, cuis. équip. pr 120 enfants, économet, réserves, chambr., 1<sup>er</sup> ét. : un dortoir de 80 lits, infirmerie - 2<sup>e</sup> ét. : un dortoir de 80 lits, salle de jeux - 3<sup>e</sup> étage : un dortoir de 60 lits, lingerie - JARDIN

LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION Mise à Prix : 750.000 F (Frais préalables en sus consignés pour enchérir 50.000 F) S'adresser à M<sup>re</sup> BARDE, notaire à ROYAN (17) - Téléphone 05.10.07. M<sup>re</sup> HENRIOT, notaire à VITRY-SUR-SEINE (94), tél. 881-15-80, p. 87. Mairie de VITRY-SUR-SEINE, Serv. de l'Aménagement, tél. 80-85-20.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, le 30 juillet à 14 h. 15 - Fonds RESTAURANT - PIZZERIA AVEC BAIL : rez-de-chaussée, BOUTIQUE, 1 p. cuis., cave, droit aux wc A PARIS (5<sup>e</sup>) - 80, rue MOUFFETARD

Mise à prix 100.000 F (pouvant être baissée). Consignation 40.000 F. S'adresser à M<sup>re</sup> DEMARCHEUX, notaire, 67, bd Saint-Germain, Paris; et M<sup>re</sup> Jean-Claude GIRAUD, syndic à Paris, 69, bd Saint-Germain.

Et. de M<sup>re</sup> Georges LECAPTAINE not. à HONFLEUR (Calv.), 41, rue Solée (Succession FORBOT) A VENDRE PAR ADJUD. PUBLIQUE le jeudi 11 juillet 1976, à 14 h. 30, M<sup>re</sup> Lecapitaine, S.A.M. 17 JUIL. 14 h. 30

UNE PETITE PROPRIÉTÉ avec vue sur le bois de la Seine Cne de FATOUVILLE-GETRAIN RÉGION D'HONFLEUR Superficie : 6.202 m<sup>2</sup>

MISE A PRIX : 120.000 F Frais préalables en sus (faculté de retrait). Pour visiter et se renseigner, s'adr. à M<sup>re</sup> LECAPTAINE, notaire, cabinet des charges. Tél. : (31) 80-21-30.

Adj. au TRIBUNAL DE COMM. PARIS le 20 JUIL. à 14 h. 15 - Fonds ACHAT MATÉRIEL avec Bail des Locaux Commerciaux 35, rue des Bonhommes, PARIS (19<sup>e</sup>) M.A.P. (N° p.84.b) 10.000 F. Cons. 10.000 F. M<sup>re</sup> Pinaud, 16, bd. Abbé-Solé, M<sup>re</sup> Demortreux, n. 67, bd St-Germain.

Adj. au TRIBUNAL DE COMM. PARIS le 21 JUILLET à 14 h. 15 - FONDS TOLÉRIE AUTOMOBILE REPARATIONS 39, r. la Goutte-d'Or, AUBERVILLIERS M.A.P. (N° p.84.b) 10.000 F. Cons. 10.000 F. M<sup>re</sup> Pinaud, 16, bd. Abbé-Solé, M<sup>re</sup> Demortreux, n. 67, bd St-Germain.

Adj. au TRIBUNAL DE COMM. PARIS le 21 JUILLET à 14 h. 15 - FONDS TOLÉRIE AUTOMOBILE REPARATIONS 39, r. la Goutte-d'Or, AUBERVILLIERS M.A.P. (N° p.84.b) 10.000 F. Cons. 10.000 F. M<sup>re</sup> Pinaud, 16, bd. Abbé-Solé, M<sup>re</sup> Demortreux, n. 67, bd St-Germain.

Adj. au TRIBUNAL DE COMM. PARIS le 21 JUILLET à 14 h. 15 - FONDS TOLÉRIE AUTOMOBILE REPARATIONS 39, r. la Goutte-d'Or, AUBERVILLIERS M.A.P. (N° p.84.b) 10.000 F. Cons. 10.000 F. M<sup>re</sup> Pinaud, 16, bd. Abbé-Solé, M<sup>re</sup> Demortreux, n. 67, bd St-Germain.

Adj. au TRIBUNAL DE COMM. PARIS le 21 JUILLET à 14 h. 15 - FONDS TOLÉRIE AUTOMOBILE REPARATIONS 39, r. la Goutte-d'Or, AUBERVILLIERS M.A.P. (N° p.84.b) 10.000 F. Cons. 10.000 F. M<sup>re</sup> Pinaud, 16, bd. Abbé-Solé, M<sup>re</sup> Demortreux, n. 67, bd St-Germain.

## LE SÉNAT

### notre dans sa phase ultime

Le Sénat a adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des collectivités locales. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des communes, départements et régions.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes locales, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des entreprises. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des entreprises.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes sur les entreprises, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des particuliers. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des particuliers.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes sur les particuliers, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des collectivités locales. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des communes, départements et régions.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes locales, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des entreprises. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des entreprises.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes sur les entreprises, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des particuliers. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des particuliers.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes sur les particuliers, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des collectivités locales. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des communes, départements et régions.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes locales, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des entreprises. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des entreprises.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes sur les entreprises, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des particuliers. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des particuliers.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes sur les particuliers, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des collectivités locales. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des communes, départements et régions.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes locales, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des entreprises. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des entreprises.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes sur les entreprises, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des particuliers. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des particuliers.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes sur les particuliers, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des collectivités locales. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des communes, départements et régions.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes locales, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

Cette réforme est considérée comme une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation, et elle est attendue avec intérêt par les élus locaux.

Le Sénat a également adopté, le 9 juillet, la loi relative à la réforme de la fiscalité des entreprises. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit une série de mesures visant à simplifier et à améliorer la fiscalité des entreprises.

La loi prévoit notamment la suppression de certaines taxes sur les entreprises, la création de nouvelles taxes, et la mise en place d'un système de répartition des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales.

AUJOURD'HUI UN EVENEMENT  
DANS L'HÔTELLERIE FRANÇAISE

OUVERTURE DU NOUVEAU

# MONTFLEURY

CANNES

## Beaucoup plus qu'un hôtel...

Si le Montfleury n'était qu'un hôtel, ce serait le plus moderne d'Europe, avec un service dans la grande tradition des palaces Lucien Barrière (Deauville, la Baule, Cannes).

Mais le Montfleury, c'est beaucoup plus qu'un hôtel. Au cœur du parc François André, au pied de la Californie, dominant la Baie de Cannes, c'est un oasis dans un univers de fleurs.

C'est aussi un ensemble sportif avec 10 tennis, 2 piscines et 1 patinoire. C'est une étape gastronomique avec 3 restaurants dont une rôtisserie au feu de bois. C'est un rendez-vous à la mode avec le coiffeur parisien Jean-Louis Saint-Roch.

Le Montfleury, c'est un véritable centre de loisirs où le raffinement, la détente, et le plaisir se marient harmonieusement.

C'est enfin un centre de séminaires et congrès avec un auditorium de 300 places et 4 salles de conférences. Vivre au Montfleury, c'est la manière élégante et agréable de séjourner à Cannes.

Montfleury-Cannes, hôtel entièrement climatisé, 400 places de garages, 235 chambres avec loggia, radio, téléphone automatique direct, mini-bars...

Renseignements et réservations

Montfleury 25, avenue Beauséjour 06409 - Cannes Tél (93) 99.29.74 et 38.76.91 Télex : 470039

Bureau parisien : 9, avenue de l'Opéra 75001 - Paris Tél (1) 260.40.29

Pour les 5 continents Steigenberger reservation service.

Monsieur Lucien Barrière, la Société Générale et Sicotel remercient  
tous ceux qui ont collaboré à la construction du dernier né des palaces cannois.

<b>Architecte</b>	<b>Roger TAILLIBERT</b> S.C.P.N. 103 rue de la Pompe 75116 PARIS	<b>Pilote</b>	<b>PLANITEC</b> Tour Gamma D 58 Quai de la Rapée 75583 PARIS CEDEX 12
<b>B.E.T</b>	<b>SETEC</b> Tour Gamma D 58 Quai de la Rapée 75583 PARIS CEDEX 12	<b>Bureau de Contrôle</b>	<b>SOCOTEC</b> 180 avenue du Petit Juss 06400 CANNES
<b>Entreprise Générale Gros Œuvre</b> <b>MOINON</b> 57 rue de Colombes 92000 NANTERRE			
<b>Conditionnement</b>	<b>S.A. NESSI Frères</b> 43 rue de la Vierge 92100 MONTRouGE	<b>Menuiseries</b>	<b>YVROUD</b> 102 Faubourg Maché 73000 CHAMBERY
<b>Plomberie</b>	<b>ZELL</b> 7 rue Nicolas Robert 93800 AULNAY S/BOIS	<b>Carrelages</b>	<b>S.M.C.</b> 70 rue Georges Clémenceau 06400 CANNES
<b>Electricité</b>	<b>VERGER DELPORTE</b> 15 Impasse Dupuy 92110 CLICHY	<b>Electricité</b>	<b>TRINDEL</b> 251 rue de Crimée 75019 PARIS
<b>Miroiterie</b>	<b>C.P.V. TOPVER</b> 1 avenue du Petit Juss 06400 CANNES	<b>Peintures</b>	<b>Ets BALLY</b> 38 Bd Carnot 06400 CANNES
<b>Mobilier</b>	<b>DAL VERA S.P.A.</b> CONEGLIANO (Italie)	<b>Ascenseurs</b>	<b>OTIS</b> 34 av. St-Barthélemy 06100 NICE
<b>Tapis</b>	<b>BIRON-ANGENAULT-QUINCESTRE</b> 13 rue Polonoire 75002 PARIS	<b>Staff</b>	<b>S.D.S.</b> 31 rue Louis Rolland 92120 MONTRouGE
<b>Etanchéité</b>	<b>S.N.A.F.</b> B.P. 341 06011 NICE CEDEX	<b>Cuisines</b>	<b>LOBRY</b> 06510 CARROS
<b>Jardins</b>	<b>VACHETTO ET FILS</b> 85 avenue de Vallauris 06400 CANNES	<b>Chambre froide</b>	<b>FRIAZUR</b> 9 rue de Constantine 06400 CANNES

مكتبة النحل

sur la n  
TROISIEME VAGUE

RIGHTON

50 rue de la République  
CENTRAL HOTEL  
10 rue de la République



# Le Monde

du **TOURISME**  
et des **LOISIRS**

## sur la mer

### LA TROISIÈME VAGUE

**L**e premier commando a pris pied il y a un siècle. A Cabourg et à Nîmes, le joli monde de Proust entrain dans l'eau tout habillé, avec des petits crânes. Sur les fronts de mer laissent au vent par les gens du cru, la grande bourgeoisie a vengé son manque de châteaux en dressant des villas et des parcs aux teintes de franchises napoléoniennes. Par chance, Dufy était là.

La seconde vague est arrivée au dos, un certain été 30, en tandem avec les premiers billets de congés payés. Les gosses de province n'avaient jamais entendu le drôle de «pachch» des vagues, la même non plus. Pas le temps de bronzer que la guerre avait changé les côtes en décors pour films de guerre. Les premiers à reprendre possession du littoral sont venus, vers 1950, du tabouret Saint-Germain : côté caves d'artistes, mais tout aussi jaloux de leurs vues imprenables. Ce serait bientôt la gauche tropézienne, pour simplifier.

La troisième vague date des années 60-70, de ce qu'il faudra bien appeler un jour le « miracle français ». Le béton coule à flot. Les Allemands résistent leur parc de 40 jusqu'à Perpignan, chaque en main. Le littoral devient ligne de mer. Magasin. Votre balcon sur la plage, la verte, le coiffeur, qu'importe ! En ces quelques places, au soleil et dans l'eau, dépêchez-vous, Dieu sait ce que l'an 2000 nous réserve !

Au large, les coques plastiques ont détrôné le teck, chie des yachtsmen à blaser. Démocratisation à plusieurs millions la caravane nautique, mais démocratisation quand même, pensent les anciens congés payés de 36. Plus au large encore, des champions bien de chez nous ravissent aux Anglais leur vieille maîtrise des mers. Le coq gaulois se sent pousser des ailes d'albatros. Plus loin encore, les fies des antipodes se peuplent de hippies tricolores. Tahiti prend des airs de Kamandou à la française, tout.

Sur les murs du miroir et à l'heure de la publicité télévisée, le bonheur ne se vend plus que nu dans des gerbes d'écume. Ce peuple, qui a si longtemps abandonné ses 200 kilomètres de plages aux vagues de marins et aux jolies, le voilà qui défie les déferlantes en famille.

Il y a bien les cargos qui défilent derrière les caps — « Qu'est-ce qu'on attend pour leur tirer dessus ! » — la gras qui colle aux talons, les plegles rançonneurs, la radio du voisin de la ville plus forte que jamais, le requin de l'inconnu qui guette sa proie là où on perd pied — sève crâine.

Mais chacun sent que l'avenir est dans l'eau. L'algue en poudre remplace le steak hors de prix — bien fait pour les bourgeois ! L'énergie des boules trouve un maître, sans doute chez nous puisque nous avons tant d'idées. Les cargos font à la voile. Tant de promesses valent bien qu'on barbote un peu les murs et les tee-shirts, que des marques de slips s'écritent dans le ciel à l'heure du bain. D'ailleurs la société libérale avancée est sortie des mers-àux. Comme la vague, elle seule sait profiter du creux qui le mine, et occuper l'espace.

Tandis que sa femme risque le torse nu, que les enfants barbotent avec des mines de réclames, et que l'abbé espère faire mieux la prochaine fois, le Français moyen regarde à travers ses orrèles et éventuellement se désole l'horizon et pense à la mer, en ce juillet 1976, comme à une vieille tante à héritage. Il n'a jamais su au juste ce qu'elle laisserait après elle, mais assez, croit-il, pour voir venir !

BERTRAND POIROT-DELPECH.

## Tumultes dans la presqu'île

### QUIBERON

**« Les pêcheurs sont les seigneurs de la mer », disait-il, et un beau matin de septembre 1960, avec sa femme et sa fille, ils ont décidé de ne plus rentrer de vacances, de rester à Quiberon pour vivre la vraie vie, devenir des pêcheurs eux aussi. Aujourd'hui, M. Deboos a l'impression d'avoir plongé au moment où la vague est retirée. Des pêcheurs dans la presqu'île, il n'y en a plus guère. M. Deboos est même l'un des rares. Les gens se sont convertis au tourisme et il ne viendrait à l'idée de personne d'aller sur les flots périlleux chercher sa subsistance. Dans leurs anse et leurs havres les Quibéronnais attendent les touristes qui passent comme des crustacés dans leur trou.**

« Il faut comprendre », explique le maire, M. Gilbert Carillet, la sardine a disparu ; c'était la principale ressource de Quiberon. Il y avait dans le Port-Maria près de cent pêcheries ; au lendemain de la dernière guerre, c'était le port sardnier le plus important de France ; on comptait jusqu'à trois cent cinquante pêcheurs. Il n'y en a plus que deux aujourd'hui. Il fallait que les Quibéronnais trouvent une autre activité ; le tourisme convenait parfaitement. »

#### A l'heure du choix

C'est que la vocation touristique de Quiberon est ancienne. Au début du siècle déjà, la ville était fréquentée par les artistes et les écrivains, et lorsqu'on venait attendre Sarah Bernhardt en gare d'Auray avant de l'embarquer pour Belle Ile ou lorsque Anatole France tenait sur la plage des conférences face à la mer, dans les attitudes de l'époque, il y avait déjà un public de touristes pour admirer ou pour applaudir. C'étaient pour la plupart des Lyonnais, des habitués qui trouvaient là calme, repos et prix modiques. Il s'agissait alors d'un tourisme nouveau : les Quibéronnais abandonnaient leur maison principale pour la louer et se transportaient au fond du jardin ; il arrivait fréquemment que des liens d'amitié se tissent entre les vacanciers et les habitants du pays. Contraintes légères du marché encore naissant des vacances. Semblait l'Océan disait sa loi. Et quand les sardniers rentraient au port on oubliait volontiers ces étrangers peu encombrants pour aller sur le quai dans la rade dans la joie retrouvée.

Aujourd'hui les touristes sont si nombreux qu'ils semblent rythmer la vie du pays et même décider de son avenir. Les autorités locales ne font que s'efforcer à résoudre les difficultés que posent à Quiberon, comme ailleurs, ces conflits anormaux de population dans une période relativement courte de l'année. La ville passe l'été de quatre mille cinq cents habitants à cinquante mille environ. Les plans de circulation se succèdent sans donner de grands résultats. Au

plus fort de la saison, de Penthievre à Quiberon (8 kilomètres), on s'impatiente une heure durant dans les embouteillages. Il faut alors évacuer malades ou blessés par hélicoptère. En trois mois, un million cinq cent mille véhicules s'engagent dans la presqu'île, et il n'y a pas mille places de parking à Quiberon.

Les promoteurs de leur côté n'ont pas ignoré le succès de la station : la presqu'île s'est rapidement hérissée d'immeubles. Si bien qu'aujourd'hui la masse est près d'éclater et que certains se demandent s'il n'est pas temps de changer de méthode. « Le seul est déposé, dit un commerçant de la rue de Port-Maria, on refuse des clients et on ne fait pas davantage d'affaires. »

Le centre de thalassothérapie, fondé en 1964 par Louis Bobet, a amorcé une nouvelle politique touristique. Deux hôtels quatre étoiles — 50 % de la capacité hôtelière de luxe du tout le Morbihan —, une clientèle qui vient perdre des kilos au prix fort, voilà un tourisme sélectif et peu polluant qui, selon certains, conviendrait à Quiberon. Les notables n'ont-ils pas déjà choisi ? Le département a fait en effet de grands efforts dans ce sens puisqu'un port de plaisance de 7 millions de francs vient d'être achevé, qui, on l'espère, attirera les yachts dans les parages, et qu'on envisage d'allonger la piste de l'aérodrome pour y faire atterrir des jets privés. La SATMOR (Société d'aménagement touristique du Morbihan), société d'économie mixte, a investi en cinq ans, de 1968 à 1973, 20 millions de francs pour des aménagements touristiques réservés à une clientèle de luxe.

Parallèlement, on fait la chasse au camping sauvage dont on ne souligne que les aspects négatifs ou dangereux. Ne lit-on pas dans un rapport du syndicat d'initiative de Quiberon : « Le camping sauvage est très souvent pratiqué par des marginaux dénués de tout scrupule. »

« Rejetés », ce jeune hippie qui se tient là devant comme un marabout, on dirait la statue de Hoche, vous croyez que ça fait bien dans le décor ? » s'indigne un homme commerçant. Evidemment, lorsque les clients de l'hôtel « détiétique » font leur promenade à bicyclette sur le boulevard Chanard, deux mondes se croisent, tout comme lorsque cette Bretonne en coiffe vend ses dentelles rue de Verdun à côté d'un Noir qui, devant lui, expose ses gaudes et ses charbonniers de saffris. Comment, avec de telles images, ne pas se persuader que la station est à l'heure d'un choix ? Tout avoir et ne rien perdre, serait-ce là-bas possible ?

On comprend néanmoins que ce choix soit lent à venir. Autrefois, c'était simple, on s'en tenait à la façon des anciens. La pêche, l'agriculture, on connaissait. On savait comment cultiver les meilleures pommes de terre nouvelles de la région.

On savait pêcher la sardine comme personne. Maintenant, avec le tourisme, plus rien n'est assuré, il n'y a pas vraiment de recette. Aussi les Quibéronnais ont-ils tout pris, le fond comme le dessus du panier.

« J'aime la foule », dit M. Victor Golvan, ancien sénateur-maire U.D.R. de Quiberon, mais il ne sort plus guère de chez lui quand passe la vague d'été. Il reconnaît même qu'on est allé « un peu trop loin » et qu'aujourd'hui le site est menacé. Il voudrait bien que la jeunesse de Quiberon s'occupe ailleurs que dans cette industrie si fragile. Au conseil général, dont il est vice-président, il milite en faveur de l'implantation d'une zone industrielle qu'il appelle, par euphémisme, un « parc » industriel, et qui permettrait de créer des emplois. Car, pour l'instant, ceux qui veulent rester sur la presqu'île en sont réduits à ne travailler que dans le secteur du tourisme. Les frères Bobet s'occupent d'ailleurs d'être le plus gros employeur de Quiberon, avec près de trois cents salariés dans leur ensemble thalassothérapique.

#### Eviter les excès

Pourtant les contraintes géographiques, l'exiguïté même de la presqu'île, font ressortir mieux qu'ailleurs ce que pourrait avoir de pernicieux pour la vie locale une activité économique trop exclusivement dépendante du tourisme. La nécessité d'une action ferme et soutenue se fait plus que jamais sentir. Pour éviter les excès saisonniers de la surpopulation et les déséquilibres qu'ils entraînent, que feront les gens du pays qui jusqu'à présent le tourisme est tombé comme une pluie bienfaisante ?

Lorsqu'on voit sur les plages de la côte Sauvage les touristes barboter sous les panneaux de « baignades interdites », n'est-ce pas la preuve qu'ils sont devenus économes trop exclusivement dépendants du tourisme. La nécessité d'une action ferme et soutenue se fait plus que jamais sentir.

Le tourisme, c'était bien sûr la plus facile des reconversions. Les agriculteurs ont donc vendu leurs « landiers » pour qu'on y construise des résidences secondaires, les pêcheurs sont partis, ou bien ils sont devenus des marchands d'articles de pêche et peu à peu, les maisons « d'époque » ont disparu dans le paysage derrière les maisons « de style ». « C'était le calme ici, dit encore M. Deboos, c'est toujours tranquille l'hipper, mais toutes ces maisons fermées sont bien tristes. Pour l'instant, notre existence est ici, la pêche c'est dur, mais nous avons l'impression de vivre pleinement. Pourtant, quand nous aurons l'âge de la retraite, nous nous installerons ailleurs, dans un endroit plus sauvage. A moins... à moins que d'ici là les touristes ne s'en soient allés. C'est bien arrivé avec les sardines ! »

CHRISTIAN COLOMBANI.

### BRIGHTON

**« L**OVELY day again, isn't it ? », dit la vieille dame en souriant gentiment de toutes ses dents de porcelaine. A Brighton, en effet, c'est le grand beau temps. Fagades blanches, éclatantes de soleil. A la sortie de la gare, les maisons descendent la grande rue en rang serré bow-window contre bow-window vers un trait bleu pâle : la mer.

La mer à une heure de train de Londres. Brighton est bien située pour les Anglais et pour les étrangers : Newhaven, d'où l'on débarque du continent, est à 14 kilomètres, l'aéroport de Gatwick à une demi-heure par le rail. Brighton, c'est la mer, mais avec beaucoup d'atouts en plus.

Du village de pêcheurs, ce Brightonstone du dix-huitième siècle qui devint Brighton, il reste, dans la ville basse, un dédale de ruelles réservées aux pêcheurs : les « lanes ». Elles prennent naissance dans Shipstreet, un nom tout indiqué pour ce quartier de marins. Allées étroites bordées d'antiquaires. Enseignes noires où les noms brillent en lettres gothiques dorées. Porcelaines, objets en cuivre, argenterie, bijoux. Beaucoup de petits restaurants propres et sains comme des boutiques de diététique.

Une grande église blanche à fronton et à réchamps bleu fait le coin d'une rue.

Les pêcheurs de moules et de coques hissent leurs barques sur la plage jusqu'à ce jour de 1754 où Richard Russell, un médecin, recommanda la mer pour guérir les affections glandulaires. Brighton ville thérapeutique était née. On organisait les bains. Des cabines tirées par des chevaux étaient roulées dans l'eau. Baigneurs et plongeurs professionnels précipitaient dans les vagues les crustacés vêtus d'une longue robe.

#### Baibes « meringuées »

Un dimanche de septembre 1793, un visiteur de marque, qui souffre de ganglions dans le cou, tente, lui aussi, les méthodes préconisées par le docteur Russell. Ce curiste n'est autre que George Augustus Frederick, prince de Galles et fils du roi George III. Brighton séduisit le futur régent, un homme de goût qui aime le faste. Celui qui sera surnommé le « prince des plaisirs » épouse en secret une jeune veuve catholique, Mrs Fitzherbert, et se fait construire par Henry Holland une villa dans le style palladien, toute entourée de roses, et qui a vue sur la mer. Quelques années plus tard, un autre architecte, John Nash, transformera la villa en « pavillon royal », la plus luxueuse des demeures de la ville. Une nuit que l'on puisse voir se déployer sur une pelouse verte et

## Souvenirs d'outre-Manche...

sous un ciel généralement gris, « l'éléphant de l'architecture » : la formule de l'écrivain J.B. Priestley décrit à merveille le pavillon blanc et vert pâle. Baibes « meringuées », forêts de lanternes rappelant les minarets, arceaux mauresques des dentelles de zinc imitant les moucharabiehs : cette folie ne fut pas à tout le monde. Hazelett, dans ses *Notes de voyage*, n'y voit qu'« une succession de ci-trouilles et de poteries ». L'intérieur du palais, tout aussi somptueux, s'abandonne à la mode des chinoiserie. Maxilaria, les chaises, clochettes d'or, pagodes de porcelaine, mobilier de bambou Regency, ornement salons et pièces d'apparat.

Fait remarquable pour l'époque — le pavillon a été construit de 1815 à 1822 — la rampe de l'escalier, qui reproduit des motifs de bambou, est en fonte. Autre sujet d'admiration architecturale, autre exploit des « ingénieurs », la domes à l'armature de fer des écuries. William Forden les construisit sur le modèle de la Halle au blé de Paris, œuvre de François Belanger.

Après sa période royale, où elle éclipsa même Bath, l'élégante ville d'eau du dix-huitième siècle, Brighton eut son époque victorienne. Triomphe de l'architecture balnéaire que l'on retrouve à Southend, à Blackpool et un peu partout en Europe jusqu'aux rivages de la mer Noire.

Pour l'amusement des foules contemporaines, Brighton a imaginé deux palais sur deux longues jetées, qui s'avancent profondément dans la mer. De loin, c'est une succession de domes aux allures de sarras couronnées par des diadèmes, la nuit, se mettent à briller. Le West Pier est fermée : l'entretien de ces « usines à loisirs » coûte très cher. A l'entrée payante du Palace Pier, s'vra Penthievre, voyante et

« palmiste », lit l'avenir dans la paume des mains. Le « Palais » propose des machines à sous, des autos-lampommes, un train fantôme et des bazars où l'on vend des objets en verre et des coquillages. On peut déguster des beignets, de la barbe à papa, des *fish and chips* et des moules. Comme de telles images, ne pas se persuader que la station est à l'heure d'un choix ? Tout avoir et ne rien perdre, serait-ce là-bas possible ?

« Us » ne sont pas encore arrivés. « Ils », ce sont les jeunes Français qui, chaque été, prennent possession de Brighton. Trois écoles de langues accueillent pendant toute l'année quinze mille étudiants de tous les pays. On raconte que les retraités qui viennent s'établir ici prévoient dans le plan de leur cottage la chambre pour le jeune hôte étranger.

#### Célébre rocher

Brighton se met à l'heure de l'Europe et sans lésiner. Un centre des congrès est en construction à côté du Grand Hôtel sur le boulevard de la Mer. Il abritera, notamment, une salle de conférences de cinq mille places, où huit langues pourront être traduites en simultané. Des équipements sportifs (tennis, athlétisme) permettront d'accueillir diverses compétitions. L'ouverture est prévue pour l'été 1977. Au-delà de Brighton Rock, le rocher rendu célèbre par un roman de Graham Greene, un projet encore plus grand, grandiose, sort maintenant de la mer de façon très visible. Il s'agit d'une marina qui a fait couler beaucoup d'encre, et qui abritera deux mille bateaux de plaisance

sur cette côte réputée dangereuse. La première embarcation pourra venir mouiller dès l'automne 1977. Dans une tranche ultérieure, huit cents appartements et un hôtel de cinq cents chambres seront construits.

Des lames où retentissent les pas des promeneurs, un pavillon oriental surplombant sous un ciel anglais, de grands squares blancs à balcons noirs, exemples parfaits de l'urbanisme Regency et victorien : Brighton a beaucoup à offrir aux touristes. Au bout de chaque rue, on retrouve un trait bleu pâle la mer. Et les monnaies survolent la ville en criant.

FLORENCE BRETON.

\* De Paris (gare du Nord) à Brighton, Flèche d'argent (800er Arrow), propose dans chaque sens trois liaisons par jour combinant le train et l'avion via Le Touquet et Gatwick. Premier départ à 7 h 57, arrivée à 11 h 35 (heure locale). Prix du billet aller : 241 F, aller et retour : 422,50 F.

### DÉCOUVREZ jst

l'Egypte  
c'est aussi les Egyptiens

3 semaines  
2.550 F

Nombreuses autres possibilités.

jst CHAQUE RECHERCHE DE L'AUTENTIQUE DANS LE VOYAGE

JEUNES SANS FRONTIERE

Je désire recevoir votre brochure gratuite ETE 76 et vous prie de me l'adresser :

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

## L'ANTI-CLUB

Nos petits groupes de 15 personnes maximum vous permettent de découvrir en profondeur

### L'AFGHANISTAN

La vie des steppes 20j. 3.980 F  
Sur les pas des Kouchis 18j. 4.680 F  
La route du centre 22j. 4.970 F  
Du Khyber à l'Indus millénaire (Pakistan) 20j. 5.420 F

### AIR ALLIANCE

4, rue de l'Échelle - 75001 Paris  
2 bis, rue de Valenciennes - 75008 Paris  
Tél : 266 74 93 & 44 69 - 325 76 25  
ou chez votre agent de voyages

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code Postal : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_  
Je désire recevoir gratuitement votre brochure. L.A. 744

**5 siècles fastueux...**  
**SPECTACLE**  
**CHATEAU DU LUDE**  
du 3 juin au 5 septembre  
le Lude-Sarthe (pays de la Loire)  
Juin-Juillet 22h30  
Août-Sept 22h

**vivez une semaine**  
**EN ROULOTTE**  
sur les chemins du  
**PÉRIGORD et de BRETAGNE**

- des vacances insolites en famille
- roulotte équipée pour 4 personnes (cuisine et couchage),
- avoine et assurance comprise

la semaine-roulotte **1500F**

**CHEVAL VOYAGE**  
8, rue de Milan, 75009 Paris  
Tél. 526.60.80 - 280.04.96  
licence A880

encore quelques places disponibles fin août et septembre

**PARIS - ATHÈNES - CHYPRE**  
ORLY direct LARNACA  
A.R. tous les samedi  
en DC9 Cyprus Airways

Consultez votre Agent de Voyages au 225 22 99

**TOURISME**  
**HOTELS RECOMMANDÉS**

**Côte d'Azur**

**PREJUS PLAGE**  
IL ETAIT UNE FOIS... N.N. Boulevard  
Frédéric-Mistral - Tél. : 86-33-63.

**VILLEFRANCHE-SUR-MER**  
Mapotel WELCOME, bord de mer.  
Tél. 470281 - Tél. : (33) 80-70-26.

**Mer**

**CAP-D'AGDE 34300**  
Languedoc  
Hôtel « LE SABLEHOTEL »... N.N.  
En bord de Plage - 2 piscines privées.  
Promenades en pèlerine  
sur le Canal du Midi.  
Vols - Animation permanente.  
Téléph. : (37) 94-13-17.

**OUST (Ariège, Pyrénées)**  
Hostellerie de la Poste... « Relais  
gastonomique ». T. 2, vous propose  
ses séjours touristiques et gastronomiques.  
Altitude 500 m. Situé entre  
Lourdes-Andorre.

**Montagne**

**ALPES DU SUD LE SAUZE 04400**  
Hôtel LE DASHU... N.N. Alt. 1400 m.  
Piscine chauffée, Tennis privé, Sauna.  
Calme. Excursions accompagnées. Tél.  
(83) 81-05-58.

**Province**

**BORDEAUX**  
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX  
... N. App. calme, 49 à 78 F. T.T.C.  
Centre d'affaires et spectacles.  
2, place de la Comédie - BORDEAUX  
Garage gratuit - Tél. : 52.64.03 à 06.

**Suisse**

**AROBA (Grisons)**  
SPORTHOTEL VALSANA, 1<sup>re</sup> Classe.  
Tlx 74212. Une semaine de tennis dès  
700 F.P. + piscine

**C.E. - 3963 CRANS-MONTANA**  
Hôtel BEAU-SITE. Tél. 1941-57-41 33 12  
Ambiance familiale. Cuisine soignée.  
Petit bar-lit. Prix modérés. Jardin.

**Châteaux - Hôtels**  
**indépendants**  
**Val de Loire**

**45140 ORLÉANS (Loiret)**  
AUBERGE DE LA MONTESPAN...  
Tél. : (38) 88-12-07

**41120 OUCHAMPS (Loir-et-Cher)**  
RELAIS DES LANDES...  
Tél. : (38) 79-03-61

**37400 AMBOISE (Indre-et-Loire)**  
CHATEAU DE PRAY...  
Tél. : (35) 79-03-61

**37500 CHINON (Indre-et-Loire)**  
ROSTELLERIE GARGANTUA...  
Tél. : (47) 93-04-71

**Normandie**

**61230 GACE (Orne)**  
ROSTELLERIE LES CHAMPS...  
Tél. : (34) 35-51-45

**Bretagne**

**56410 ERDEVEN (Morbihan)**  
CHATEAU DE KERAYEON...  
Tél. : (97) 52-34-14.

**Tourisme**

**ÉTÉS CORSES**

**Q**UEL tourisme pour la Corse ? Une question toujours sans réponse au moment où s'ouvre la saison estivale qui, en raison des événements, semble avoir du mal à démarrer. Air Inter a déjà supprimé 46 vols entre le 28 juin et le 4 juillet (au départ de Paris, de Marseille et de Nice) vers Ajaccio, Bastia et Calvi, et envisage d'alléger son

programme d'été compte tenu de l'état des réservations. Les marchands de voyages de l'Europe brumeuse et froide n'ont d'autre objectif que de « vendre du soleil » à bon prix et au plus grand nombre. D'où le développement, en Balagne et sur la côte orientale, de camps de vacances « les pieds dans l'eau ». Pourtant, beau-

coup d'insulaires refusent de se laisser ainsi « baladiser ». Il ne leur dit rien d'accueillir des baigneurs qui leur tournent délibérément le dos. Le directeur d'un camp de naturisme et le patron d'un hôtel de montagne expriment, ci-dessous, ces deux manières de « penser » le tourisme. **JACQUES DE BARRIN.**

**Allemands au bord de l'eau**

**PLEIN SOLEIL**

**Q**U'EST-CE qui fait donc courir les Allemands en Corse ? « L'été n'est qu'une heure de soi chez nous », répond M. Norbert Bihler, directeur du camp naturiste Consciana, installé à Albiro, sur la côte orientale. Vous préférez les longues plages de sable aux bords de mer rocheux. Et puis, tout près du littoral, il y a un arrière-pays montagneux, hospitalier et toujours vert. « Fait-il être plus précis ? « Si nous aimons tant venir ici, peut-être est-ce aussi le fruit du rapprochement franco-allemand : nous sommes en terre amie. »

Quelque six cents bungalows et villas éparpillés sur un domaine de 40 hectares. Né, en 1961, de l'initiative personnelle d'un chirurgien-dentiste d'Angsborg qui se cherchait ici un point de chute, Consciana ne désemplit pas à la belle saison. Une clientèle allemande à 80 % que lui envoient d'outre-Rhin, par avions complets, les « grands » du voyage : Nockermann, Trans Europe, Oboena.

Ces adeptes du soleil à tout crin sont d'abord venus là pour bronzer. Leur Q.G., c'est, en quel-que sorte, la plage : la mer devant soi, la Corse derrière. « Ne croyez quand même pas que nos clients n'en demandent pas davantage », précise M. Norbert Bihler. Ils font de la gymnastique, pratiquent les sports nautiques. Ils sortent du camp en moyenne une fois par semaine. « En somme, une récréation, un entracte. »

La vie du camp n'est pas très riche en distractions. « Pour se changer les idées, nos touristes fréquentent les petites auberges des environs », indique M. Norbert Bihler, conscient de la nécessité de mieux intégrer le club à son environnement. L'été, pour faire couleur locale, on place dans un coin du restaurant un gratteur de cordes. Cela ne va pas très loin. « Il nous manque un local pour organiser de vraies soirées corse. »

Il faudrait aussi que les sorties du camp ne ressemblent pas à des échappées, que les touristes se donnent le temps d'approfondir la Corse. L'idéal, M. Norbert Bihler en convient, serait de leur proposer des excursions de deux jours à l'intérieur de l'île. « Notre rôle est simplement de suggérer des idées

nouvelles à nos clients, de les y intéresser, mais nullement de les obliger. Si nous avons à leur égard un comportement trop autoritaire, ils ne reviendront plus. »

**Pas missionnaires...**

Pas question, en tout cas, que les touristes se mêlent de politique locale. « Ce n'est pas leur rôle ni leur souci », affirme M. Norbert Bihler. Ils viennent ici pour oublier leurs propres problèmes ; ils n'ont que faire des problèmes des autres. Qu'importe pour un Corse en croisière sur le Rhin de savoir où en sont nos rapports avec l'Allemagne de l'Est... »

Prudence : il faut éviter de tout mélanger. Chacun à sa place, chaque chose en son temps. « Ce qui se passe ici ne nous regarde pas », note M. Norbert Bihler. Nos missionnaires chargés, une fois rentrés chez eux, de prêcher les vertus de l'autonomie corse. L'homme d'affaires de Francfort, le médecin de Munich, veulent prendre le soleil. Un point c'est presque tout.

Le naturisme ne rapporterait-il donc rien à la Corse ? « C'est faux », rétorque M. Norbert Bihler, pendant la saison, l'emploi cinquante autocaristes sur un effectif de quatre-vingt personnes. L'an dernier, j'ai acheté dans l'île pour 3,5 millions de francs de marchandises diverses, contre 200 000 francs seulement sur le continent. Au supermarché voisin, tenu par un authentique insulaire, je laisse chaque année plus de 500 000 francs. Mais, compré-nes-moi bien, je ne vais pas me lancer dans des recherches géologiques pour savoir si mon vendeur est Corse depuis une, deux ou trois générations ! »

Cette année, la saison paraît s'annoncer mal. A qui la faute ? Les agences de voyages d'outre-Rhin feraient, semble-t-il, courir des bruits alarmistes sur la situation en Corse et dirigeraient d'office leurs clients vers la Côte d'Azur, la Sicile et la Grèce. « Il n'y a aucune mauvaise volonté de leur part », dit M. Norbert Bihler, ce ne serait pas leur intérêt de dégoûter les Allemands de venir ici, car ils ont des contrats à respecter et des colons à remplir. »

La vérité serait beaucoup plus simple : « Ce sont les touristes eux-mêmes, très sensibles au climat, qui ont choisi de faire, cet été, une infidélité à la Corse... »

**Randonneurs dans le maquis**

**PLEINS POUMONS**

**S**I seulement la Corse n'était pas entourée d'eau, les affaires marcheraient mieux ! Christian Lanor, patron de l'hôtel de la Paix, à Corte, — un deux étoiles nouvelles normes — fait ses comptes : un bon million de francs pour moderniser et agrandir son établissement. « Beaucoup d'argent dépensé pour de biens maigres résultats. »

On bute sans arrêt sur la question des transports. « Ce sont nos clients qui s'en plaignent », indique Christian Lanor. Ils souhaitent que la traversée de la Méditerranée soit plus facile et moins chère. On devrait prendre le bateau pour venir en Corse comme on prend le train pour monter à Paris. »

L'été, c'est souvent toute une aventure pour atteindre l'île : il faut réserver des mois à l'avance le passage de sa voiture sur le bateau ; il arrive aux car-ferries de tomber en panne. « Ce fut le cas, l'autre jour, pour la Corse, et le Fred-Scaramoni : plusieurs groupes qui devaient descendre chez moi se sont annulés », raconte Christian Lanor. Quant aux compagnies aériennes, elles programment des week-ends pour presque rien à Palma, à Tunis, à Venise. « La Corse passe à l'as. Pour bénéficier d'un tarif de faveur, Air Inter impose de coucher six nuits dans l'île ! »

Pour comble de malchance, l'hôtel de la Paix est à trois quarts d'heure de route de la plage. « L'été, l'hôtellerie de montagne est incapable de lutter avec l'hôtellerie du littoral », souligne Christian Lanor. Les touristes veulent avoir les pieds dans l'eau. Mon mois d'août, je le fais... au mois de mai, avec des circuits pour gens du troisième âge et des comités d'entreprise. Il y a beaucoup de « ponts » et de jours fériés, et le temps n'incite pas, encore à la baignade. Le reste de la saison, je tourne au ralenti. »

Ce ne sont pourtant pas les distractions qui manquent pour retenir des touristes quelques jours à Corte : randonnées pédestres dans les gorges de la Restonica, pêche à la truite dans le Tavignano, manifestations de l'université d'été. « Si les agences de voyages organisaient à l'intérieur de l'île des circuits de quarante-huit heures en autocar, au départ des villages de vacances du littoral, au lieu de bâcler des tours en une journée, ce serait déjà un progrès. Leurs clients — et donc les nôtres — auraient alors la possibilité de

découvrir, à tête reposée, la Corse de la montagne, c'est-à-dire la Corse authentique », remarque Christian Lanor.

Un premier pas : deux fois par semaine, de ses villages de Cargèse et de Sant'Ambraglio, le Club Méditerranée lui envoie des « gentils membres » qui ont consenti à « décrocher » de la plage pour faire une excursion-découverte de deux jours. La formule est nouvelle.

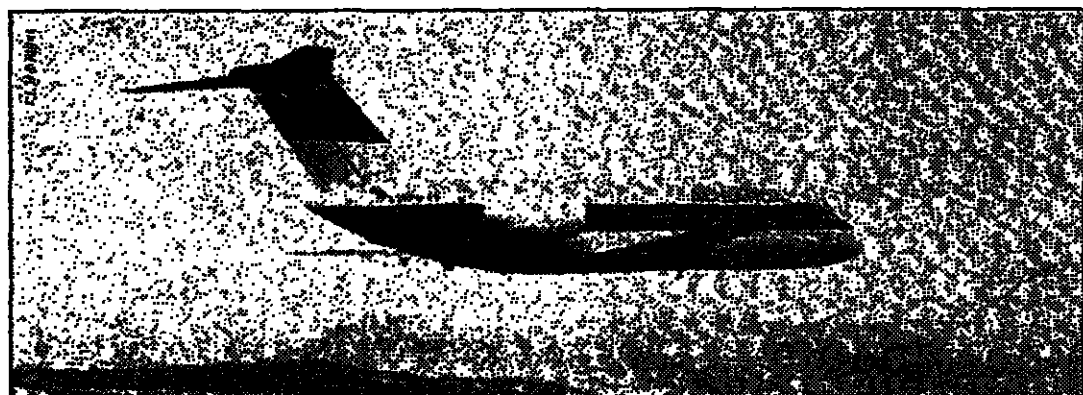
**Pas philanthrope...**

On en vient à parler politique. « On tombe souvent sur des gens qui ont envie de nous donner », dit Christian Lanor, qui ne cache pas ses sentiments autonomistes. « La plupart d'entre eux ont tendance à nous donner raison. Ce sont nos meilleurs clients. » Cela dit, aucune discrimination entre les touristes « motivés » et ceux qui ne le sont pas. « Je ne suis pas un philanthrope : j'ai trois enfants à nourrir et des traites à payer. »

Trop de vacanciers tournent délibérément le dos à la Corse. « Ils sortent de l'union, montent dans un car, vont dans un camp et, quinze jours ou trois semaines plus tard, retrouvent le même itinéraire en sens inverse. » Selon Christian Lanor, la solution idéale est bien de « parquer ces mauvais touristes sur le littoral » de peur qu'ils ne « polluent » l'intérieur de l'île. « D'un autre côté, on a besoin d'eux pour vivre. Une solution de ce genre obligerait à une sélection un peu arbitraire. Au demeurant, même parmi cette clientèle, on arrive à trouver des gens intéressants. »

M. Gilbert Trigano, patron du Club Méditerranée, avait-il lancé l'idée de construire des « villages » dans l'intérieur de l'île ? « Sur-tout pas », répond Christian Lanor, ce serait la mort certaine pour nous autres, hôteliers de montagne. Il nous ruinerait le peu de clientèle que nous avons ! Ce serait trop facile avec les moyens financiers dont il dispose. » A son avis, il faut arrêter la prolifération des camps de vacances et aider la petite hôtellerie familiale à s'organiser.

Pour l'heure, Christian Lanor constate une chute de 40 % de son chiffre d'affaires au mois de mai, son meilleur mois. Les événements y sont pour quelque chose. « Quelle idée d'avoir mis la procédure Edmond Simeoni au début de la saison touristique. Impardonnable ! Ils auraient pu y penser à Paris... »



**Alisarda crée 2 vols directs, pour relier la France à la Sardaigne et à la Costa Smeralda.**

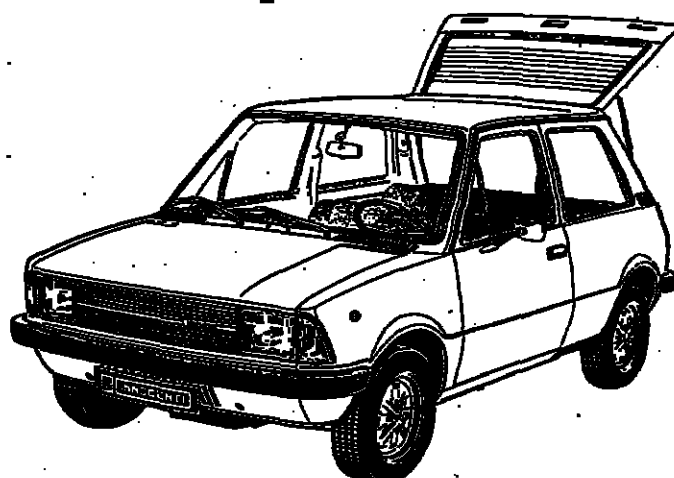
**Paris**  
Olbia/Costa Smeralda.  
A partir du 1<sup>er</sup> juin et jusqu'au 28 septembre, la Costa Smeralda et le nord-est de la Sardaigne ne sont plus qu'à 1 h 30 de Paris.  
Tous les mardis, un avion Alisarda quitte Le Bourget à 11 h 15 pour arriver à Olbia à 12 h 45 (Vol LT par Voyages Gallia). C'est le premier vol direct.

**Nice**  
Olbia/Costa Smeralda.  
Du 20 juin jusqu'au 19 septembre, un avion Alisarda quitte Nice, tous les jours sauf le mardi, à 16 h 30 pour arriver à Olbia à 17 h 40.  
C'est un vol régulier Alisarda, le deuxième vol direct pour se rendre dans « l'île sauvée du siècle ».

Voyages Gallia : 12, rue Anber-75009 Paris-Téléphone : 266.07.24-Télex : 220 768.

**ALISARDA**  
Ligne Aérienne de la Sardaigne.

**Innocenti: disponible sous 24 heures**



Innocenti existe en 2 modèles : 90 L 6 CV 17752 F et 120 L 7 CV 19452 F.  
Innocenti est une 3 portes de 3,12 m.  
Avec du style et du sens pratique, c'est la petite voiture des grandes vacances.  
Choisissez votre financement :  
Crédit ou Leasing  
20% comptant ou un premier versement de 1.775,20 F et  
1<sup>re</sup> traite après 3 mois 48 mensualités de 479,20 F en moyenne

\* prix clé en main au 23 février 1976 - essai et vente chez les 250 concessionnaires Austin en France. Leasing CGL - Crédit CGI

**Innocenti**  
**Leyland**  
Prestige TOTAL

كازمان النحل



## AMOUR DE CHYPRE

« L'A première fois qu'un Français va à Chypre, c'est sur les conseils d'un agent de voyages. Il y retourne toujours la saison suivante et, la troisième année, il possède même le numéro de la chambre d'hôtel. »

Un premier constat : d'un technicien des vacances qui démontre à quel point Chypre a « mordu » sur la clientèle française.

Il est vrai qu'il a tout pour plaire, ce petit morceau de terre de 9 251 kilomètres carrés qui pointe au large de la Turquie, distante de 64 kilomètres. Et ce paradoxe qui s'inscrit en tout : sa géographie, sa culture, même le caractère de ses habitants n'est pas le moindre de ses atouts.

Une terre peinte, blanche par la soleil, des oliviers jodés à l'ombre desquels s'endorment les moutons (la coutume veut ici que cela porte bonheur, et la le savent certainement), une mer qui méfie son nom de Méditerranée et, au détour d'une route... un gazon qui paraît pâlir la Normandie, une rangée de carrefours plantureux ou un champ d'orengers vigoureux. A Chypre, la terre a haussé les épaules et il en est resté deux chaînes de montagnes. Avec les barrages qui y sont installés et les rivières d'eau courante, les Chypriotes ont irrigué leur terre : la long des champs courent des dizaines de kilomètres de tuyaux.

La soleil et l'eau, il n'en faut pas plus pour amener au marché couvert de Nicosie des tomates qui débordent des assiettes et des concombres qui font immuablement songer aux biceps des lutteurs de force. La même jour, on y trouve des carottes et des pêches, des bananes et des raisins, sans parler de ce merveilleux yaourt au lait de brebis que l'on déguste ici, assés, en hors-d'œuvre. Dans les jardins des villes, les rosiers et les géraniums toisent les passants.

### L'estampille des invasions...

Paradoxe culturel aussi, Chypre la pacifique a choisi pour emblème une colombe, comme pour lutter contre le destin, car l'île a vu passer toutes les invasions et toutes les conquêtes. Depuis les Phéniciens, nous n'avons pu être tranquilles chez nous : affirme un Chypriote en soulignant qu'aujourd'hui encore sa position « privilégiée » fait d'elle un atout politique de taille, au point que les

habitants aujourd'hui ne peuvent envisager de résoudre seuls leurs difficultés.

Les invasions ont chacune, tour à tour, estampillé l'île. Les Éléophytes, premiers arrivés, ne sont pas demeurés longtemps seuls : les Hellènes s'y installèrent bientôt. Et si les Égyptiens et les Assyriens ne firent qu'y passer, se débarrasser des Perses-Phéniciens fut plus difficile. De cette lointaine époque, Chypre conserve des monuments « naturels ». La rocher rose d'Aphrodite, à Paphos, qui vit naître la déesse. Chaque année, au cours du festival d'Aphrodite, les jeunes gens venaient de tous les pays voisins « apprendre l'amour », comme disent aujourd'hui avec délicatesse les Chypriotes.

De l'occupation romaine, Chypre a conservé des temples, des théâtres et des mosaïques. Le château moyenâgeux de Kolossi est là, qui rappelle que Richard Cœur de Lion profita d'une halte forcée sur l'île, pour s'y marier, la conquérir et... de la rendre à un gentilhomme polonais, Guy de Lusignan, afin de financer sa guerre sainte. Ses descendants laissèrent sur l'île quelques cathédrales gothiques. Malgré l'intervention (toute littéraire) de Ronsard qui écrivit en 1571 son Vœu à Vénus pour aider Chypre contre l'armée du Turc, les Ottomans s'y installèrent et y bâtirent les mosquées. Enfin, l'apport architectural des Anglais, restés là de 1878 à 1960, fut plus modeste, puisqu'ils se contentèrent d'installer des cabines téléphoniques fondantement du plus étrange effet dans ce paysage méditerranéen.

Paradoxe est, enfin, le caractère des Chypriotes qui allient la résistance et l'accueil aux étrangers, et n'acquiescent les coutumes des autres que pour mieux affirmer les leurs. Les enfants d'Aphrodite sont aussi des gentlemen. L'opérateur poursuit ses clients dans la rue pour leur remettre quelques centimes, prix d'une cigarette de boutique, et la vieille femme ridée qui, sur le port de Limassol, offre aux passants des chiffons pulvés dans une calasse en carton, n'acceptera d'argent qu'en échangeant contre un de ses bouts de tissu.

Déjà surnommée « l'opulente » dans l'Antiquité, Chypre est bien décidée à mériter toujours ce surnom. A 8 heures du matin, lorsque Nicosie, coiffée de rose s'éveille au chant des coqs, ses habitants partent déjà au travail. Le « coup » de 1974 a été dur : plusieurs dizaines de milliers de Chypriotes grecs chassés du nord de l'île ont envahi le sud. Depuis, chaque habitant abandonne 25 % de son salaire pour les aider ; la majeure partie d'entre eux ont trouvé du travail, et l'île est transformée en chantier jusqu'à ce qu'il soit bien les relouer.

En revanche, l'infrastructure hôtelière est plus longue à remettre sur pied. En 1973, quatre cent trente mille visiteurs étaient venus à Chypre, apportant 25 mil-

lions de livres dans les caisses de l'Etat. Les Turcs sont aujourd'hui installés au nord, qui « détiennent » 75 % de l'équipement hôtelier chypriote, pulque l'effort des responsables avait principalement porté jusqu'ici sur deux villes, Kyrenia et Famagouste.

« Le tourisme est depuis le Festival d'Aphrodite une des industries principales de Chypre qui convient à notre hospitalité », dit le vice-président de l'Office chypriote. En 1973, l'île avait accueilli un nombre de visiteurs comparable à celui de sa population. « Mais le tourisme chypriote doit être de qualité. Nous avons limité la hauteur et la dimension des hôtels, créé sept écoles de tourisme. Nos directeurs ont fait leurs études dans les écoles hôtelières à l'étranger, lorsque les nôtres n'existaient pas, ainsi que des stages en Suisse. Nous ne voulons pas accueillir cette année plus de cent mille personnes, car nous ne pourrions en recevoir plus sans que la qualité du service en souffre.

### « Tout vous aime ici... »

Une tradition d'accueil universelle n'empêche pas que l'on ait ses préférences. Et les Chypriotes ne cachent pas qu'ils aiment la France et que Paris a toujours été considéré ici comme le haut lieu de la perfection. A telle enseigne qu'un secrétaire colonial invité par ses supérieurs à justifier des retards répétés affirmait : « cours d'excuses ». De toute façon, cela se fait même à Paris. Le chef de service en fit si fort qu'il inscrivit à l'agenda rouge sur le dossier du secrétaire : « Affaire classée ». La TV propose des feuilletons français et même le « Tartuffe » de Molière. Le dimanche, lorsque les femmes s'installent sur le pas de leur porte pour s'y assourir, la tête contre le chambrant, les hommes, uniformément vêtus de chemises blanches et de pantalons noirs, le visage systématiquement barré d'une moustache, se réunissent au café et sortent leurs cartes pour faire une « belote » (prononcer « bulotte »).

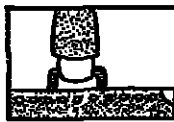
Les Chypriotes ne demandent pas à leurs visiteurs s'ils ont l'intention de revenir ; ce serait un manque de tact. Ils balayent simplement l'horizon d'un geste large et disent : « Tout vous aime ici... »

### MARIE-CHRISTINE ROBERT.

« Office de tourisme de Chypre, 6, rue de Valenciennes, 75005 Paris, tél. : 226-25-97. »

Parallèlement aux agences proposant des séjours à Chypre, dont le coût est d'environ 170 francs tout compris (Paris-Paris pour une semaine, dîner), il y a :

Voyages Rénovés, 36, rue des Plantes, 75014 Paris, tél. : 52-57-71. Air Vacances, 59, rue Saint-Lazare, 75008 Paris, tél. : 226-45-45. Codercourt, 10, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 742-55-55. Eurotours (Malia), 31, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 261-55-55. Six Fours, 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 261-55-55. France-Vacances, 2, rue de l'Étoile, 75001 Paris, tél. : 261-55-55. Jet Set, 122, rue d'Assas, 75006 Paris, tél. : 325-02-30. Paris-Athènes, 17, rue d'Antin, 75002 Paris, tél. : 742-22-70.



## Tourisme

### Au large de Sanary

## UN ARCHIPEL A SAUVER

C'EST par milliers que les estivants ont commencé à débarquer, comme chaque été, sur les îles des Embiez. A la barre de leurs embarcations, sur le pont des vedettes régulières, et même en franchissant les passes à gué, ils viennent chercher, dans cet archipel mouillé à quelques encablures de la commune de Six-Fours (Var), un reste de sauvagerie pour pimenter leurs vacances. Le site a quelque chose de miraculeux, sur cette côte varoise que le béton grignote chaque année davantage. Une demi-douzaine d'îlots, dentelés de crêtes et coiffés de végétation, sont plantés sur des hauts-fonds, où la vie marine est l'une des plus riches de la Côte d'Azur. Le paradis des pêcheurs, des nageurs solitaires et des plongeurs. Un paradis évidemment menacé. Deux des îlots, le Petit et le Grand-Gaou, appartenant à la commune de Six-Fours. Sur le premier, qu'une route a enchaîné au continent en 1956, un parking sauvage et deux restaurants sont déjà installés. Sur le second, qu'on peut atteindre par un gué, des caravanes se sont installées, se mutant lentement en cabanons.

### L'asphyxie et la mort...

Des chercheurs y mènent de passionnantes expériences pour le compte du CNEO. Ils tentent d'élever en six mois, en les suralimentant à l'aide de plancton végétal produit en laboratoire, des palourdes et des coques, qui, normalement, meurent deux ans à atteindre leur taille adulte. Les anciens marais salants et les hauts-fonds d'alentour font des Embiez l'un des rares points de la Côte d'Azur où l'aquaculture aurait une bonne chance de se développer.

Ces îles, qui appartenaient, jusqu'en 1956, à l'Etat, constituaient aussi un emplacement rêvé pour des camps de vacances, sous tente ou en légers bungalows, pour des écoles de voile et des centres de plongée. Paul Ricard a préféré y édifier un complexe touristique pour estivants fortunés, qui disposent d'un port de plaisance, d'une piscine chauffée, d'un hôtel de luxe et d'appartements à louer.

Autour des deux derniers îlots, le Petit et le Grand-Rouveau, propriétés de la marine nationale, les poissons étaient si abondants que les chasseurs sous-marins y organisaient, en 1970, leur championnat d'Europe. La ponction fut telle que les peuplements, qui n'ont pas cessé d'être barbelés

depuis, ne se sont pas encore reconstitués.

Enfin, entre l'archipel et le rivage, s'étend la lagune du Brus, profonde de moins de 1 mètre, et qui est tout à la fois une escale pour les oiseaux migrateurs, un puits de poisson et une nursery à poissons.

Or, depuis dix ans, elle est menacée d'envasement par des travaux d'aménagement qui la grignotent : une route a fermé l'une des passes par laquelle s'infiltrait un courant qui nettoyait la lagune. Un autre pertuis est en voie de comblement. Les bulldozers poussent sornellement des débris pour élargir des parkings au détriment du domaine public maritime. On parle d'agrandir le port de Six-Fours et il fut même question naguère de planter là une marina.

Les scientifiques sont inquiets. Le professeur Nardo Vicente, directeur du laboratoire de biologie marine à la faculté des sciences de Marseille, explique : « Tout aménagement nouveau — extension du port, route, bâtiments — tendrait à provoquer une asphyxie rapide de la lagune par envasement progressif. Ce serait la mort de ce milieu écologique. »

Aussi les scientifiques et les militants des associations de défense sont-ils passés à la contre-attaque. Ils ont demandé d'abord et d'urgence la réouverture de la passe entre la côte et l'île du Petit-Gaou. Il faut casser la route malencontreusement édifiée il y a vingt ans et la remplacer — si l'on veut vraiment — par un pont. Coût : 350 000 F. Le conseil général du Var a voté à cet effet un crédit de 120 000 F, et le conseil municipal de Six-Fours une subvention de 30 000 F. Mais personne, apparemment, n'a demandé le moindre complément à l'Etat.

C'est là que le docteur Bombard et le professeur Vicente vont plus loin : ils demandent la création d'une réserve naturelle de 600 hectares couvrant l'archipel des Embiez et les fonds avoisinants. Une authentique opération d'intérêt public, puisqu'elle sauverait l'un des plus beaux sites du Var.

MARC AMBROISE-RENDU.

## ÉTUDIANTS A L'ÉTRANGER

Sachez également profiter des RÉDUCTIONS et AVANTAGES auxquels vous avez droit. Ne partez pas à l'étranger sans vous munir de la CARTE INTERNATIONALE D'ÉTUDIANT, la carte qui actualise votre statut d'étudiant à l'étranger.

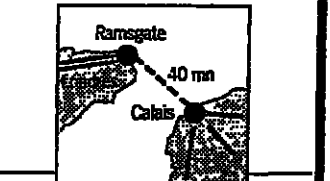
Demandez-la au T.E.J.  
85, bd Saint-Michel 75005 PARIS  
Tél. 325-49-72.

**5 PASSAGERS GRATUITS PAR VOITURE**

**Pour l'Angleterre prenez l'Hoverlloyd**

**180<sup>f</sup> Calais-Ramsgate**

- jusqu'à 20 vols par jour
- 40 minutes de traversée
- formalités accélérées à l'Hoverport
- autoroute directe jusqu'à Londres



**HOVERLLOYD**

Brochures, horaires et réservations :  
Agence de voyages et Hoverlloyd  
Paris : 723.73.05 - Calais : 34.67.10  
Bruxelles : 219.02.25



M. \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Desire recevoir gratuitement une brochure HOVERLLOYD.  
A retourner à Hoverlloyd  
Hoverport International - 62105 Calais  
Rue \_\_\_\_\_

**OTAVALO**  
2.500 m - 8.000 habitants  
131 km de Quito  
Un marché pittoresque le samedi.

**GUIDE DE L'ÉQUATEUR ET DES ÎLES GALAPAGOS**

Diffusion :  
**DÉCOUVERTE DU NOUVEAU MONDE**  
2, rue Mabilloy, PARIS (9)  
Tél. : 329-06-30 - 325-11-40.

**Voyage Culturel**

**L'IRLANDE**  
ILE DES SAINTS

Du 31 juillet au 14 août 1976  
avec M. l'abbé Pierre Bouffier,  
Directeur des Grands Itinéraires.  
Possibilités de chemins individuels.  
Renseignements et inscriptions :

**LES GRANDS ITINÉRAIRES DE BIBLE ET TERRE SAINTES**  
5, av. de l'Opéra - 75001 Paris  
Lic. d'Etat 308 A.

**L'AIR PUR DE LA MONTAGNE**

avec le Club de Val-d'Isère.

**IMAGES ET CONNAISSANCE de la MONTAGNE**

Des vacances actives et instructives à la découverte de la flore et de la faune dans le cadre des Parcs nationaux de la VANOISE et du GRAND-PARADIS.

**AUX SAFARIS PHOTO DE LA VANOISE**

Quelques titres du programme quotidien :

Initiation montagne - Affût marmottes - Vagabondage photographique dans les hameaux - Circuit botanique - Une journée sur l'alpage avec un Berger - Leçon de macro-photo - Observation avec jumelles et affût photographique des animaux du Parc - Un sentier balcon - Randonnée à travers les Parcs avec nuitée en refuge, etc.

Sept années d'expérience - Des guides : montagnards, naturalistes, moniteurs photo - Service d'hébergement hôtelier adapté. - Quatre refuges privés - Laboratoire noir et blanc - Prêt gratuit de matériel de photo et d'optique

**STAGES de 6 et 13 jours**

Renseignements et inscriptions :  
**CLUB IMAGES ET CONNAISSANCE DE LA MONTAGNE**  
B.P. 47 - 73150 VAL-D'ISÈRE - Tél. 06-00-03 (15-79)

Ne passez pas cet été entre  
**HYERES et le LAVANDOU**  
sans visiter

**La Galinette**  
(DOMAINE DE VALCROS)

une «terre promise» pour la maison de vos rêves :

- Terrains viabilisés • Un placement or... et verdure
- Crédit promoteur personnalisé.

«Entassement la Galinette-Société Beauval  
20, avenue des îles d'Or  
83400 Hyères  
Tél. : 04 63.55.28

Sur place :  
bureau de vente  
La Galinette - Domaine de Valcros - 83250 La Londe  
Les Maures.

**Innocent Loyland**

**Juliet-Août : Encore quelques places avec des réductions jusqu'à 70 % sur votre billet d'avion**

**NEW YORK 1590<sup>f</sup> ATHENES 790<sup>f</sup>**  
**MEXICO 2300<sup>f</sup> TUNISIE 730<sup>f</sup>**  
**BANGKOK 2450<sup>f</sup> CORSE 550<sup>f</sup>**

Vois Aller-Retour

**le point 85**

Voyages 85 / COR.LIC. A 891  
85 bd saint michel paris 5  
tel. 325.10.76, 033.05.30

**GRATUIT**  
\*brochure Voyages 85 76\*

Nom \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_





## Plaisirs de la table

## GRAND LARGE

EST-CE une légende, cette affirmation qu'en les auberges de bord de mer la marée revient en droite ligne de Rungis ? Est-ce une légende, ces propos assurant que les loupes de Méditerranée sont des bords de l'Atlantique débauchés ? Est-ce une légende, les fausses bouillabaisse, les cotidiens d'occasion, les chaudières à la sucrée, le saumon de l'Adour ou de Loire venu congelé du Canada ? Est-ce une légende, l'œuvre-boîte fournaise de sèches de poissons un peu partout, de Menton à la Normandie ?

En le plateau « passe-partout » des fruits de mer ? Faut-il y voir, comme l'assure le bon Paul Fort, « un attrape-vacances » ? Ce mélange, ce « blended » de arômes de chaque fruit d'une mer si riche en récolte est-il à proscrire, et ne serait-il pas meilleur de déguster une fois les huîtres à l'instant sorties de l'eau, une autre fois les crevettes encore chaudes de leur cuisson (les grises à la poêle, les roses au court-bouillon), une autre fois encore, les moules ou — ce qui est meilleur encore — les coques en légères mayonnaises ? Et à part, toujours, les homards dans leur magma, les langoustes tièdes en salade ! Sans oublier tourteaux ou araignées, meilleurs encore ! Quand je pense qu'au long des plages on servira tout cet été des langoustes Morvan ou des homards Thermidor !

Dans le récent *Gout et Millau se mettent à table*, à propos du homard Thermidor que les deux

compères veulent, comme moi, à la poubelle, je relève ce qui est, je crois, une erreur. Ils assurent que l'on doit ce mets ridicule à un cuisinier de l'école « Monte-Carlo-Jetée promenade », en 1900. C'est drôle. Mais le homard Thermidor, bien plutôt, est né à Paris, au restaurant Maître, et en 1894, de la pièce de Victorien Sardou, qui ne valait pas mieux que la recette ! Et encore, il ne s'agit point, comme ils disent, d'un « mélange de déchet moutarde », mais d'une sauce à la fois Bercy et Morvan, de sorte que, dits l'origine, la recette était trompée. Mais immangeable !

Je voudrais pourtant ne pas laisser le lecteur sur d'aussi tristes paroles et évoquer ici quelques adresses des bords de mer où le poisson est bon, frais, et traité par un cuisinier qui, oubliant ses écoles et qu'il est chef, respecte cette cuisine de fil du rasoir. Car tout est là, et sans aller jusqu'au « rose à l'arête » qui fait partie des dadas du snobisme gourmand, du moins faut-il savoir que le poisson doit être juste cuit et qu'une seconde suffit à en faire une chair ou molle ou dure, cotonneuse et sans goût. Ou, plus exactement, au goût de 99 % des poissons que l'on sert dans les restaurants !

Donc, au hasard de la plume et en partant des Flandres, voici, à Wimereux, l'*Asiatique* (tél. : 33-41-01), où M. Hamot, père et fils savent traiter les poissons

les plus humbles (qui sont les meilleurs) et les plus grands (terrine de turbot en gelée). Au Crotoy, notez *La Bale* (quai Léonard, tél. : 27-81-22) et l'imposante Mado Poncellet, aux soles non moins imposantes. Moins et homard grillé complètent le tableau piscico-marin.

A Pont-l'Évêque, voici *L'Aigle d'or* (rue de Vaucelles, tél. : 64-81-11), ancien relais de poste, où Mme Castelain mène ses trente-cinq convives (retenu), et sert de simples crevettes grises poêlées qui sont un poème valérien (la mer toujours recommandée...).

A Lannion, *La Porte de France* (rue Savidan, tél. : 35-04-07), nouveau couronné de l'Éléphant, où un jeune cuisinier, Louis Le Roy, unit poissons et crustacés « au naturel », en papillotes, à la vapeur, dans les algues. A Audierne, *Le Goyen* (place Simon, tél. : 70-08-88), et ses très frais fruits de mer.

## Sourire de baudroie

A la Rochelle, sur les pas de Simonon et de tant de ses personnages (dont le *Voyageur de la Toussaint* qui se régalaient des huîtres de la gosse Jaja), le bon Epallard prépare toujours son étouffée potée de poissons et sa salade de fruits de mer au *Vieux Port* (place de la Chaine, tél. : 41-06-08). Mais *Serge* (cours des Dames, tél. : 41-18-80), malgré son décor de Slavik, distille son pâté chaud de langoustines et, surtout, un gigot de lotte aux mojettes.

Venons-en à la Méditerranée. On a fêté à grand renfort d'attachés de presse l'anniversaire de la *Voile d'or* de Saint-Jean-Cap-Ferrat. Allez plutôt en face aux *Hirondelles* (av. Jean-Mermoz, tél. : 06-50-26), dont le boudoir et le boudoir sont succulents. Mme Venturino fait partie de l'A.R.C. et cuisine en « bonne » femme.

Michelin, Comus seul sait pourquoi, car les inspecteurs du guide ne doivent pas, eux, le savoir, qui ne savent pas grand-chose, Michelin, donc, a « volé » une étoile au cher Gernguy (à La Galère, Thénos, tél. : 38-98-71). Il s'agit d'un restaurant où la meilleure boudoir de baudroie de France, de Navarre — et du monde par-dessus le marché ! — la pêche a été bonne, vous autres des mojettes (sorte de merlans méditerranéens) chez l'ami Potier en sa *Reserve de Beaulieu* (tél. : 01-09-01), la plus belle et luxueuse maison de la Côte. Mais sa mousse de rascasse au chablis vaut aussi le voyage.

LA REYNIERE.

## JEUX D'AIGUILLES

LES moyens d'expression nouveaux, tels que les travaux manuels font un nombre croissant d'adeptes, si l'on en juge par l'ouverture de nombreux centres d'animation et l'édition de manuels destinés aux néophytes comme aux amateurs « avertis ».

Ainsi, le Centre national des arts de la laine vient-il de s'ouvrir, installé dans une ferme bretonne ancienne, à Méneac (Cher). Patrimoine par les principaux fabricants de fils à tricoter français, il est animé par une trentaine d'artisans pédagogues. Dès la rentrée, on pourra participer aux stages de tricot, de crochet, de tissage, de techniques de dentelles, etc. Cette formation est gratuite (sauf pour le gîte et le couvert) et est ouverte à tout le monde, aux particuliers comme aux enseignants à tous les niveaux, aux moniteurs des établissements d'enseignement, etc. En outre, le Centre se charge d'organiser des animations aux groupes structurés ou informels qui en feront la demande. En effet, le système de coopération adopté ici tient à la fois de celui des réunions organisées par la marque Tupperware et de l'Association pour la couture

personnelle, une formule qui devrait faire bouillir de neige à travers la France.

La troisième édition du *Guide des artisans et créateurs de France* vient enfin de paraître chez Robert Lafont, avec un répertoire régional. Son auteur, Gilbert Delahaye, lauréat de la Fondation de la vocation pour le tissage, l'a augmenté d'un dossier sur ce métier d'art, qui, avec la poterie, est le plus répandu en France.

Outre de très nombreuses adresses précieuses, on y trouvera une liste de stages ouverts chez les artisans. Poterie, arts graphiques, bijoux et émaux, bougies, cuir, filage, forge et dinanderie, marionnettes, peintures sur soie et tissu, photographie, reliure et cartonnage, orfèvrerie, teintures végétales, tissage et tapisserie, vitrail, verre soufflé, mosaïque, vannerie, etc., figurent dans cette liste. Ainsi, il devient possible de choisir, selon le lieu prévu pour ses vacances, l'activité artisanale qui attirera le plus.

NATHALIE MONT-SERVAN.

\* Secrétariat du Centre national des arts de la laine, 21, rue Cassette, 75006 Paris.  
\* Association pour la couture personnelle, 33, boulevard de Sébastopol, 75003 Paris.

## Mode



(Croquis de MARCO.)  
BEUNO : coupe au carré avec frange, demain repris du livre que le coiffeur de la rue des Saints-Pères vient de faire paraître aux éditions Solar. Sa technique astucieuse vous donnera une ligne bien droite qui bannira une zèle coiffée.

## BABY CHIC

Si vous aimez les tons doux des aquarelles illustrant les heures anglaises de Beatrix Potter pour habiller vos enfants, Suco-Pouce vous enchantera par la qualité de ses layettes en Liberty, du couffin-berceau au bavoir, sans oublier le nécessaire de toilette de bébé.

Tout est coordonné ici, de deux à douze ans : tee-shirts de coton (à partir de 24 F) avec bermudas rayés pour les garçons (88 F), jupes et robes pour les petites filles (à partir de 85 F). Vous y dénicherez enfin les chapeaux de coton blanc (à laver en machine, 29 F), les bonnets de « filasse » à grands bords pour les petites filles au teint fragile, et les chapeaux de paille à calotte ronde des écolières anglaises (de 45 F à 69 F). Toujours en matières naturelles, les sandales de toile blanche, ou de cuir, et les pantoufles de cuir en tons doux ou vif assurent le confort et la qualité de la mode enfantine classique d'outre-Manche (à partir de 52 F). — N. M.-S.

\* 68, rue de la Tour, 75018 Paris.

## Maison

## ÇA MONTE...

POUR aménager des chambres dans un grenier rendu habitable, l'installation d'un escalier fixe est indispensable. De même, une grange transformée est souvent d'une hauteur surprenante pour qu'on puisse y aménager une loggia, ce qui implique un moyen d'accès. Pour relier ainsi deux niveaux, la solution la plus pratique est l'acquisition d'un escalier à vis préfabriqué. Ces escaliers néo-classiques occupent un minimum de place au sol et s'adaptent à toutes les hauteurs, les marches s'enfilent, tels des « anneaux », sur un mât central.

Tous ces éléments préfabriqués en usine se montent sur place, avec le concours ou non d'un menuisier ou d'un serrurier. Si l'espace disponible le permet, on choisit des marches suffisamment longues pour que deux personnes puissent se croiser. Une rampe est recommandée pour la sécurité des enfants et le confort des personnes âgées. La stabilité de l'ensemble est assurée par une base, scellée au sol au niveau inférieur et par une marche palier, fixée au niveau supérieur.

## Bois ou métal ?

Dans les multiples fabrications nous avons choisi les modèles de formes les plus épurées ou modernes, qui s'adaptent aussi bien à l'architecture d'une maison ancienne que nouvellement construite.

En bois, un escalier à marches trapézoïdales s'inscrit dans un carré de 1,40 mètre de côté. Installé dans un angle de pièce, il peut se passer de rampe (Yseron, Roto-Frank, pour 3 mètres de hauteur : 3 235 francs en pin, ou 4 500 francs en sapin). En bête pontée (prêt à venir ou laqué), un escalier est encadré d'une rampe à balustres droits sur lesquels est posé un large bandeau d'algues fumé (Design, le décor stylisé, 12 000 francs pour 3 mètres de haut).

Les escaliers en métal ont une esthétique moderne mais assez forte pour s'intégrer partout. En fonte d'aluminium polie, un bel escalier à ses marches conçues pour être revêtues de moquette.

ou de plastique (Connanta, R.P.S., 1275 F hors taxes le mètre). Aluminium poli également pour un escalier qui peut s'agréger d'une rampe faite d'une feuille de bois cintrée (« Spirale », Roto-Frank, 7 920 F sans rampe pour 3 mètres de hauteur).

L'alliance de trois matériaux donne un élégant escalier dont le fût central, la rambarde et le main courante sont en métal, les marches en bois exotique et le garde-corps en Altuglas fumé (« Héliglas », Palco, 7 000 F hors taxes pour 2,80 mètres de hauteur).

Le plus original et le plus contemporain de lignes des escaliers hélicoïdaux est celui créé par Georges Ferrat. Il est réalisé en polyester auto-extinguible ; chaque élément marche-rambarde est une coque moulée, s'emboîtant par un plot dans la marche inférieure. Le noyau central est en acier et la surface des marches, en plastique, est grainée et donc antidérapante. La gamme des coloris est étendue, et il est possible d'avoir un escalier dans un dégradé de couleurs. (*Imagines Action*, 1 470 F hors taxes la marche de 18 centimètres de hauteur.)

JANY AUJAME.

\* Roto-Frank, 20, rue de La Rochelle, B.P. 151, 67000 Strasbourg Cedex ; à Paris, 80, rue du Descent-des-Berges, 75012.  
Le Décor stylisé, 14, rue Etienne-Dolot, 69006 Saint-Etienne.  
R.P.S., 161, avenue de la Dhuy, 93170 Bagnolet.  
Palco, 70, rue Amélie, 75011 Paris.  
Imagines-Action, 44, rue du Buisseau, 75018 Paris.

## ÉTABLIS DANS LE VENT

Les bricoleurs impénitents ne sauraient se contenter d'exercer leurs talents dans la maison. Michel Caron, journaliste spécialiste du bricolage, a pensé à tous ceux qui ont un jardin en écartant son dévolu à l'extérieur. Il leur explique — croquis et photos à l'appui — comment construire un coin de jeux pour les enfants ou un bassin. Ce qui suppose tout de même quelques notions de maçonnerie et de menuiserie. L'ouvrage au format fort (104 pages) d'un chapitre est consacré à l'électrique d'extérieur (trop souvent ignorée) et donne des conseils pour mettre en lumière parterres de fleurs et bouquets d'arbres.

J. A.  
\* Le Bricolage au féminin, collection « Le Livre de poche pratique », 7,50 F.

Marcel  
SOLDEBUR  
sa collection  
30 à 50 %  
138, Faubourg-St-Honoré (8<sup>e</sup>).  
tél. : Ely. 45.68

Dans le VILLAGE HISTORIQUE de GRIMAUD (près de St-TROPEZ)  
Vous retrouverez désormais au restaurant du KILAL GERARD VIE, des TROIS MARCHES de Versailles  
SA SALADE GOURMANDE  
SON CANARD AU CIDRE ET AU MIEL  
HOTEL • RESTAURANT  
Tél. (04) 43.20.02  
Tél. 470.280 - 83380 GRIMAUD

Rive gauche  
restaurant  
QUASIMODO  
033-63-60  
42, quai d'Orléans 75004 Paris  
Fermé les dimanche et lundi  
ouvert en juillet et août

au  
quai d'orsay  
actuellement fermé  
samedi et dimanche  
40, quai d'orsay, Paris 7<sup>e</sup> - tél. 571-53-52

SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUTS LES JOURS  
LE PETIT ZINC  
FRUITS DE MER, FOIE GRAS, VINS DE FRANCE  
DE FURSTENBERG  
Le Maniche  
25, rue de Buci - Paris 6<sup>e</sup>

LES TROIS TOURS  
Le restaurant de la Tour  
MAISON MONTMARTROISE  
17, rue de Valenciennes, 75019 Paris

Le chemin de la Rue des Ecoles est grand ouvert non seulement aux amateurs de cuisine italienne, mais aussi à ceux qui aiment l'ambiance, la fantaisie. Mario est italienne et fait rimer Tagliatelle et Colombino, Arlequin et Osso Buco, Taramelle et Antipasti. Cette Commedia dell'arte qu'est un repas, ici enchanter par sa simplicité. La simplicité des produits s'y ajoute. Retenez votre table à 326.83.59 et 326.83.29.

"Extrait d'un article de M. R. Courrière".  
MARIO  
Spécialité italienne de grande classe.  
7, rue des Ecoles, Paris 5<sup>e</sup>  
326.83.59. Fermé le jeudi

LE GALANT VERRE  
13, rue de Valenciennes, PARIS (7<sup>e</sup>)  
est ouvert Juillet-Août  
Réserv. 280-84-58

LES BELLES GOURMANDES  
cuisine à la carte de truffe, cordon de chervil régal  
(réserve Henri Fougere)  
5, rue Paul-Louis Courier (7<sup>e</sup>)  
54-00-00, service jusqu'à 22 h. 30.  
Fermé samedi et dimanche

Rive droite  
Lady L  
Déjeuners d'affaires Diners Soupers  
"HOMER HÔTEL, CUISINE SIMPLE ET FINE"  
(cuisine et service)  
Le Sir - Restaurant aux CHATELAINS MONTMARTROIS  
et MICHÈLE SIM  
4, rue Balzac (8<sup>e</sup>)  
Réservations : 225.21.95 et 92.99

LE TOTEM  
PANOGRAMA CINÉMA À PARIS - TERRASSE  
DEJEUNER - Dîner - REPAS D'AFFAIRES  
Menu de l'été - Fermé samedi  
PALAIS DE CHAILLOT - KLE. 90-49

Restaurant  
PIERRE  
A la Fontaine Gallion  
Grande cuisine  
de tradition française (forme d'im.)  
OPE. 57-44 - PLACE GALLION  
Parking

LES FRÈRES PERRAUDIN  
au Homard à la crème  
vous proposent leurs spécialités  
au Homard frais  
15, rue d'Antenneville (10<sup>e</sup>)  
7<sup>e</sup>dim. et lun. - 770-41-45

Environs de Paris  
Le Cygne  
22, av. de Paris, 94 Vincennes  
« La Patrouille aux Fourneaux »  
JARDIN D'ÉTÉ  
« LE RESTAURANT D'AFFAIRES DE L'EST PARISIEN », M. J. D'Am. - M. J. D'Am. - M. J. D'Am.  
329-83-96 - 7<sup>e</sup>dim. soir

## Cuisine 1

## RIVOLI ET ROSNY OUVERTS

Deux magasins d'exposition-vente de cuisines installées, comparables à ceux existant depuis peu dans quelques capitales étrangères, viennent d'ouvrir à l'enseigne « Cuisine 1 » au 37 de la rue de Rivoli (entre l'Hôtel de Ville et le Châtelet) et au Centre Commercial de Rosny 2<sup>e</sup>. Plusieurs marques nationales et internationales très célèbres — et d'autres qui le sont moins — d'équipements de mobilier (style, rustique, contemporain) ainsi que d'appareils intégrés (cuisson, froid, lavage, etc.) se trouvent ainsi, pour la première fois, présentés en ensembles, en permanence, en un seul lieu, sous une même enseigne.

Mais l'originalité des « Cuisine 1 » est encore plus profonde. Elle réside à la fois dans les critères retenus pour sélectionner — chez plus de 500 fabricants — les productions offertes et dans les moyens intellectuels et matériels mis en œuvre pour que chaque acheteur possède une cuisine telle qu'elle a raison de la vouloir : unique.

\* Tous les deux face aux Meubles Daniel

CALVITE?  
Calvite est la transplantation, il vous est recommandé de vous adresser à un spécialiste de la transplantation.  
ZENOGRAPH, la technique  
argente de transplantation bien connue est maintenant disponible en Allemagne. Pour recevoir tous renseignements gratuits et sans engagement, veuillez adresser le coupon sur une carte postale et nous l'envoyer.  
haar international  
4 Dusseldorf 1, Cantador Str. 12  
Allemagne  
LM 9/776

# SOCIÉTÉ

## LE CENT TRENTÉ HUITIÈME ANNIVERSAIRE DE LA LOI SUR LES ALIÉNÉS

### Le régime de la grande garderie

par FÉLIX GUATTARI (\*)

DEUX propositions de loi sur les libertés sont actuellement examinées par une commission spéciale de l'Assemblée nationale présidée par M. Edgar Faure : l'une émanant de MM. Foyer, Labbé, Chénou et Max Lejeune, et l'autre de l'ensemble des députés communistes. Les socialistes, pour leur part, qui ont lancé toute cette affaire, il y a plus de deux ans, en proposant l'ouverture d'un grand débat sur une « Charte des libertés », viennent de publier, sous forme d'un petit livre, le résultat des travaux de leur propre comité de réflexion sur ces questions (1). Dans chacun de ces rapports, quelques lignes (quelques pages pour le livre socialiste) sont consacrées aux problèmes de la délinquance des libérés individuels dans le domaine de la psychiatrie.

La trahison de ces prises de position, qui rend très relatives leurs différences sur des points secondaires, c'est qu'elles ne sortent pas du cadre juridique fixé par la loi du 30 juin 1838 sur les « aliénés ».

Etant données les implications politiques et sociales fondamentales de cette question du statut de la folie, il nous semble qu'elle mériterait beaucoup plus qu'un simple aménagement d'une vieille loi réactionnaire. Celle-ci, ne l'oublions pas, n'a pas seulement pour objet la définition des rôles impartis aux quatre personnes — le préfet, l'aliéniste, la famille et, loin derrière eux, le juge — qui ont leur mot à dire dans ces lamentables mascarades que sont les placements d'office et les placements dits « volontaires » (2). Sa fonction première est de fixer le statut juridique des « établissements publics consacrés aux aliénés », c'est-à-dire de légitimer l'existence d'espaces spéciaux de rélegation pour les fous.

(1) « Liberté, liberté » — Éditions du comité pour une charte des libertés animé par Robert Badinter. — Préface de François Mitterrand — Gallimard, 1976.

(2) « Volontaire » ne signifie pas que c'est le sujet qui demande le placement mais la famille ou les voisins.

Disons-le tout net, l'arbitraire va ici tellement de soi que la probabilité est à peu près nulle pour qu'un défaut de procédure puisse aboutir à sa mise à jour sur un plan juridique. Aussi, les célèbres affaires d'internement arbitraire ne sont-elles, le plus souvent, que des trompe-l'œil. Toute la psychiatrie actuelle, y compris ses formes les plus modernes, continue de baigner dans un climat d'arbitraire, et pas seulement du fait des psychiatres et de leurs nouveaux moyens — les camisoles chimiques, sociales, psychanalytiques — mais aussi en raison des pratiques de la police, de l'attitude des employeurs, des administrations, de la Sécurité sociale, qui ne respectent pas le secret médical (Présentons vous donc à un emploi après un arrêt de travail prolongé pour des raisons psychiatriques !)

C'est cette ségrégation sociale dans son ensemble qu'une loi sur les libertés devrait viser, et le croire que la seule mesure qui pourrait aujourd'hui trapper l'opinion et amorcer un changement en profondeur serait l'abrogation pure et simple de la loi de 1838. C'est le principe même d'une loi spéciale définissant le statut, les espaces et les tutelles d'une catégorie de la population qui doit être condamnée.

#### La psychiatrie sociale

Et pourquoi pas une loi pour les bagnes, les bagnes, les requins ou les gènes ? Mais, dira-t-on, ces gens-là ne sont pas dangereux... Mais où va-t-on chercher un danger spécifique à une forme de maladie ? Bien d'autres catégories de population sont proportionnellement beaucoup plus dangereuses que celle qu'on appelle les « fous » — par exemple, les employés du bâtiment ou les automobilistes ! Accepter comme allant de soi l'existence d'une loi ségrégative à l'égard des « malades mentaux » ne peut que renforcer toutes les formes de racisme dont sont victimes les jeunes, les femmes, les immigrés, les minorités sexuelles de toute nature, etc. Au niveau incoherent, une loi peut par-

faillamment en cacher et en préparer d'autres : derrière une loi pour le « fou », et une autre pour les homosexuels, une loi pour les juifs, une loi pour les métèques, en attendant la mise en place d'équipements spécialisés pour des « solutions finales » d'un nouveau genre.

Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, dans un certain nombre de pays, les pouvoirs en place ont tendance à recourir de plus en plus fréquemment non seulement à l'internement psychiatrique mais aux traitements psychiatriques pour régler leur compte à des opposants politiques !

Ce qui est paradoxal, dans la situation actuelle, c'est que les porteurs des plus représentatifs de la psychiatrie moderne n'ont cessé de réclamer, durant ces dernières années, l'abrogation de la loi de 1838 et son remplacement, dans le cadre du code de la santé, par des dispositions réglementaires fixant, selon les termes du docteur Henri Ey, « le statut médico-social de la prophylaxie, de l'observation, des soins, de la post-cure et de l'observation des malades mentaux ». Ces psychiatres estiment, en effet, que le développement de la politique dite de secteur — qui consiste à prendre en charge la population d'un quartier ou d'une région à partir d'équipements extra-hospitaliers tels que les dispensaires d'hygiène mentale, les foyers, les ateliers protégés, les hôpitaux de jour, les soins à domicile, etc. — appelle la disparition des grandes forteresses psychiatriques et donc de la loi qui les institue.

La psychiatrie sociale souhaite en finir le plus vite possible avec l'ancien pouvoir des psychiatres aliénistes — toujours solidement implantés — parce qu'il ne fait que retarder une évolution qu'elle juge irréversible. (Dans plusieurs pays, par exemple dans certains États des États-Unis, les grands hôpitaux psychiatriques ont été fermés.) Mais où

les choses se compliquent, c'est qu'elle n'épargne plus les réformateurs aussi bien intentionnés qu'elle se proclament ! En demandant l'abrogation de son pouvoir de droit, le psychiatre moderne n'est-il pas en train de mettre la main sur des pouvoirs de fait beaucoup plus importants encore ?

Françoise Guilbert, dans un livre paru en 1974 sur ces questions (*Liberté individuelle et hospitalisation des malades mentaux*, Librairie technique, s'inquiète, à ce propos, du pouvoir exorbitant qui serait confié aux psychiatres au terme de l'abrogation de la loi de 1838 : ils auraient, dit-elle, « la possibilité d'hospitaliser un malade contre son gré alors même que personne, ni la famille ni l'administration, ne sollicite cette mesure, ou même lorsque la famille s'y oppose ».

A partir du moment où l'on confie la responsabilité à des médecins d'alléger la liberté d'un certain nombre de malades, aucun pouvoir judiciaire, a posteriori, ou a priori, comme le réclament les projets de loi actuels, ne pourra exercer un véritable contrôle puisque, par définition, il n'est pas en mesure d'apprécier la validité des critères « scientifiques » sur lesquels se fondent les décisions médicales. Et pourtant le problème du danger que font passer les aliénistes et la menace que fait courir le quadrillage systématique de la population par les « psy » de toute catégorie est un problème bien réel ! On le voit en particulier dans le domaine de l'enfance, où les placements dans des établissements spécialisés se multiplient à un rythme véritablement effrayant !

#### Les murs de l'asile

Cui est en mesure, aujourd'hui, de garantir ce type particulier de libertés menacées non plus seulement par des interventions du type « lettre de cachet » mais par des conditionnements psychologiques audio-visuels et chimiothérapeutiques qui, le plus souvent, sont acceptés passivement par ceux qui les subissent ? Certes, il n'est pas les juges, les avocats, les élus locaux ou les députés ! Seule une prise en charge directe par les intéressés eux-mêmes pourrait inverser l'évolution actuelle, qui tend au développement maximum de tous les moyens modernes d'aliénation. Manifestement il faudra bien en finir un jour ou l'autre avec l'hôpital psychiatrique et ses succédanés !

Mais qui sera en mesure de mener à bien une telle liquidation ? L'administration ? On ne peut, du jour au lendemain, en chasser des malades qui sont hospitalisés depuis des années et licencier les dizaines de milliers de personnes qui y travaillent ! Il appartient aux malades hospitalisés, aux familles, aux travailleurs de la santé mentale, aux médecins, aux syndicats, aux comités d'entreprise, aux associations culturelles, aux municipalités, etc., de prendre en charge collectivement ce type de problème. Actuellement, de nombreux hôpitaux psychiatriques français ont un

taux d'occupation très inférieur à leur capacité, ce qui a pour effet de gonfler artificiellement leurs prix de journée, tandis que d'autres ont de plus en plus tendance à se remplir de toutes sortes de catégories de population qui n'étaient pas du ressort traditionnel de la psychiatrie. Ce n'est pas encore le retour au grand renferment — dans les hôpitaux généraux du dix-septième siècle, décrit par Michel Foucault dans son *Histoire de la folie*, mais c'est déjà le régime de la Grande Garderie ! Pourquoi fermer les yeux sur cette nouvelle situation ? Des milliards ont été investis et continuent de l'être dans des équipements aujourd'hui ressentis comme intolérables, inutiles ou périlleux (voir l'exemple de l'hôpital psychiatrique des Mureaux vide aux 9/10). Plutôt que de les abandonner à des cadres juridiques répressifs hérités du dix-neuvième siècle, pourquoi ne pas les laisser suivre leur propre évolution ?

En fait, la garantie des personnes et la conduite des soins ne peuvent être assumées que par des équipes disposant librement des équipements qui leur sont confiés. La loi du 3 janvier 1960 a déjà défini, pour ce qui concerne les biens des « incapables majeurs », une législation qui dégage les malades mentaux de la loi de 1838. Alors, pourquoi en rester là ? Pourquoi ne pas en finir également avec cette loi elle-même en tant qu'elle continue d'assujettir des personnes et des institutions ? Les problèmes de santé mentale, avant de relever de spécialistes, de juristes et de pouvoirs administratifs, devraient dépendre de la collectivité en tant que telle.

Une loi évolutive sur les libertés devrait donc donner les moyens aux usagers de se constituer en nouveau pouvoir équilibrant ceux de l'État et ceux des diverses catégories socio-professionnelles concernées. Une activité de contrôle deviendrait alors inséparable d'autres activités de sensibilisation de l'opinion et de solidarité active. Des comités populaires d'hygiène mentale — mais le terme d'hygiène mentale est à rejeter, il appelle trop les associations de bienfaisance bourgeoises — ouverts, en tout premier lieu, à ceux qui sont le plus directement concernés, devraient être mis en mesure d'intervenir pour aider, sur tous les plans, les person-

nes en difficulté et pour surveiller et assister les équipes spécialisées — aussi bien à propos d'intervention d'urgence qu'au niveau de problèmes à plus long terme concernant, par exemple, des questions de travail, de reclassement professionnel, des relations de voisinage, de logement, etc. C'est donc vers une nouvelle forme d'organisation sociale que devraient être transférés les moyens, les crédits et les droits dans ce domaine, jusque-là trop secret, de la psychiatrie.

Certes, le danger existe que de tels comités de base se révèlent aussi répressifs que la famille, les voisins, les policiers de la loi de 1838 ou les technocrates de la sectorisation. Aussi les directions que nous indiquons ici ne prendraient-elles leur sens que dans la mesure où les forces de gauche, plutôt que de s'en tenir à de simples aménagements de la législation en vigueur, laisseraient se développer un mouvement populaire de prise en charge collective de ce type de problèmes.

En effet le choix tend à devenir inéluctable : ou la société trouvera ses propres moyens collectifs de « traitement » de problèmes mentaux, qu'elle ne cesse par ailleurs de créer, ou elle continuera de s'en remettre uniquement à des spécialistes et à des institutions spécialisées qui ne feront qu'aggraver son mal pour autant qu'il tient précisément, dans une très large mesure, à un recours permanent à des machines répressives pour aborder des questions essentielles de désir et de liberté.

(\*) Psychanalyste, administrateur de la clinique La Borde à Cour-Cheverny.

#### SOS-MATH

Établissement d'enseignement privé

● Cours de vacances DE LA 3<sup>e</sup> AUX TERMINALES

● Recyclage

MATH - PHYSIQUE

(entrée en 6<sup>e</sup>)

87, bd Saint-Michel (5<sup>e</sup>) 326-93-54 ou 326-75-75

# rendez-vous en septembre à Thessaloniki..

... pour une foire commerciale qui chaque année gagne en prestige dans le monde des affaires. Du 5 au 19 septembre, 4.000 exposants, importants, représentant plus de cinquante pays, vous proposeront leurs réalisations à la 41<sup>ème</sup> Foire Internationale de Thessaloniki. Compte tenu de sa position géographique, Thessaloniki, point de jonction de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, se trouve intimement liée au commerce international.

Des milliers de visiteurs de tous les coins du monde s'y réuniront pour affaires mais aussi pour se distraire. Venez-y aussi ! Durant ces deux semaines, vous verrez des nouveaux produits, vous échangerez des idées, vous établirez des nouvelles relations. Et n'oubliez pas qu'en venant à Thessaloniki, vous y trouverez toute l'hospitalité et la joie de vivre chère au peuple grec. Venez-y !

41<sup>st</sup>  
THESSALONIKI  
INTERNATIONAL  
TRADE FAIR  
5-19 SEPTEMBER, 1976

Official Carrier **OLYMPIC AIRWAYS**

Envoyez-moi S.V.P. gratuitement, la brochure illustrée.

Nom : \_\_\_\_\_

Prénoms : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Adresser ce coupon par la poste à : Foire Internationale de Thessaloniki, 1000 m<sup>2</sup> de Thessaloniki, Grèce ou au bureau local d'OLYMPIC AIRWAYS.

### A proximité de TOULON, deux exemples intéressants d'habitat sauvegardant l'environnement

Bénéficiant d'un climat particulièrement agréable, la région toulonnaise offre encore des possibilités immobilières intéressantes pour ceux qui veulent y vivre, y passer des vacances ou y investir. Certains promoteurs particuliers, fanaux de l'environnement, ont su remarquablement concilier les impératifs de l'habitat moderne avec la protection des sites.

A vos pieds, la rade de Toulon. Imaginez une pinède de 41 ha accrochée à flanc de colline. Pour compléter le tableau, au premier plan, la rade de Toulon développe l'entrelacs de ses presqu'îles et de ses caps carmés de bleu. Voici le décor planté. Une profusion de bleu — la mer, le ciel — et de vert — les pins, les oliviers centenaires —. Ça et là, cachées dans la verdure, quelques villas. De plain-pied ou agrémentées d'un étage, dans le style du pays bien sûr, elles n'occupent, lorsque le lotissement sera terminé, que 15 des 41 ha de la pinède.

**La Majourane**  
Villas avec jardin 1000 m<sup>2</sup> garage et cellier à partir de 485.000 F.  
Renseignements sur place (sauf le mercredi) Quartier des Rades - Toulon  
Tél. (16-84) 24.35.17

de la Majourane. Chaque villa a son terrain 1.000 m<sup>2</sup> ou plus, chacune a sa personnalité et son orientation propre. Quant au reste de la pinède, il conservera son aspect naturel, à peine altéré par les belles avenues qui le sillonnent. Mais, écoutez plutôt le promoteur. C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : « J'ai le culte, le respect des arbres. Aussi, tout a-t-il été fait pour les épargner malgré les nécessités du chantier. On a ébranché dans certains cas, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier. Dans les jardins, on a débroussaillé à la main pour ne rien bousculer. Ainsi, chacun, chez nous à la Majourane, aura trois avantages : une vue imprenable sur la rade de Toulon, des arbres à profusion et des finitions méticuleuses, vous pouvez m'en croire, j'y ai veillé personnellement. »

Il reste encore un choix complet de villas provençales, bien construites, très personnelles. Mais la vue du village-témoin vous en dira plus.

Le charme du petit port de Saint-Mandrier - Vous préférez un appartement ?

Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors la pinède Saint-Georges à Saint-Mandrier, sur une presqu'île jouxtant la rade de Toulon, semble avoir été conçue pour vous.

**la Pinède Saint-Georges**  
Appartements vendus clés en main. Possibilité de location. Renseignements sur place (7 jours sur 7) Saint-Mandrier (16-84) 24.37.03

Le port de plaisance est là, sous vos fenêtres. La vie joyeuse de Saint-Mandrier vous entoure et pourtant vous êtes au calme dans votre parc. Vous avez votre tennis, une vue imprenable, la tranquillité, en un mot tout ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne.

La seconde tranche de la pinède Saint-Georges est très avancée et l'appartement-témoin attend les visites. Pourquoi pas la vôtre ? Pour recevoir notre documentation gratuite, envoyez ce bon à SOGERIM 47 avenue Hoche - 75008 Paris LM 5 Tél. : 924.45.83

Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

محضان الأميل



# CARNET

# RADIO-TÉLÉVISION

VU

## JACQUES SALLEBERT AUX ÉTATS-UNIS POUR EUROPE 1

C'est M. Jacques Sallebert qui rendra compte « en journaliste » de la campagne et des élections américaines sur Europe 1. Tandis que M. Michel Jobert commentera et en spécialiste sur la même antenne les performances des hommes politiques engagés dans la course à la présidence (le Monde du 3 juin).

## TREBUQUES ET DÉBATS

— M. René Lenoir, secrétaire d'État à l'action sociale s'exprime à la « tribune libre » de FR3, à 19 h. 40.

## SAMEDI 10 JUILLET

— M. Pierre Mendès, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, Alain Guibert, responsable du comité d'organisation des Jeux olympiques, Guy Lignier, Guy Bourras et Gilles Goujon répondent à dix questions sur les Jeux olympiques pour France-Inter, à 10 heures.

— M. Pierre Salinger, en direct des États-Unis, est le rédacteur en chef du journal inattendu sur R.T.L. à 18 heures.

— M. Simon Vail, ministre de la santé, est interrogé par Hélène Vida sur Radio-Monte-Carlo, à 14 heures.

## ROME VILLE D'OMBRES

Il y a vraiment des moments où l'on s'ennuie, pendant les vacances, de n'avoir pas la couleur. Une émission sur Rome en noir et blanc, surtout quand elle est bonne, cela ne ressemble plus à rien. Si, au négatif du film réservé à ceux, les chanceux, qui peuvent s'offrir les orbes et les roses de la Piazza Navone. Gâté, dans les deux sens du mot peut-être, l'ail n'accommodé plus comme auparavant. Aujourd'hui, du rouge au violet, c'est au spectre solaire que s'accrochent le relief et la lumière. Le gris efface, aplatisse.

Bon, dire-t-on, mais forlèze, alors, prend la couleur. Si l'on voit moins, on entend mieux. Vrai, Jardi, sur Antenne 2, on écoute avec un intérêt sans doute déçu les historiens, les archéologues, responsables ou anciens élèves de l'école française de Rome, le professeur à la Sorbonne, le bibliothécaire de la sainte Église et l'académicien, à qui Pierre

CLAUDE SARRAUTE.

## VENDREDI 9 JUILLET

### CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « La Sainte Famille », d'A. Tardieu, avec D. Paturel, M. Vignon, H. Benoit, J. Colin, J. Marin, J. Luciani.

22 h. 30. Les musiciens dans la ville : le Festival d'Orange 1975 à 23 h. 15, Journal.

### CHAÎNE II : A2

20 h. 30 (R). Feuilleton : La juive du château Trompette, d'après Ponson du Terrail. Réal. Y. André, avec O. Versois ; 21 h. 40. Émission littéraire : Apostrophe, de B. Pivot.

### CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Magazine vendredi : Faits divers. Les difficultés quotidiennes des étudiants.

### FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie ; 20 h. 5. La musique et les hommes ; 21 h. 30. Triptyque pour Don Juan, par X. Delcourt, avec D. Besset, H. Pousseur, Michel Béro, J.-Y. Besset ; 22 h. 35. Entretien avec J. Lacarrière ; 23 h. De la nuit.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert ; 20 h. 30. Créations musicales ; 21 h. Festival d'art contemporain de Rouen, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction F. Meckel et G. Amy ; 21 h. 30. Mouvements (Hessop) ; 22 h. 30. Concerto pour Violoncelle, Adieu, B. Grisey, N. Enescu, Marco, par l'Orchestre des pays de la Loire, direction F. Serba ; 23 h. 30. Pour trois chœurs (G. Friedländer) ; 23 h. 30. Contraste ; Wagner et les chanteurs (chœurs) ; 24 h. Jazz forum en direct du Festival de Nice ; 24 h. En marge ; 1 h. Final.

## SAMEDI 10 JUILLET

### CHAÎNE I : TF1

De 12 h. à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 14 h. 25, Samedi est à vous ; 20 h. 30. Variétés : Des magiciens.

21 h. 35. Série : Regan ; 22 h. 35. Athlétisme : France-U.R.S.S. ; 23 h. 25, Journal.

### CHAÎNE II : A2

De 13 h. à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 15 h. 15, Le Tour de France cycliste ; 20 h. 30. Variétés : Des magiciens.

21 h. 35. Série : Regan ; 22 h. 35. Athlétisme : France-U.R.S.S. ; 23 h. 25, Journal.

### CHAÎNE III : FR3

De 9 h. 55 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 11 h. 10 et 17 h. la Revue navale et, à 15 h. 50, le Tour de France cycliste ; 20 h. 30 (R). Film : « Le Repos du guerrier », de R. Vadim (1962), avec B. Bardot.

22 h. 30. Leçon de musique : la clavicorde Hugues Dreyfus. (Prod. I.N.A.) ; 23 h. 10, Journal.

### CHAÎNE II : A2

De 12 h. à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 14 h. 5, un téléfilm : « Le Masque de Sheba » ; 20 h. 30. Variétés : La bande à Clodo (Claude François) ; 21 h. 40 (R). Les Forçats ; 22 h. 35. Spécial vacances : La clé sous la porte, à Épernay, réal. G. Sellman ; 23 h. 35, Journal.

### CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Magazine : Les visiteurs du diman-

## DIMANCHE 11 JUILLET

### CHAÎNE I : TF1

De 9 h. 55 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 11 h. 10 et 17 h. la Revue navale et, à 15 h. 50, le Tour de France cycliste ; 20 h. 30 (R). Film : « Le Repos du guerrier », de R. Vadim (1962), avec B. Bardot.

22 h. 30. Leçon de musique : la clavicorde Hugues Dreyfus. (Prod. I.N.A.) ; 23 h. 10, Journal.

### CHAÎNE II : A2

De 12 h. à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 14 h. 5, un téléfilm : « Le Masque de Sheba » ; 20 h. 30. Variétés : La bande à Clodo (Claude François) ; 21 h. 40 (R). Les Forçats ; 22 h. 35. Spécial vacances : La clé sous la porte, à Épernay, réal. G. Sellman ; 23 h. 35, Journal.

### CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Magazine : Les visiteurs du diman-

che soir, de J.-F. Khan et A. Sinclair ; 22 h. 30. Cinéma de minuit (cyrille Elia Kazan) : « Le Mur invisible », d'E. Kazan (1947), avec G. Peck, D. McGuire, J. Garfield, C. Holm.

Enquêtant à New-York sur l'antisémitisme, un journaliste californien se fait passer pour juif et découvre la routine ordinaire. Réal. Elia Kazan dans le film social et psychologique.

### FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie ; 20 h. 45. Atelier de création radiophonique ; 21 h. 30. Black and blue ; 23 h. 30. Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

14 h. La tribune des critiques de disques : Stéphane Symphonie (Maurice) ; 20 h. Wagner 1975, extraits de « Siegfried », avec L. Melchior, M. Loret, J. von Manowarda, F. Loider, « Des Rêves », avec S. Ornela et J. von Manowarda, extraits de « Götterdämmerung », avec R. Mayr ; 21 h. Échanges Internationaux de Radio-France, par l'Orchestre symphonique de Southwest, direction E. Bader, avec le pianiste T. Braun ; 22 h. 30. « Klänge der Nacht » (T. Kessler), « Premier Concerto pour piano et orchestre » (Bartók), « Symphonie no 1 en ut mineur » (Bruckner) ; 23 h. Leçon de musique.

## Receptions

— L'ambassadeur du Finlande et Mme Ralph Ruskell ont donné, lundi 5 juillet, une réception pour prendre congé des nombreux amis qu'ils ont en France à Paris depuis plus de six ans.

M. Ruskell, qui représentait son pays à l'O.C.D.E. depuis 1968, et qui avait été nommé directeur ambassadeur en France en juillet 1972, quittera Paris pour Helsinki. Malgré la surcharge d'un travail double, il a toujours réservé à tous ceux qui s'intéressent à son pays un accueil empreint d'une courtoisie élégante.

## Décès

— M. et Mme André Haymann, M. et Mme Robert Kahn, Mme Jeanne Kahn-Baummann et M. André Chaignon, M. et Mme Jeanne Kahn-Baummann, M. et Mme Alain Baummann, M. et Mme Paulette Cortier, M. Jean-Luc Haymann, Mlle Brigitte Kahn, Les familles Paroiss, Lazard, Haymann, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert KAHN, né Georges Jacob, survenu le 4 juillet 1976. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Laurent-sur-Mer (Calvados), le 12 juillet 1976, à 15 heures.

— M. et Mme André Haymann, M. et Mme Robert Kahn, Mme Jeanne Kahn-Baummann et M. André Chaignon, M. et Mme Jeanne Kahn-Baummann, M. et Mme Alain Baummann, M. et Mme Paulette Cortier, M. Jean-Luc Haymann, Mlle Brigitte Kahn, Les familles Paroiss, Lazard, Haymann, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert KAHN, né Georges Jacob, survenu le 4 juillet 1976. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet dans l'intimité familiale au cimetière Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M. et Mme Raymond Narmstein, M. Jean Narmstein, M. et Mme Serge Narmstein, Mlle Monique Narmstein, M. Michel Narmstein, Mlle petite-enfants, Les familles parentes et alliées, Mlle Carmen Franchi, Mlle Jeanne Dore, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond Narmstein, président honoraire de l'Union des dames de France, survenu le 7 juillet 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu







## FEUILLETON

NUMERO 8

## Un train d'or pour la Crimée

LONDRES. Août 1884. — Décidé à attaquer le train contenant la somme en or des troupes anglaises en Crimée, Edward Pierce a découvert que le président de la banque Huddleston & Bradford — qui détient l'une des clés ouvrant les coffres blindés — a de très fâcheuses habitudes.

## UN CAFÉ TRÈS SPORTIF

Le capitaine Jimmy Shaw, boxeur en retraite, dirigeait le plus fameux des cafés sportifs, le *Queen's Head*, dans la rue Windmill. Au soir du 10 août 1884, un visiteur non averti serait tombé sur un spectacle très particulier, car, bien que l'établissement fût particulièrement bas de plafond, enfumé et de dernier ordre, il était rempli de toutes sortes de gentlemen bien vêtus, conde à coude avec des camelots, des marchands ambulants, des terrassiers et d'autres individus issus de la plus basse classe sociale. Cependant, personne ne semblait s'en formaliser.

Presque tout le monde avait amené un chien. Il y en avait de toutes les sortes : bouledogues, terriers skye, terriers anglais bruns, et bédards variés. Certains étaient nichés dans les bras de leur propriétaire, d'autres étaient attachés à la barre métallique du comptoir. Tous les chiens étaient l'objet de discussions et examens passionnés. On les brandissait en l'air pour apprécier leur poids, on tâta leurs membres pour évaluer la solidité de leurs os, on ouvrait leurs mâchoires pour regarder leurs dents.

Jimmy Shaw, un homme solide, charpenté au nez cassé, allait et venait dans la salle en criant d'une voix forte : « Passez vos commandes, messieurs. » Au *Queen's Head*, les plus huppés buvaient du gin chaud sans se plaindre. En vérité, personne ne semblait le moins du monde remarquer l'environnement d'un mauvais goût criard. Personne non plus, d'ailleurs, ne semblait s'étonner

que la plupart des chiens portaient de profondes cicatrices sur la gueule, le corps et les membres. Et si l'on ne comprenait pas tout à fait la signification de cette enseigne, les habitués y étaient fin à 9 heures lorsque le capitaine Jimmy donnait l'ordre d'éclairer la fosse, et que la compagnie tout entière commençait à monter en file jusqu'à la salle du haut, chaque homme portant son chien et chaque homme laissant tomber un shilling dans la main d'un assistant avant de monter l'escalier.

Au premier étage du *Queen's Head* il n'y avait qu'une grande salle aussi basse de plafond que le rez-de-chaussée. La pièce était entièrement dépourvue de meubles. Il ne s'y trouvait que la fosse — arène circulaire de 1,80 mètre de diamètre, fermée par une palissade de planches de 1,30 mètre de haut. Le plancher de la fosse était chaque soir blanchi à la chaux. Quand les spectateurs arrivaient au second étage, leurs chiens représentaient aussitôt, vic, assaillant entre les bras de leurs propriétaires, aboyant vigoureusement et tirant sur leurs laisse. Le capitaine Jimmy dit d'une voix sévère : « Que ces messieurs fassent taire leurs luteurs. »

Il y eut bien quelques essais dans ce sens, mais sans grand succès, surtout quand fut apportée la première cage de rats.

A la vue des rats, les chiens aboyèrent et grognèrent furieusement. Le capitaine Jimmy balançait en l'air au-dessus de sa tête la cage aux barreaux rouillés. Elle contenait peut-être cinquante rats en train de folâtrer.

« Uniquement les plus beaux, annonça-t-il. Tous viennent de la campagne et il n'y a pas un seul rat d'élevage parmi eux. Qui veut essayer un rat ? »

A ce moment-là, plusieurs personnes s'avançaient dans la pièce étroite. Beaucoup se penchaient par-dessus la barrière de bois de la fosse. Chacun avait de l'argent en main, et les marchés allaient bon train. Par-dessus le tumulte général, une voix s'éleva à l'arrière.

« Je demande un essai à vingt. » Vingt de vos meilleurs pour mon chien.

— Peser le chien de Mr. T... »

dit le capitaine Jimmy, qui connaissait celui qui avait parlé. Les aides se précipitèrent et prirent le bouledogue des bras d'un gentleman défilé à la barbe grise. Ils pesèrent le chien. « Vingt-sept livres », crièrent-ils en rendant le chien à son propriétaire.

« Et voilà, messieurs », fit le capitaine Jimmy. « Le chien de Mr. T... pèse vingt-sept livres et il a demandé un essai à vingt rats. Quatre minutes, ça ira ? »

Mr. T... acquiesça de la tête. « Quatre minutes, messieurs. Les paris sont ouverts. Laissez passer Mr. T... »

L'homme à barbe grise s'avança jusqu'au bord de la fosse tout en berçant son chien dans ses bras. L'animal tacheté de blanc et noir montrait les dents aux rats qui lui faisaient face.

Mr. T... excitait son chien en grognant et grondant lui-même. « Montrez-les », dit Mr. T... L'aide ouvrit la cage et saisit les rats de sa main nue. C'était important, car cela prouvait que les rats étaient vraiment des animaux de la campagne et

Puis un rat lui saisit le nez et s'y cramponna de toutes ses forces : le chien ne pouvait se débarrasser du rat. Le chien se contorsionna, se libéra et s'élança vers les autres. Maintenant, il y avait six rats occis. Leurs corps gisaient sur le sol taché de sang de la fosse.

« Deux minutes de passées », cria le capitaine Jimmy. Le chien galopait autour de l'arène, poursuivant sa proie. La foule hurlait et tambourinait sur les planches de bois pour maintenir les animaux en état de frénésie. A un moment, Lover eut quatre rats agrippés à son visage et à son cou, mais il continua sa course en écrasant un cinquième rat entre ses fortes mâchoires. Au milieu de toute cette violente agitation, personne ne remarqua un autre gentleman à barbe rousse plein de dignité, qui se frayait un chemin à travers la salle pour arriver à côté de Mr. T... dont l'attention était entièrement absorbée par le chien.

« Trois minutes », cria le capitaine Jimmy.

Par MICHAEL CRICHTON

n'étaient porteurs d'aucune maladie. L'assistant sortit « vingt des plus beaux » et les jeta dans la fosse. Ils se mirent à galoper dans tous les sens, puis se rassemblèrent finalement dans un coin en une masse furibarde.

« Vous êtes prêt ? », demanda le capitaine Jimmy, en brandissant un chronomètre qu'il tenait à la main.

« Prêt », dit Mr. T... grognant et grondant pour exciter son chien.

« Une... deux... parties », cria le capitaine Jimmy, et Mr. T... lança son chien dans l'arène.

Mr. T... s'accroupit aussitôt jusqu'à avoir la tête au-dessus du rebord de bois, et, dans cette position, il encouragea son chien. Le chien s'élança sur la masse des rats, frappant de tous côtés, brisant les cours comme le vrai pur-sang sportif qu'il était. En un instant, il en tua trois ou quatre.

Le chien passait rapidement d'un corps nuvé à un autre.

Il y eut plusieurs grognements dans la foule. Trois minutes de passées, et seulement deux rats morts. Ceux qui étaient misés sur le chien de Mr. T... allaient perdre leur argent.

Mr. T... lui-même n'eut semblait pas un chien des yeux. Il aboyait, vociférait, se contorsionnait et se tortillait avec le chien. Il faisait claquer ses mâchoires et hurlait des ordres jusqu'à en être enroué.

« Stop », cria le capitaine Jimmy en balançant son chronomètre.

La foule soupira et la tension se relâcha. On retira Lover de l'arène : les trois rats restants furent prestement ramassés par les aides.

Le match contre les rats était terminé. Mr. T... avait perdu. « Un joli score », lui dit l'homme à barbe rousse en guise de consolation.

Le comportement de Mr. Trent à l'annexe de *Queen's Head*, sa

présence même dans un tel environnement, exigeait une explication. A priori, un président de banque, chrétien pratiquant, pilier d'une respectable communauté, ne penserait jamais à s'associer à des membres de niveau social inférieur.

Il y avait cependant quelques manifestations dans la société victorienne où les membres de toutes les classes se mélaient librement. Les événements sportifs venaient en tête avec la boxe, les courses de chevaux et, bien entendu, les combats d'animaux. Toutes ces activités étaient soit récréatives, soit nettement illégales, et leurs adhérents venaient de toutes les couches de la société avaient un intérêt commun qui leur permettait de passer sur cet échafaudement des conventions sociales.

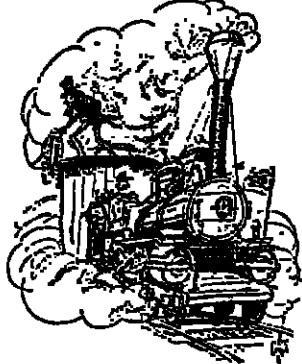
Et si Mr. Trent ne voyait aucune incohérence dans sa présence parmi les camelots et les colporteurs du niveau le plus bas, il est vrai aussi que ces camelots et colporteurs, d'habitude muets et mal à l'aise en présence des gentlemen, étaient tout à fait démunis lors de ces manifestations sportives. Ils riaient et poussaient du coude des hommes qu'ils n'auraient pas osé toucher en des circonstances ordinaires.

Les combats d'animaux étaient une forme de distraction recherchée dans toute l'Europe occidentale, depuis les temps médiévaux. Mais, dans l'Angleterre de l'époque victorienne, les combats d'animaux disparaurent rapidement, victimes de la législation et des changements de goût du public. A Londres, en 1854, il ne restait que trois sports animaux populaires, et tous trois concernaient les chiens.

Un de ces actifs supporters, Mr. T... se retira dans les salles du rez-de-chaussée pratiquement désertes. D'un geste au barman solitaire, il commanda un verre de gin pour lui et de la menthe poivrée pour son intérieur.

Mr. T... était en train de laver la gueule de son chien avec du peppermint, pour empêcher l'ulcération des plaies, lorsque l'homme à la barbe rousse descendit et dit :

« Puis-je prendre un verre avec vous ? »



« Bien sûr, répondit Mr. T... en continuant à soigner son chien. »

« Je vois que vous avez le goût du sport. »

« Et de la malchance », répliqua Mr. T... parlant fort aussi. Il déposa son chien à terre. « Lover n'était pas dans sa meilleure forme, ce soir. Quand elle est bien disposée, rien ne peut lui résister, mais parfois elle manque d'ardeur, fit Mr. T... avec un soupir de regret. »

« J'admire, dit le gentleman à la barbe rousse, l'homme capable de garder un luteur et de l'entraîner. On m'a offert l'autre jour encore un chien excellent, bien formé, presque un champion, avec des penchants de vrai luteur. Je n'ai pas pu l'acheter, car je n'ai pas le temps de m'occuper moi-même de cet animal. »

« C'est bien dommage, dit Mr. T... Quel était le prix demandé ? »

« Cinquante guinées. »

« Un prix très intéressant. »

« Et si vous le désirez, dit Pierce, je peux m'informer pour savoir si l'animal est encore disponible. »

« Vraiment ? Ce serait très aimable de votre part. »

Mr. T... eut soudain une idée. « Mais, si j'étais vous, je l'achèterais moi-même. Après tout, pendant que vous êtes au loin, votre femme pourrait enseigner aux serviteurs les soins à donner à la bête. »

« Je crains, répliqua l'homme à la barbe rousse, d'avoir trop consacré mon énergie, ces années passées, à résoudre des questions d'affaires. Je ne me suis jamais marié. Mais, naturellement, j'ai merais le faire, ajouta-t-il. »

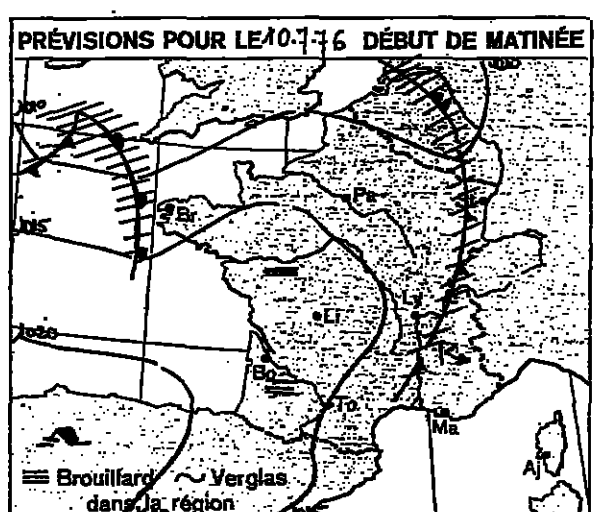
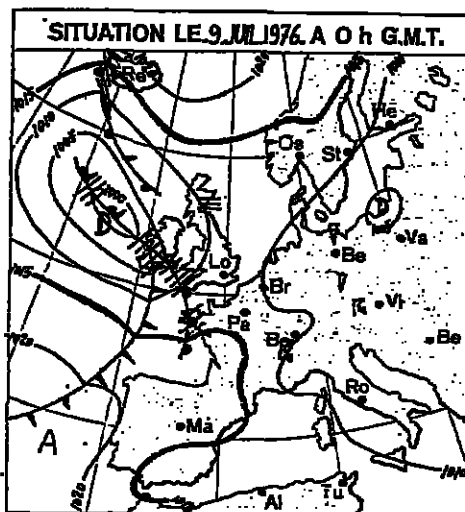
« Naturellement », dit Mr. T... avec une expression très particulière sur le visage.

(A suivre.)

(Copyright Fayard, « Le Monde ».)

## AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 9 juillet à 9 heures et le samedi 10 juillet à 24 heures :

La perturbation, qui touchait vendredi matin l'ouest de la France, traversera tout notre pays en prenant localement un caractère orageux. Une autre perturbation venant de l'Atlantique s'approchera de l'Europe elle-même en partie d'ouest, vers les îles Britanniques et d'ailleurs, que nos régions du Nord-Ouest. Samedi 10 juillet, des orages orageux se produiront encore sur les Alpes, le Sud-Est et la Corse, mais de larges éclaircies se développeront en fin de journée.

Sur le reste de la France, la météo sera nuageuse et souvent brumeuse. Dans la journée, les nuages resteront abondants de la Bretagne au Cotentin, et ils donneront quelques faibles pluies intermittentes, tandis qu'ailleurs de belles éclaircies se développeront. Les vents seront assez forts de nord à nord-ouest, dans le Midi méditerranéen ; modérés, d'ouest à sud-ouest près de la Manche, faibles ailleurs.

Les températures maximales s'élevaient un peu dans les régions de l'intérieur, principalement au sud de la Loire.

Vendredi 9 juillet, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1018 millibars, soit 759,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Alençon, 25 et 18 degrés ; Biarritz, 23 et 16 ; Bordeaux, 28 et 15 ; Caen, 25 et 17 ; Clermont, 22 et 14 ; Dijon, 24 et 12 ; Lille, 31 et 13 ; Lyon, 26 et 18 ; Marseille, 30 et 21 ; Nancy, 31 et 19 ; Nantes, 24 et 18 ; Nice, 26 et 19 ; Paris-Le Bourget, 28 et 14 ; Perpignan, 31 et 20 ; Rennes, 28 et 16 ; Strasbourg, 31 et 15 ; Tours, 28 et 13 ; Toulouse, 28 et 14 ; Poitiers-Migné, 31 et 21 ; Valenciennes, 28 et 17 ; Vannes, 28 et 17 ; Verdun, 31 et 16 ; Metz, 28 et 15 ; Moscou, 15 et 9 ; New-York, 28 et 20 ; Palma-de-Majorque, 31 et 17 ; Rome, 24 et 19 ; Stockholm, 25 et 11.

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1504

**HORIZONTALEMENT**

I. Donne souvent l'occasion de regretter de n'avoir pas su retenir sa langue ; Convient à de nombreux pères et à plus d'une mère. — II. Beaucoup de nos ancêtres ont eu sa peau : Bienheureux ; En pure perte. — III. Adverbe ; Une suite après la fin. — IV. En Chine ; Tête couronnée. — V. Préposition ; Mouvements de foule ; Coule en France. — VI. Plus gros à Milan qu'à Bruxelles ; Ce dont ne pouvait se passer Ulysse ; Abréviation. — VII. Parture d'extrême-Orient ; Perdit deux parties. — VIII. Eloigne ; Ensemble rouge. — IX. Désigne une personne de haut rang ; Pronom ; Attire de nombreux parleurs ; XIII. Prendre sans délicate (épée). — XIV. Témoin d'une citation ; Retenue. — XV. Marque la vie de certains ; Jouets du hasard ; Au-dessus d'un puits (inverse). — XVI. Un dont la devise pourrait être « Bien ferre, laissez dire » ; Secous. — XVII. Apprécient sans

**VERTICALEMENT**

1. Savent reconnaître le charme des vieux fous ; Nombreux sont ceux qui y sont restés en rade ! — 2. Piquait aussi la lyre ; D'un audace ; Fin de participation. — 3. Un point dans l'eau ; Fait partie du répertoire français ; Département. — 4. Sigle d'une administration ; Folle par définition. — 5. Conséquence d'un corps qui vient d'être trappé ; Démontre. — 6. Se fait prier ; S'apparente donc au mouton. — 7. Séjour d'un rescapé ingénieux ; Différences ; Fossés. — 8. Nourriture type des ânes ; Est traversée par le Tibre ; Un gamin de Paris. — 9. Bien serré ; A fait paître plus d'un potache. — 10. Pronom féminin ; En Italie ; Sigle. — 11. On l'entend rouler ; Temporaire ou définitive. — 12. Symbole chimique ; Se manifeste quand sonne l'heure de la retraite ; Participe. — 13. Cours élémentaire ; Quelque chose de droit ; D'une certaine race. — 14. Sarcophages de petite taille ; Peu séduisants ; Non jetez plus ! (épée). — 15. Canton de France ; Mauvais état.

de se faire une opinion ; Héritière.

**Solution du problème n° 1503**

**Horizontalement**

I. Flageol. — II. Latrune. — III. AS. — IV. Ara. — V. Tables. — VI. Tôle. — VII. Unan. — VIII. Ose. — IX. Miss. — X. Oral. — XI. An. — XII. Indigeste.

**Verticalement**

1. Plaque ; Mâl. — 2. Las ; NS. — 3. AT. — 4. Tapis. — 5. Idéal ; Is. — 6. Bé ; Bé ; Store. — 7. Al. — 8. Tressaill. — 9. Lasses ; Lee. — GUY BROUTY.

**Journal officiel**

Sont publiés au Journal officiel du 9 juillet.

UNE LOI

Modifiant l'article L. 1193 du code du travail relatif à la prorogation des mesures provisoires d'adaptation des dispositions concernant l'apprentissage.

UN DÉCRET

Instaurant un congé spécial pour les préfets.

UNE LISTE

Des candidats admis à suivre le cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature.

**LOTTO** TIRAGE DU 7 JUILLET 1976 n° 7

5 19 27 32 34 45

NUMERO COMPLEMENTAIRE 15

**RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE**

6 bons numéros	82 391,90 F
5 bons numéros + numéro complémentaire	82 391,90 F
5 bons numéros	7 724,20 F
4 bons numéros	134,00 F
3 bons numéros	11,20 F

CAGNOTTE POUR LE TIRAGE SUIVANT

**170 143,90 F**

PROCHAIN TIRAGE LE MARDI 13 JUILLET 1976

ATTENTION

VALIDATION JUSQU'AU LUNDI 12 JUILLET 1976 APRES-MIDI

مكتبة الأصيل



## ÉDUCATION

## MÉDECINE

### M. Giscard d'Estaing préside les cérémonies du cent cinquantième de l'école de Grignon et du centenaire de l'Institut agronomique

L'Institut national agronomique Paris-Grignon célèbre deux anniversaires, ce vendredi 9 juillet, en présence du président de la République : d'une part la création, il y a cent cinquante ans, de l'école nationale supérieure agronomique de Grignon ; d'autre part le cent-

naire de l'Institut national agronomique de Paris, deux formations fondées en un seul établissement en 1971.

Cette fusion des anciennes « sœurs ennemies » ne s'est pas faite sans déchirements ni armolements, car il a fallu

surmonter de multiples obstacles psychologiques, juridiques et administratifs. Des difficultés de gestion subsistent, mais le cap le plus difficile a été franchi. Les célébrations de l'anniversaire permettent à l'INA P.-G. de prendre un nouveau départ.

### « Agri » et « Agro » après la fusion

Pendant près d'un siècle, l'enseignement de l'agronomie en France a été marqué par une rivalité apparente, irréductible entre « agri » et « agro ». Les premiers, diplômés de l'école de Grignon (Yvelines), n'avaient droit qu'au titre d'ingénieur agronome, et on crée deux diplômes qui peuvent être attribués indifféremment par l'INA et les autres écoles supérieures d'agronomie (Grignon, Rennes, Montpellier, Nancy et Toulouse) : un diplôme d'agronomie générale qui sanctionne les deux premières années d'études en école, un « diplôme d'agronomie approfondie » la troisième. Ensemble ils donnent droit au titre d'ingénieur agronome.

Cette réforme naturelle, suscitée une levée de bouilliers parmi les anciens « agro ». L'association des anciens élèves de l'INA proteste contre cette mesure qui, selon elle, ne peut que rabaisser le titre d'ingénieur agronome et créer la confusion dans les esprits. Mais le ministre passe outre.

de place, installer le nouvel établissement en un seul lieu. C'est pourquoi, après l'abandon d'un projet d'installation à Palaiseau, la fusion administrative aboutit... à un établissement géographique. L'on divise l'école suivant les années d'études : première année commune à Grignon, deuxième année à Paris et troisième année dans l'un ou l'autre établissement selon l'option choisie par l'élève.

Au début, explique le directeur de l'Institut, M. Jacques Delage, on redoutait une coupure trop nette entre les élèves de première année, internes à Grignon, et leurs camarades des autres années poursuivant leurs études à Paris. Finalement, on s'aperçoit que les contacts entre différents promotions n'ont jamais été très étroits, si bien que le dédoublement ne bouleverse pas la continuité des études. Aujourd'hui, la fusion est faite. Elle est admise. L'établissement fonctionne bien, compte tenu des problèmes d'adaptation que cette fusion entraîne inévitablement.

### UN HECTARE PAR ÉLÈVE

L'Institut national agronomique Paris-Grignon, placé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, forme chaque année quelque cent quatre-vingts ingénieurs agronomes, qui entrent pour 40 % dans le secteur public et pour 60 % dans le secteur privé.

Pour accueillir ses deux cents élèves, l'Institut dispose à Paris, dans le quartier Latin, de 22 000 mètres carrés de bureaux, laboratoires et locaux d'enseignement. Il possède d'autre part un terrain de 500 hectares à Thiverval-Grignon (Yvelines), à une trentaine de kilomètres de Paris, comportant des locaux d'enseignement et de recherche, une exploitation agricole de 300 hectares et un parc forestier de 150 hectares.

L'INA P.-G. recrute par un concours commun à toutes les écoles supérieures d'agronomie (les étudiants choisissent leur établissement dans l'ordre où ils sont reçus). Sur les quelque 1 300 candidats des classes préparatoires de lycée, 160 sont admis à l'INA P.-G.

La première année commune à toutes les promotions comprend trois mois de stages dans une exploitation agricole. La deuxième année permet d'acquiescer un certain nombre d'heures de stage et le diplôme d'agronomie approfondie (DAG). La troisième année est effectuée selon la spécialité choisie, à Paris ou à Grignon. Elle comporte plusieurs stages pratiques, à l'extérieur, notamment à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et dans de nombreuses écoles d'application où certains achèveront leurs études (écoles du génie rural et des eaux, écoles des sciences agronomiques appliquées, agronomie tropicale, horticulture, etc.).

À la fin de la troisième année, l'élève reçoit le diplôme d'agronomie approfondie (DAG) et le titre d'ingénieur agronome. Quatre débouchés principaux s'offrent à lui : 1) Les activités agricoles proprement dites, 2) l'enseignement, 3) l'administration, 4) la recherche en liaison avec les universités, le Centre national de la recherche scientifique, l'Institut agronomique, l'Institut technique agricole et technique outre-mer (ORSTOM). Un millier d'anciens élèves travaillent actuellement dans les pays en voie de développement.

ROGER CANS.

### UNE SOLUTION PARAÎT EN VUE POUR LES I.U.T.

La « petite guerre » à propos des instituts universitaires de technologie entre les directeurs et les présidents de ces établissements d'une part, le secrétariat d'État à l'Université de l'autre, a pris fin le 15 juillet, au cours d'une conférence de presse où les présidents des conseils d'administration I.U.T. ont indiqué, pour le moment, qu'ils acceptent de ne pas mettre leur menace de démissionner le 15 juillet. En effet, sur les cent huit postes « gérés », ceux qui sont pourvus seraient « débloqués » et il n'y aura pas de licenciement à la rentrée. D'autre part, des négociations sont en cours pour de fonction, allègement de service) soit accordé aux directeurs d'I.U.T. et chefs de départements.

En échange, les présidents ont accepté que les programmes et les horaires d'enseignement puissent être revus par les commissions pédagogiques et que quelque peu réduits (de l'ordre de 5 %) pour répondre à la fois aux exigences pédagogiques et aux nécessités budgétaires. Ils souhaitent toutefois que les établissements connaissent, dès le 15 septembre, le montant des heures complémentaires dont ils disposent, afin d'éviter que certains se trouvent « en déficit » comme cela s'est produit ce printemps.

En ce qui concerne les reproches de malversation ou de mauvaise gestion formulés à l'encontre des responsables d'I.U.T., les conseils des établissements, et n'en déplaise pas les « couvriers », mais ils estiment que le rapport de la Cour des comptes met davantage en cause l'administration que les conseils des établissements. De surcroît les responsables I.U.T. surcrits par Mme Sammler-Seltz dans sa lettre à M. Yvon Chotard, du C.N.F.P. ont affirmé que les chiffres donnés par celle-ci étaient erronés.

### Au congrès de psychothérapie de Paris

### La névrose, conduite inadaptée ou signe existentiel ?

« Le thérapeute qui n'appuie pas sa pratique sur un modèle anthropologique est comme un aveugle ayant une torche à la main. » C'est ce qu'a déclaré le docteur Berta (Uruguay) au cours d'une séance plénière du dixième Congrès international de psychothérapie, consacré, jusqu'au 8 juillet, à « Éthique et Psychothérapie ». Dans une communication très applaudie, il s'est attaché à montrer le dilemme du psychanalyste face à la dichotomie entre deux conceptions opposées de la vie psychique : une conception « naturaliste », tendant à voir en l'homme un robot incapable d'activité créatrice, et dont le comportement, face aux sollicitations extérieures, vise avant tout à établir une « harmonie » ; une conception existentielle, tenant à l'opposé l'être humain pour capable de spontanéité, et à la recherche de déséquilibres périodiques.

Personnalisant ces deux manières de voir, le docteur Berta a cité une phrase de l'américain Joseph Wolpe qui, ardent partisan des « thérapies comportementales », devait d'ailleurs lui succéder à la tribune, et qui qualifie de conceptions névrotiques « toutes habitudes persistantes de conduite inadaptée acquises dans une situation où une série de situations génératrices d'angoisse ». Il a opposé cette définition aux conceptions jungiennes de la névrose, selon lesquelles celle-ci, qui « a des aspects positifs », est « une position inutile dépourvue de sens ». Le dilemme de la psychothérapie, a alors indiqué l'orateur, est de savoir s'il s'agit « d'éliminer des symptômes » ou de « rétablir une harmonie existentielle de la névrose ».

Le Dr Berta a ensuite proposé la définition de trois « niveaux systémiques » où peut se manifester la névrose : le niveau sensoriel réflexe, dominé par des facteurs exogènes. A ce niveau, on peut parler de névroses exogènes, ou de conditionnement névrotique : c'est le cas de ce petit enfant de deux mois chez qui en expérimentateur avait créé, dans les années 30, une phobie des animaux en déclenchant un bruit violent à chaque fois que l'enfant touchait le sourcil mis en sa présence : « Ici, devait indiquer le Dr Berta, l'élimination des symptômes, que réalisent les thérapies comportementales, équivaut à une guérison ».

Le niveau psychique, où des images subjectives viennent se brancher sur l'« arc réflexe » : c'est le cas de lady Macbeth, chez qui un geste rituel (l'obsession du lavage des mains) est en fait le signe d'une situation intrapsychique conflictuelle. Dans ce cas, la réaction provoquée par la situation anxieuse tend à réduire cette anxiété, ce qui conduit à un renforcement. « L'association de la réduction des symptômes et l'élimination des causes, estime le Dr Berta, devient ici très efficace ».

Le niveau existentiel, enfin, celui où Nietzsche devient Zarathoustra. « La névrose n'est pas un fond », a-t-il dit, « mais une réaction à un nouveau symptôme ». — N.D.L.R.

thousa « surhomme résultant d'une identification du sujet à son double, la volonté de puissance personnelle » : le comportement de l'homme, dépend de valeurs supra-individuelles, et celui-ci, affronté à ces valeurs, « s'élève de plus en plus de sa biologie ». « L'objectif de la psychothérapie, devait indiquer l'orateur, n'est pas alors l'élimination des symptômes, mais l'intégration des valeurs existentielles, l'élimination de la névrose elle-même peut être parfois « une grave amputation ».

« Chaque technique psychothérapique a ses indications, et chacune ses contre-indications », devait encore dire le Dr Berta.

Comme pour contredire cette assertion, le docteur Joseph Wolpe, pour sa part, s'est surtout attaché à échapper quelque peu au titre même de sa communication : « Les valeurs humaines et la valeur humaine de la thérapie du comportement » — à démontrer la supériorité de cette méthode thérapeutique dont il s'est fait, avec succès, un ardent promoteur aux États-Unis. La thérapie comportementale, a-t-il indiqué, est « l'application de principes établis expérimentalement et d'exemples d'apprentissage permettant de venir à bout d'habitudes inadaptées ». L'adaptation étant le fait de comportements qui s'effectuent au détriment de l'individu, ou de la société.

### Éliminer l'anxiété

Les thérapies comportementales, qui s'appuient avant tout sur les techniques d'apprentissage, de désconditionnement, de relaxation, dont certaines sont issues de l'expérimentation animale, exigent avant tout du thérapeute qu'il explore l'ensemble des comportements du sujet. Cette « analyse comportementale » doit en particulier permettre de faire apparaître l'anxiété liée aux situations vécues comme difficiles par le sujet. La thérapie consistera à éliminer l'habitude que celui-ci a de répondre par l'anxiété à certaines situations.

Toutes les psychothérapies donnent à 50 % de bons résultats : seule la thérapie comportementale, menée par des gens expérimentés, obtient un taux de guérison supérieur, devait encore affirmer le docteur Wolpe, indiquant que ce taux atteint parfois 90 % au prix d'une trentaine de séances par patient. « Dans les cas graves, la thérapie comportementale donne de meilleurs résultats que les psychothérapies analytiques. En dépit des prédictions des psychanalystes, nous n'avons jamais eu de rechutes ou de phénomènes de substitution. (1), ce qui nous donne espoir et la théorie psychanalytique des névroses était correcte. » — X. W.

(1) Le symptôme éliminé devant, si la névrose n'est pas traitée, « au fond », laisser la place à un nouveau symptôme. — N.D.L.R.

## ARMÉE

### M. BAILLOT (P.C.F.) : la crise dans l'armée est bien réelle.

À la suite de la sanction prise par le conseil des ministres à l'encontre du vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti, M. Louis Baillot, député de Paris, responsable des questions de défense au P.C.F., écrit dans l'humanité du 9 juillet : « En frappant l'amiral Sanguinetti, le pouvoir administratif le prouve de son refus d'une commission d'enquête indépendante sur les faits de la défense. » Le cas de l'amiral Sanguinetti n'est pas un cas isolé.

Des centaines de soldats et de sous-officiers sont brimés, menacés de sanctions d'escadre. L'armée est donc bien réelle. Du soldat à l'amiral, des questions se posent sur les millions, sur l'abandon par le pouvoir de la politique d'indépendance au profit d'un américanisme évident. »

RECTIFICATIF. — L'adresse de la revue gauchiste « l'Appel », est 89, rue de Lille, 75007 Paris, et non rue Jean-Jacques Rousseau comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde du 9 juillet.

## RELIGION

Paul VI a reçu, jeudi 8 juillet, les membres de l'École française de Rome, conduits par le directeur, M. Georges Vallet, à l'occasion du centième anniversaire de son entrée dans le sacerdoce à l'histoire et à l'archéologie.

Le synode de l'Église arménienne catholique, réuni à Rome, a élu un nouveau patriarche, le 3 juillet, en remplacement de Mgr Ignace Bedjanian, démissionnaire. Il s'agit de Mgr Hovhannès Ghedighian, soixante et onze ans, vicaire général du diocèse patriarcal de Beyrouth. Le nouveau patriarche a pris le nom de Hovhannès-Pierre XVII.

RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons attribué, dans le compte rendu du récent colloque de l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (I.R.E.D.U.) paru dans le Monde du 3 juillet, la nationalité américaine au sociologue Basil Bernstein. Celui-ci est en réalité britannique. Les Editions de Minuit ont publié, en 1975, son ouvrage « Langage et classes sociales ».

### MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

## TRECA EPEDA SIMMONS

MODÈLE TRECA  
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
DANS TOUTE LA FRANCE  
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI  
CAPELOU  
DISTRIBUTEUR  
Seule adresse de vente  
57, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS 10<sup>e</sup> Métro Parmentier  
Tél. 357.46.35

### 19.41 DE MOYENNE

(De notre correspondant.)  
Clermont-Ferrand. — Une élève de terminale C (mathématiques et sciences physiques) du lycée Jeanne-d'Arc de Clermont-Ferrand, Mlle Brigitte Limacher, a été reçue au baccalauréat avec 330 points sur 340, soit une moyenne de 19,41 sur 20. La lauréate a obtenu 20 sur 20 en mathématiques et sciences physiques et 19 sur 20 en philosophie. Agée de dix-huit ans et résidant à Courmon-d'Avègne dans la banlieue clermontoise, Mlle Limacher est née dans une famille ouvrière. Elle veut être ingénieur et va préparer en classe de mathématiques supérieures au lycée Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand le concours d'entrée dans une grande école.

ATTENTION



## PRESSE

## Libres opinions

### Les journalistes : des citoyens de seconde zone

par NOËL MONIER (\*)

**H**OMMES politiques, directeurs de journaux de toutes opinions, ecclésiastiques, responsables d'associations, notables de toutes espèces, c'est à qui chantera le mieux, dans nos colonnes et sur nos antennes, la liberté d'expression, la liberté d'opinion... C'est justement une des questions en débat dans l'interminable négociation de la convention collective que les syndicats de journalistes poursuivent depuis cinq ans avec les patrons de presse.

Ceux-ci veulent imposer un texte restrictif : pour les journalistes, disent-ils, « l'expression publique de leur opinion ne doit en aucun cas porter atteinte aux intérêts de l'entreprise de presse à laquelle ils appartiennent ».

Et ce n'est pas une exigence de pure forme : on peut citer un certain nombre de cas de journalistes licenciés, au cours des dernières années, pour avoir exprimé en dehors de leur activité professionnelle une opinion politique, ou pour avoir à titre personnel signé une pétition, ou pour avoir critiqué leur patron...

Dans la discussion sur ce point, les syndicats de journalistes sont allés à la limite des concessions. Ils se sont même déclarés prêts à accepter la formulation suivante : « L'expression publique de leur opinion dans le cadre de leurs fonctions ne devra en aucun cas porter atteinte aux intérêts de l'entreprise de presse... » Mais la délégation patronale a refusé tout compromis.

Qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'elle veut faire des journalistes des citoyens de seconde zone, à qui est refusé un droit civique élémentaire ? Il s'agit de leur imposer une « obligation de réserve » beaucoup plus contraignante que celle des fonctionnaires, valable en toute circonstance et qui n'est compensée par aucune garantie de l'emploi, par aucune possibilité de recours devant une commission paritaire quelconque. Qui jugera de ce qui porte atteinte ou non aux intérêts de l'entreprise de presse ? Nous, et nous seuls, répondent les patrons.

Dans les discours, manifestes, éditoriaux, homélies de tous bords et de toutes couleurs, on entend partout vanter les bienfaits d'une information honnête.

Les journalistes ne peuvent que s'en féliciter. Dans l'interminable négociation sur la convention collective, les syndicats de journalistes accordent à cette préoccupation autant d'importance qu'aux questions de salaires, de durée du travail, de formation professionnelle ou de congés.

Ils ont fait à ce sujet de multiples propositions. Toutes ont été refusées par la délégation patronale, bien que nous nous soyons ingéniés à trouver des formulations qui ne prêtent pas à contestation. Nous avons proposé : « Le refus par un journaliste de subir une pression ou d'exprimer une opinion contraire à la vérité, à sa conviction ou à sa conscience, ne peut pas être considéré comme une faute professionnelle ».

Qu'on nous lise bien : il ne s'agit pas de révolutionner la hiérarchie dans les entreprises. Il ne s'agit pas d'empêcher le directeur d'un journal d'y publier ce qu'il veut. Nous demandons seulement que le journaliste qui, en conscience, dira : « Pas moi », ne puisse pas pour ce fait être licencié sans préavis ni indemnité ni allocations de chômage.

Cette proposition ayant été refusée, nous en avons fait une autre, ce qui nous paraissait vraiment un minimum : « Le refus par un journaliste d'écrire ou de diffuser des informations fausses ne peut en aucun cas être considéré comme une faute professionnelle. »

Et nous proposons qu'une commission d'arbitrage composée à égalité d'employeurs et de journalistes tranche les litiges survenant à ce propos.

A cela aussi, nos interlocuteurs se sont opposés. Qu'est-ce à dire ? Ceci : pour les dirigeants de la presse française, le refus par un journaliste d'écrire des informations fausses peut être considéré comme une faute professionnelle.

« Si l'est licencié pour un tel fait, nous disent-ils, avec un certain cynisme, les représentants patronaux, il reste au journaliste la possibilité d'aller devant les tribunaux... Peut-être, mais il n'en sera pas moins au chômage. »

(\*) Secrétaire général du Syndicat des journalistes français C.F.D.T.

Le syndicat des journalistes C.G.T. publie un dossier sur l'ex-empire Prouvost

Le Syndicat national des journalistes C.G.T. a présenté, jeudi 8 juillet, un dossier spécial établi à partir de l'enquête menée par ses deux sections syndicales du groupe Prouvost (Paris-Match), intitulé « Histoire d'une première victoire contre les trusts de l'information ».

L'administration du groupe Prouvost ayant annoncé, fin avril 1976, que des licenciements prévisibles à la vente des titres du groupe étaient prévus par « un déficit global de plus de 36 millions de francs », les sections syndicales ont fait établir par un cabinet spécialisé une étude sur la situation du groupe.

A l'issue de cette enquête, les sections syndicales démontrèrent que, contrairement aux affirmations de la direction, chacune des sociétés filiales de la C.F.P. (Compagnie française de périodiques) avait versé des dividendes à la société holding et ne pouvait donc invoquer la nécessité de licencier pour raisons économiques. En outre, l'enquête a permis de découvrir, à travers les intérêts croisés qui existaient entre le Prouvost et le groupe Prouvost, la manière dont M. Robert Hersant avait pris le contrôle du Rond-Point des Champs-Élysées, il y a un an. Selon le dossier, « M. Hersant avait, le 30 juillet 1975, versé en espèces 55 000 couronnes de 500 F pour le rachat du Prouvost par la société SOCPRESS (P.-D.G. Hersant), laquelle, pourtant, au vu de son dernier bilan, annonçait un déficit de 400 000 F ».

L'enquête a conclu que « la C.F.P. (holding du groupe Prouvost) annonçait un bilan largement positif puisque le bénéfice de l'exercice 1974, soit 5 036 000 F, était supérieur au déficit de l'exercice 1973, d'un montant global de 1 768 000 F ».

La plaquette éditée par le syndicat (1) offre par ailleurs plusieurs documents juridiques sur les diverses sociétés de l'ex-empire Prouvost, avec leurs ramifications. A partir de ce document, M. Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T., a évoqué l'ensemble du problème de la liberté de l'information, mêlant le combat mené

## Les communistes et l'information

La mise en question, par le parti communiste, de la manière dont l'information est réalisée dans plusieurs grands médias — notamment à Europe 1, « mis en quarantaine » par « l'humanité » cette semaine — a gravi un nouvel échelon avec le rappel, par M. Gosnat, de l'intervention de M. Poniatowski dans la désignation des principaux responsables de l'information radiotélévisée, lors de l'éclatement de l'O.R.T.F. à l'automne 1974.

Interrogé, jeudi, sur la polémique entre le P.C. et Europe 1, M. Henri Krasucki — tout en précisant que le bureau confédéral n'avait pas débattu du sujet — a déclaré pour sa part que, selon que l'information sociale continuerait d'être négligée par les grands organes d'information, « des actions similaires pourraient être envisagées par la C.G.T. ».

**M. Poniatowski : le P.C.F. mène une campagne de terreur intellectuelle**

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a déclaré jeudi 8 juillet : « Bien qu'habituellement contraires et aux fausses nouvelles publiées par l'humanité, j'ai été stupéfait de lire que j'avais proposé à la nomination de communistes de télévision. »

« Je ne suis jamais intervenu dans aucune nomination d'aucune sorte, et je dénie que ce soit de ma part de proposer à la nomination de communistes de télévision. »

« En essayant de faire croire qu'il en a été autrement, le parti communiste et son journal l'humanité se livrent à une nouvelle et grossière manœuvre d'intoxication. »

« J'ajoute, a dit encore le ministre de l'Intérieur, que la campagne d'intimidation et de terreur intellectuelle conduite par le parti communiste contre certains organes de presse et de radio, et le cadre de la nomination de journalistes, donne une idée de ce que deviendrait la liberté de la presse dans notre pays, si, par malheur, le parti communiste avait un jour le pouvoir de la contrôler. C'est un sujet qui mérite de notre part une très attentive méditation. »

Le ministre d'Etat répondait ainsi à une lettre adressée par M. Georges Gosnat, député, responsable du bureau de presse du P.C.F., à M. Edgar Faure dans laquelle il réclamait l'ouverture d'une enquête parlementaire, dans le cadre de la nomination de journalistes, sur la manière dont ont été nommés les cadres des chaînes de télévision et en particulier les responsables de l'information.

M. Gosnat fonde sa demande sur le rite fait par M. Jean Diwo dans son ouvrage : « Si vous avez marqué le début... » (éd. Albin Michel). L'auteur écrit que, lors de la constitution des chaînes de télévision après l'éclatement de l'O.R.T.F., c'est M. Poniatowski qui avait arbitré la nomination des principaux responsables.

**M. ANDRÉ ROSSI : les choses sont claires.**

Pour sa part, M. André Rossi, du gouvernement, a déclaré : « Les journalistes n'auraient-ils plus le droit d'exprimer les faits tels qu'ils sont et de les commenter librement ? C'est la question qu'il faut se poser devant les

Réunis à New-Delhi

### LES REPRÉSENTANTS DES PAYS NON ALIGNÉS REMETTENT EN CAUSE LES SYSTÈMES D'INFORMATION

New-Delhi (A.F.P.). — Les ministres de l'information des pays non alignés, réunis à New-Delhi pour examiner les procédures d'information des agences de presse, ont élu, jeudi 8 juillet, un bureau de douze membres pour examiner les procédures d'information des agences de presse, ont élu, jeudi 8 juillet, un bureau de douze membres pour examiner les procédures d'information des agences de presse, ont élu, jeudi 8 juillet, un bureau de douze membres pour examiner les procédures d'information des agences de presse.

Le bureau de la conférence, qui a pour président M. V.C. Shukla, ministre indien de l'information et de la radiodiffusion, est composé des représentants d'Indonésie, de Yougoslavie, du Pérou et du Zaïre. Le rapporteur général est le représentant trident. Environ trois cents délégués, venus d'une soixantaine de pays non alignés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, participent à la conférence.

M. Shukla a souligné qu'il y avait « une fosse très large entre les capacités de communication des pays non alignés et celles des pays développés, dont la plupart sont d'anciennes puissances coloniales ». Le ministre accuse les « agences de presse transnationales » de continuer à « envahir les esprits des habitants des pays non alignés. Tout comme les compagnies multinationales envahissent leurs économies ».

Dans ces conditions, a-t-il ajouté, « on dénie aux pays non alignés le droit d'interpréter leurs propres informations, et, au sein du monde non aligné, les informations sont fournies par des agences appartenant à des pays qui ont des intérêts totalement différents dans les affaires mondiales ».

M. Shukla a insisté pour que les pays non alignés s'attachent très rapidement à « débrider les systèmes d'information nationaux, avec les accords prévus dans la coopération internationale au sein des pays non alignés ».

Le comité intergouvernemental du Leste asiatique C.G.T. a tenu, le jeudi 8 juillet après-midi, à la Bourse du travail, un meeting pour approuver le protocole d'accord conclu la veille avec onze journaux de la capitale. Les manifestants se sont rendus en cortège rue d'Anghien, devant l'imprimerie occupée depuis quinze mois par les ouvriers du Parisien libéré. Rappelons que la direction de ce journal n'a pas signé le nouvel accord.

Le comité intergouvernemental du Leste asiatique C.G.T. a tenu, le jeudi 8 juillet après-midi, à la Bourse du travail, un meeting pour approuver le protocole d'accord conclu la veille avec onze journaux de la capitale. Les manifestants se sont rendus en cortège rue d'Anghien, devant l'imprimerie occupée depuis quinze mois par les ouvriers du Parisien libéré. Rappelons que la direction de ce journal n'a pas signé le nouvel accord.

Le comité intergouvernemental du Leste asiatique C.G.T. a tenu, le jeudi 8 juillet après-midi, à la Bourse du travail, un meeting pour approuver le protocole d'accord conclu la veille avec onze journaux de la capitale. Les manifestants se sont rendus en cortège rue d'Anghien, devant l'imprimerie occupée depuis quinze mois par les ouvriers du Parisien libéré. Rappelons que la direction de ce journal n'a pas signé le nouvel accord.

Le comité intergouvernemental du Leste asiatique C.G.T. a tenu, le jeudi 8 juillet après-midi, à la Bourse du travail, un meeting pour approuver le protocole d'accord conclu la veille avec onze journaux de la capitale. Les manifestants se sont rendus en cortège rue d'Anghien, devant l'imprimerie occupée depuis quinze mois par les ouvriers du Parisien libéré. Rappelons que la direction de ce journal n'a pas signé le nouvel accord.

Le comité intergouvernemental du Leste asiatique C.G.T. a tenu, le jeudi 8 juillet après-midi, à la Bourse du travail, un meeting pour approuver le protocole d'accord conclu la veille avec onze journaux de la capitale. Les manifestants se sont rendus en cortège rue d'Anghien, devant l'imprimerie occupée depuis quinze mois par les ouvriers du Parisien libéré. Rappelons que la direction de ce journal n'a pas signé le nouvel accord.

Le comité intergouvernemental du Leste asiatique C.G.T. a tenu, le jeudi 8 juillet après-midi, à la Bourse du travail, un meeting pour approuver le protocole d'accord conclu la veille avec onze journaux de la capitale. Les manifestants se sont rendus en cortège rue d'Anghien, devant l'imprimerie occupée depuis quinze mois par les ouvriers du Parisien libéré. Rappelons que la direction de ce journal n'a pas signé le nouvel accord.

## SPORTS

## TENNIS

La France est menée 2-0 en demi-finale de Coupe Davis

## Les Anglais à l'aise sur leur gazon

De notre envoyé spécial

Eastbourne. — C'était, dans les années 30, un match propre à enchanter Roland-Garros ou Wimbledon. Ce Grand-Bretagne-France de Coupe Davis, n'est plus, en 1976, qu'une demi-finale interzone reléguée à Eastbourne, pour distraire quelques milliers de retraités venus rêver dans ces vieux palais du Sussex, témoin d'un splendide passé.

Depuis sa création, en 1900, la Coupe Davis a souvent déconcerté, par ses renversements de situation, ses révélations de jeunes et surtout ses effondrements de vedettes trahies par leurs nerfs. Jamais pour autant on n'avait vu un deuxième match, sans doute décisif, commencé devant près de deux mille spectateurs, pour se terminer devant deux ou trois cents. Il ne restait presque plus personne, alors que l'intérêt de la rencontre ne cessait de croître jusqu'à un dramatique cinquième set.

C'est pourtant l'aventure survenue, le 8 juillet, à François Jauffret, opposé à l'Anglais John Lloyd, à l'heure où tous ces retraités devaient impatiemment regagner leur pension de famille pour le dîner. Depuis le forfait de Patrice Dominguez, meilleur joueur français sur herbe, mal remis d'une entorse au genou, l'équipe de France comptait beaucoup sur François Jauffret pour assurer au moins deux points dans les deux rencontres de simple.

Pour son cinquième-huitième match en Coupe Davis, François Jauffret, avec ses trente-quatre ans et toute son expérience, a pourtant laissé échapper, contre John Lloyd, de douze ans son cadet, une rencontre à sa portée, puisqu'il mena 5-2 dans le cinquième set et fut même, aussitôt après, une balle de match sur le service de son adversaire.

Si, au soir de la première journée, l'équipe de France compte deux défaites et a pratiquement perdu toutes ses chances d'aller plus loin en Coupe Davis, il serait pourtant malvenu de reprocher à François Jauffret, à Patrick Proisy et à leurs camarades, un manque de motivation ou de préparation. A une époque où la plupart des tennismen changent sans arrêt de continent pour une folle course-poursuite au dollar, les Français avaient, à l'occasion du tournoi de Wimbledon, sacrifié à une semaine d'entraînement sur gazon, dans la perspective de la Coupe Davis, et François Jauffret et Patrick Proisy ont même démissionné du comité directeur de la Fédération française de tennis quand son président, M. Philippe Chérier, a envisagé de ne pas inscrire

la Coupe Davis dans le calendrier de la Fédération française de tennis. C'est ce même tempérament qui a incité Roger Taylor à effectuer, au troisième set, un spectaculaire plongeon victorieux sur le gazon — que n'aurait jamais envisagé un Français trop habitué à la terre battue — pour empêcher Patrick Proisy de rattraper son service de retard.

La déception de Patrick Proisy était d'ailleurs à la mesure des efforts qu'il avait consentis pour transformer son jeu de fond de court sur terre battue en celui d'un attaquant sur herbe. Avec une louable application, il avait réussi à suivre à la volée sa première balle de service, quand celle-ci passait convenablement ; cela ne suffit pas face à un Roger Taylor qui se montrait plus efficace dans ce domaine.

Menés 2 à 0 après les deux premiers simples, les Français n'avaient plus qu'à espérer un extraordinaire renversement de situation, comme celui de 1964, contre l'Afrique du Sud. Le double avait alors été joué et gagné par François Jauffret qui, associé à Jean-Noël Grinda, disputait son premier match de Coupe Davis. Douze ans après, il n'a sûrement pas oublié.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Depuis M. Philippe Chérier est revenu sur cette décision à l'occasion du comité directeur de la Fédération internationale de lawn tennis, le 7 juillet, à Monaco.

**LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE**

### VAN IMPE SANS RÉACTION

Font-Romeu. — Van Impe est-il un chef de file sans ambition ou un fin stratège ? L'intérêt du Tour de France tourne désormais autour de la question de savoir si l'homme chargé de cette délicate affaire s'appellera M. André Mouset, membre du cabinet du ministre de l'Intérieur. Son départ de la place Beauvau, il y a quelques semaines, n'avait pas, que l'on sache, le caractère d'une sanction en rapport avec l'affaire en question. — C. D.

M. KANAPA : le P.C.F. ne laissera jamais défigurer sa politique.

M. Jean Kanapa, membre du bureau du Parti communiste français, a déclaré mercredi 7 juillet à Strasbourg : « Nous considérons les journalistes comme des hommes investis d'une grande responsabilité. C'est justement pourquoi nous devons leur faire connaître nos positions. »

« Nous considérons les journalistes comme des hommes investis d'une grande responsabilité. C'est justement pourquoi nous devons leur faire connaître nos positions. »

« Nous considérons les journalistes comme des hommes investis d'une grande responsabilité. C'est justement pourquoi nous devons leur faire connaître nos positions. »

« Nous considérons les journalistes comme des hommes investis d'une grande responsabilité. C'est justement pourquoi nous devons leur faire connaître nos positions. »

« Nous considérons les journalistes comme des hommes investis d'une grande responsabilité. C'est justement pourquoi nous devons leur faire connaître nos positions. »

« Nous considérons les journalistes comme des hommes investis d'une grande responsabilité. C'est justement pourquoi nous devons leur faire connaître nos positions. »

« Nous considérons les journalistes comme des hommes investis d'une grande responsabilité. C'est justement pourquoi nous devons leur faire connaître nos positions. »

« Nous considérons les journalistes comme des hommes investis d'une grande responsabilité. C'est justement pourquoi nous devons leur faire connaître nos positions. »

« Nous considérons les journalistes comme des hommes investis d'une grande responsabilité. C'est justement pourquoi nous devons leur faire connaître nos positions. »

« Nous considérons les journalistes comme des hommes investis d'une grande responsabilité. C'est justement pourquoi nous devons leur faire connaître nos positions. »

« Nous considérons les journalistes comme des hommes investis d'une grande responsabilité. C'est justement pourquoi nous devons leur faire connaître nos positions. »









# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONJONCTURE

SELON L'I.N.S.E.E.

### La hausse des prix dépasserait légèrement 11 % en 1976

L'inflation risque de s'accroître en France, alors que le chômage demeurerait stationnaire. Telles sont les prévisions faites par les experts de l'I.N.S.E.E. (Institut national de la statistique et des études économiques) dans leur analyse de la conjoncture à la fin de juin.

Après la première phase de la reprise, on a vu une forte remontée de la production et une vive pression de la concurrence étrangère favorisant la modération de leur évolution, les prix risquent de se trouver à nouveau entraînés par l'augmentation des coûts salariaux et le souci d'accroître ou de rétablir les marges bénéficiaires. Ainsi, la hausse des prix pourrait être à un peu supérieure à 11 % pour l'ensemble de 1976 (décembre 1976 comparé à décembre 1975).

Cependant, la progression de l'emploi serait, du début à la fin de cette année, de l'ordre de 1,5 % pour l'ensemble des secteurs non agricoles. Elle resterait inférieure à la croissance des ressources de main-d'œuvre, et les demandes d'emploi se situeraient (après correction des variations saisonnières) jusqu'à la fin de l'année au même

niveau qu'actuellement. Pour l'ensemble de l'année, l'économie française s'engage dans une phase transitoire avant de retrouver une croissance qui, pour être durable, implique l'achèvement du réajustement des équilibres. Dans le domaine du commerce extérieur, compte tenu du freinage progressif de la production industrielle, la croissance des importations se ralentirait, ce qui, avec le développement des exportations, assurerait une amélioration du taux de couverture. Toutefois, cette amélioration « resterait limitée par un mouvement déflationniste des termes de l'échange imputable au renchérissement des produits de base et par la diminution prévisible du poids positif des échanges des produits agricoles et alimentaires » à la suite de la sécheresse.

## COOPÉRATION

LE DIALOGUE NORD-SUD

### Les « hauts fonctionnaires » de la C.C.E.I. estiment que l'heure est venue de passer à l'action

Lors de la Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.), ou Dialogue Nord-Sud, qui s'est tenue à Paris au niveau ministériel du 18 au 19 décembre 1975, les vingt-sept membres — huit représentants des pays industrialisés et dix-neuf des pays en voie de développement — ont convenu, après six mois de travaux des quatre commissions qu'ils venaient de créer, une ou plusieurs réunions de la Conférence au niveau des hauts fonctionnaires pourraient être tenues pour faire le point des travaux des commissions.

La première de ces conférences se tient actuellement à Paris à un niveau particulièrement élevé, puis que plusieurs de ces « hauts fonctionnaires » sont des secrétaires d'Etat ou même des ministres, comme c'est le cas des deux co-présidents de la conférence, le ministre canadien des affaires étrangères, M. MacEachern, et le ministre vénézuélien de l'Industrie, M. Guerrero.

Ouverte jeudi matin 8 juillet, cette conférence, qui devait durer trois jours, sera très probablement terminée dès ce vendredi soir 9 juillet. Les débats sont en effet menés très rapidement. L'ordre du jour qu'ils avaient été soigneusement préparés les 17 et 18 juin par les dix co-présidents de la conférence (MM. MacEachern et Guerrero et les deux co-présidents de chacune des quatre commissions) et que les « hauts fonctionnaires » saisis des rapports de ces commissions n'ont pratiquement plus qu'à approuver. Ensuite et surtout parce qu'unanimité, les représentants des vingt-sept pays ont estimé que le temps des analyses et de la réflexion était terminé et que la deuxième phase des travaux de la conférence — qui doit commencer la semaine prochaine et qui se terminera en décembre — devait être consacrée à l'action. Le moment est venu, ont déclaré tous les participants, d'aller de l'avant et de rechercher des résultats concrets. Ce vendredi, les « hauts fonctionnaires » devaient préciser les domaines dans lesquels de tels résultats pourraient être atteints par les commissions en raison des rapprochements déjà intervenus, entre

leurs membres. Dans le jargon de la conférence, on parle de « secteurs de concentration ».

M. William Rogers, sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires économiques, qui préside la délégation américaine, s'est montré particulièrement soucieux, au cours non seulement la bonne volonté d'une conférence de presse, d'affirmer, mais encore la volonté des États-Unis d'aboutir. « Nous prenons très au sérieux », a-t-il dit, « cette conférence, à laquelle nous voulons donner une forte impulsion », car « faire avancer le dialogue nord-sud constitue un des points essentiels de la diplomatie américaine ».

Dans la déclaration qu'il a faite jeudi 8 juillet à la conférence, M. Rogers a proposé que les commissions concentrent désormais leurs travaux sur les cinq points suivants :

- L'agrandissement de la base pour le problème des pays qui en manquent et assurer entre pays producteurs et consommateurs la collaboration nécessaire à la recherche, au développement et à l'exploitation de nouvelles sources d'énergie ;
- L'endettement des pays en voie de développement ;
- Les transferts de technologie qui constituent un « point vital » ;
- Les investissements étrangers vers les pays en voie de développement qu'un bon climat doit favoriser ;
- L'assistance aux pays les plus pauvres.

JEAN SCHWABEL

## EMPLOI

### TRAVAILLER AU SQUARE...

Rarement chômeurs auront été aussi bien reçus. Franchement, on ne peut pas dire que les chômeurs soient bien accueillis. La section C.F.D.T. de l'Agence pour l'emploi ingénieurs et cadres de la rue Blanche à Paris-6, entraînant dans sa tournée la quasi-totalité du personnel, a reçu jeudi 9 juillet les demandeurs d'emploi au square de la Trinité. Une table pour les inscriptions, un banc pour les chômeurs, sur les premières marches du parvis, une leçon d'initiation aux arcanes de la formation. Tout cela dans le calme et sous le regard amusé des passants.

Devant, une pancarte : « L'A.N.P.E. appelé au secours du square ». Le 1<sup>er</sup> mai, l'agence a été planquée par des inconnus. Le hall d'accueil est inutilisable, et les chômeurs, depuis cette date, sont reçus dans une pièce trop petite, alors que le rythme des demandes d'emploi s'accroît, comme chaque année au début de l'été (1).

Le personnel s'inquiète aussi de l'avenir de l'Agence. Il se plaint de ne pas être informé des projets de reconstruction des services « cadres », notamment dans la région parisienne. Il juge prioritaire une augmentation des effectifs : depuis trois ans, ceux-ci n'ont pratiquement pas augmenté, alors que le nombre des demandeurs d'emploi a triplé.

Pour comble, l'Agence de la rue Blanche n'a plus de direction. En décembre, l'un des deux chefs d'agence est parti. En avril, ce fut le tour du second, un militaire en retraite. Deux intérimaires se sont succédés jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet. Depuis, une assistante technique assume à elle seule toutes les responsabilités. C'est le « ras le bol ».

(1) Au ministère du travail, on précise que les travaux importants auront subi avant le 1<sup>er</sup> septembre et qu'à cette date une deuxième agence pour les cadres sera ouverte rue de Javel.

## PRESTATIONS SOCIALES

### Le gouvernement propose une augmentation des allocations familiales de 9,9 %

Le ministère du travail a annoncé, jeudi 8 juillet, que le gouvernement se proposait d'augmenter les allocations familiales de 9,9 % à compter du 1<sup>er</sup> août, date habituelle de revalorisation.

Selon la formule dite du « contrat de progrès » prévoyant l'évolution des allocations à la fois en fonction des prix (de mars de l'année précédente à avril de l'année en cours) et de la croissance économique, l'augmentation de 9,9 % se décompose en 9,8 % au titre de l'inflation et de 0,1 % au titre de la « reprise économique ».

En 1975, outre une majoration exceptionnelle en avril de 7,7 %, les allocations avaient été relevées de 5,8 % en août dont 0,7 % au titre du contrat de progrès. Le ministère du travail précise à ce sujet que la baisse de la produc-

tion en 1975 « aurait dû conduire normalement à ne pas aller au-delà de 3,6 % ». Le gouvernement, est-il précisé, « a entendu effectuer un effort supplémentaire dans le souci d'associer les familles à la reprise de la croissance économique ».

L'Union nationale des associations familiales, qui s'est émue du faible rôle du Comité consultatif de la famille, très irrégulièrement consulté, réclame une majoration des allocations de 16,8 %, taux de progression comparable à celui des retraites et des salaires. En fonction du taux qui sera définitivement choisi et si y a de fortes chances pour que le taux proposé de 9,9 % soit retenu, l'UNAF indique, avec un ton critique, qu'elle « jugera du sens que le gouvernement donne à ses promesses de politique familiale et de l'intérêt qu'il porte concrètement aux familles ».

## SYNDICATS

### La C.G.T. et la C.F.D.T. organiseront le 23 octobre « une grande action nationale pour les jeunes et l'emploi »

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont décidé d'organiser, le 23 octobre prochain, une « grande action nationale pour les jeunes et l'emploi, le droit de vivre et de travailler au pays ». Celle-ci prendra la forme de rassemblements régionaux et sera précédée d'autres manifestations.

Après une certaine tension dans leurs rapports, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont décidé de « brader de Giscard » à Saint-Denis, le 24 juin, et les cédésistes disent à mi-voix que ce ne fut pas un succès. Les deux centrales, qui avaient repris contact le 21 juin, ont donc resserré leur alliance. C'est sans doute pour manifester cette conciliation et souligner leur volonté unitaire que les deux confédérations ont tenu à annoncer, dès maintenant, leur action commune. D'ailleurs, chacune d'elles avait déjà fait connaître ses projets, pour la fin de l'été, contre le chômage des jeunes : la C.G.T. en mars et la C.F.D.T. à son congrès de mai.

L'annonce sera la période la plus difficile de ces dernières années », ont déclaré, devant la presse, le 8 juillet, des représentants des deux syndicats, car la reprise économique n'est que partielle et la sécheresse apportera une nouvelle aggravation.

Le gouvernement voudra profiter de cette dernière circonstance pour imposer sa politique d'austérité, mais « on ne nous refa pas le coup de la crise du pétrole », ont dit les syndicalistes.

Pourquoi la manifestation pour les jeunes est-elle fixée seulement au 23 octobre ? Les cédésistes et cédésistes considèrent que les premières semaines d'action à la rentrée devront être consacrées à des revendications immédiates : les salariés en face de la crise, tel que la défense du pouvoir d'achat. De plus, fin octobre, les lycéens et étudiants seront tous réunis et pourront se joindre au mouvement.

Quant à la participation de la FEN, la C.G.T. et la C.F.D.T. ne l'ont pas envisagée « dans la confusion ». Il faudrait, disent-ils, que la FEN clarifie son attitude vis-à-vis du gouvernement et des syndicats qui ont traités dans la fonction publique.

### Les syndicats F.O., C.G.C., C.F.T.C. et le C.N.P.F. signent un accord sur la formation permanente

Six ans après l'accord instaurant le droit à la formation permanente, les trois syndicats F.O., C.G.C. et C.F.T.C. ont signé, vendredi 9 juillet, avec le C.N.P.F. et la C.G.P.M.E., un nouvel accord qui améliore le précédent en matière d'information du comité d'entreprise et surtout du droit individuel à un congé-formation.

Le comité d'entreprise devra consulter plus régulièrement (deux fois par an) et de façon plus dé-

taillée : les délégués de personnel seront informés à temps sur les projets de l'entreprise (délai minimum de trois semaines). Quant aux salariés, ils pourront plus facilement obtenir des congés individuels de formation en dehors des initiatives de l'entreprise, celle-ci augmentant l'indemnisation de ces salariés : pour les salariés de l'encadrement, la durée des stages rémunérés pourra être portée de 500 à 600 F. pour tous les salariés, les quatre premières semaines de stage seront aussi rémunérées sur la base du salaire antérieur si le salarié s'inscrit à un cycle de formation agréé par les commissions paritaires professionnelles, les sessions organisées sur l'initiative de l'entreprise donnant lieu au maintien intégral du salaire.

Au C.N.P.F., où l'on se félicite de ce nouveau progrès de la politique d'encadrement, on souligne également avec satisfaction le bilan de l'accord 1970. Alors qu'en parvenant quelques centaines de milliers de salariés pourraient bénéficier d'une formation rémunérée, en six ans, plus de dix millions de personnes ont suivi des stages de durée très inégale. Pour la seule année 1975, en dépit de la crise économique, 10 milliards de francs, avec participation de l'Etat, ont été dépensés à ce titre.

De leur côté, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., qui n'ont pas participé à l'accord, considèrent que la formation répond trop aux préoccupations des employeurs. Ils réclament un droit de veto pour le comité d'entreprise et un nombre de congés individuels plus important.

## AFFAIRES

### M. Gandois, directeur général de Rhône-Poulenc

(Suite de la première page.)

Au fil des ans, M. Gandois s'était taillé une triple réputation. Homme d'ouverture, il pratiquait une politique qui traitait avec l'attitude des dirigeants du groupe dans le passé. Il avait « ouvert le château », disent certains, faisant fréquemment des conférences de presse pour exposer sa politique. Homme du dialogue avec les syndicats, il était fort apprécié par eux. Son successeur, M. Durand-Rival, directeur général de la Solmer, à Fos, au contraire, à une réputation de rigidité et même de dureté, qui s'est manifestée récemment au cours d'une longue grève.

M. Gandois était également l'homme de la Lorraine. Désireux avant tout d'achever la modernisation de l'ensemble Sauter-Solier, il se montrait fort réservé sur l'extension de l'usine de Fos, cheval de bataille de M. Dherse, et souffrait à ce point, il paraît, une politique d'intégration dans le tissu économique de la région, intensifiant ses commandes aux fournisseurs locaux. Sachant que son groupe allait devoir supprimer des postes de travail supplémentaires du fait de la modernisation des installations, M. Gandois entendait participer activement aux actions de reconversion en prenant des participations dans des sociétés nouvelles, attitude originale dans une profession où l'on ne pense pas être obligé de remodeler le paysage industriel.

Tous ces traits de caractère, M. Gandois va-t-il pouvoir les « exporter » chez Rhône-Poulenc, où l'atmosphère est bien différente depuis des mois ? Le lourd déficit du groupe chimique (1,3 milliard en 1975) n'est pas pour effrayer : son propre groupe, Escorial, en a fait presque autant l'an dernier, et dans la sidérurgie, on a l'habitude des situations périlleuses, des évolutions cycliques et des endettements records. Il aura fort à faire, en revanche, pour améliorer les relations avec les syndicats, très tendues ces derniers temps, et gardera toute licence d'appliquer ses idées en matière de reconversion, notamment au secteur textile, après les licenciements massifs à l'usine du Fège-de-Roussillon. En ce sens, l'on peut affirmer que sa politique d'ouverture en Lorraine aura

donné des idées à certains. Enfin, M. Gandois devra mener à bien la tâche redoutable de redonner confiance aux cadres du groupe, dont la cohésion a été ébranlée par les départs successifs de M. Roux de Bézu (division phyto-sanitaire), Jean (division santé), Rieumont (événementiel d'adulte), disant-on en Ardèche, enfin, appelé à la direction générale en 1968 par le président d'alors, M. Wilfrid Baumgartner. La façon dont il mène à bien l'intégration des divers éléments du groupe lorrain plaide en sa faveur. « Je fais 20 % de sidérurgie et 80 % de chimie », disait-il. Mais les chimistes lorrains sont des gens redoutables.

Ce départ et cette nomination concomitantes suscitent plusieurs réflexions. En premier lieu, il n'est pas courant de voir un grand dirigeant français changer de poste si radicalement, comme la chose est courante aux États-Unis. M. Gandois paraissait solidement installé dans la sidérurgie, et heureux de l'être : il a dû longuement hésiter à sauter le pas, sa décision contrastant fort le groupe De Wendel. Mais, après tout, la restructuration de la sidérurgie lorraine est terminée : le nouveau programme d'investissement sur les rails : pour un homme aux grandes ambitions, la remise sur pied de Rhône-Poulenc est un morceau de roi. Peut-être également, M. Gandois se sentait-il « barré » : M. Jean François-Poncet, qui est allé à la famille De Wendel, aurait bien pu un jour le pousser à quitter le poste de M. Celler, âgé de 59 ans, qui préside l'ensemble du groupe. Mais au fond, la véritable question est : qu'en France les hommes capables de prendre en main une grande société mal portante se comptent sur les doigts des deux mains, sinon d'une seule. Pour M. Renard, Celler, le choix était donc réduit : il lui fallait « chiper » quelqu'un ailleurs, même en dehors de la chimie. Il lui fallait également trouver un homme qui accepterait de quitter la barre d'un navire désemparé, pour prendre celle d'une nef inconnue dans des eaux troubles et avec un équipage désorienté. Ce n'est pas si commode de nos jours : la réputation du Crédit Lyonnais est à pourvoir depuis deux mois, faute de candidat valable ou de volontaire.

FRANÇOIS RENARD.

## FAITS ET CHIFFRES

### Agriculture

● LES EXCÉDENTS LAITIERS. Le programme d'action présenté le 7 juillet par M. Lardoux, ministre de l'Agriculture, pour l'agriculture, pour remédier aux excédents laitiers de la France, devra être substantiellement amendé et élargi pour que les producteurs puissent l'accepter, a déclaré le leader des fermiers britanniques, Sir Henry Pym, ancien président du COFA (Association des fédérations de producteurs agricoles de la communauté). — (A.F.P.)

● DU SOJA POUR L'U.R.S.S. — Un nouveau contrat prévoyant l'achat de 500 000 tonnes de soja aux États-Unis au cours de la saison 1976-1977, par l'U.R.S.S., vient d'être signé. Le total des achats soviétiques de soja dans le monde est alors porté à 1,7 million de tonnes (dont 1,5 million aux États-Unis), a précisé le département du commerce américain. — (A.F.P.)

### Conditions de travail

● LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL. L'INFORMA — Le taux de fréquence (nombre d'heures indemniées par suite d'accidents de travail pour un million d'heures travaillées) a diminué en 1975, revenant de 51,9 en 1974 à 48 en 1975, a indiqué la direction d'Osimo, le 8 juillet au cours d'une conférence de presse. Le nombre des accidents mortels est passé de 9 en 1970 à 3 en 1975. La direction précise également que 20 % des investissements en travaux de sécurité sont consacrés à la sécurité et qu'à Usinor-Dunkerque, où la surveillance des travaux extérieurs est difficile, quatre cents réunions par an ont lieu sur la sécurité.

### Conjoncture

● L'ÉCONOMIE FRANÇAISE s'engage dans « une phase transitoire » marquée par un ralentissement progressif de la croissance, indique l'INSEE dans une étude sur la conjoncture, à la fin de juin 1975.

● L'accroissement de la production industrielle devrait passer du rythme de 10 % l'an, constaté au deuxième trimestre, à un peu moins de 6 % (moyenne de longue période) cette croissance, pour être durable, « implique l'achèvement du réajustement des équilibres après la crise ».

### Emprunts

● NOUVEAU EMPRUNT SOVIÉTIQUE. — L'U.R.S.S. va lancer sur le marché international des capitaux un nouvel emprunt de 800 millions de dollars qui doit être signé dans quelques jours, annonce-t-on à la City. Bien que l'économie endormie accumule au cours des dernières années par le Commerce soviétique la réputation parmi les prêteurs occidentaux d'être une grosse opération à encore peu être organisée sans grande difficulté. On fait remarquer, en effet, à la City que les pays du Commerce soviétique ont toujours continué d'assurer ponctuellement le service de leurs emprunts.

### Énergie

● LE PÉTROLE DE LA MER DU NORD pourrait rapporter en 1980, 5,8 milliards de livres sterling à la Grande-Bretagne, ce qui représenterait un peu plus de 5 % du produit national brut, indique un rapport du Trésor britannique. Jusqu'à présent, les investissements (forages et exploitation) ont accentué le déficit de la balance des paiements britanniques, mais selon le Trésor, les coûts de développement et revenus pétroliers devraient s'équilibrer cette année. Selon les dernières estimations officielles, la production de la mer du Nord devrait être de 100 millions de tonnes par an en 1980 et approcher 150 millions de tonnes en 1985. (Reuters.)

### Formation professionnelle

● UNE DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE PERMANENTE DES CHAMBRES DE MÉTIERS est repue par M. Valéry Giscard d'Estaing, ce vendredi 9 juillet. Elle lui présentera, précise un communiqué de l'A.P.C.M., les contre-propositions des chambres de métiers au tout récent plan gouvernemental sur l'apprentissage, qui « tendent à réduire à court terme les moyens aux jeunes des portes de l'apprentissage et à assurer la qualité de la formation. Pour les employeurs, elles tendent à une véritable simplification des formalités ».

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
3 mois	5 3/4	4 1/2	3 1/4
6 mois	5 3/4	4 1/2	3 1/4
9 mois	5 3/4	4 1/2	3 1/4
12 mois	5 3/4	4 1/2	3 1/4

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE

### Le chiffre d'affaires des céréaliers pourrait baisser de 5 à 6 milliards

« La collecte de céréales risque de n'atteindre que 20 à 22 millions de tonnes contre 25,7 millions en 1975 et plus de 30 millions en 1974, ce qui, globalement, devrait se traduire par une diminution du chiffre d'affaires de 5 à 6 milliards de francs pour le secteur céréalier », a déclaré M. Philippe Neeser, président de l'A.C.F.E. (Association générale des producteurs de blé), le jeudi 8 juillet.

Selon les estimations les plus récentes des professionnels, la collecte de blé devrait cette année rester pratiquement stable par rapport à l'an passé, mais celle d'orge devrait chuter de 24 millions de quintaux en 1975 à 35 millions, et celle de maïs ne devrait pas dépasser 55 millions de quintaux (contre 69 en 1975 et en 1974).

Cette baisse des rendements aura, a précisé M. Neeser, une double

conséquence. Sur les exportations, d'une part : « Globalement, nous n'exporterons pratiquement rien dans les pays tiers, et seulement 3 à 4 millions de tonnes de blé chez nos partenaires de la C.E.E. », a-t-il expliqué, ajoutant que, compte tenu de l'augmentation des besoins de céréales pour alimenter le bétail, « nous risquons d'être obligés d'importer du maïs ». Seconde conséquence : la baisse de revenu des agriculteurs, assortie dans de nombreux cas de graves difficultés de trésorerie. Pour aider ceux-ci à pourvoir leur activité, l'A.C.F.E. réclame des mesures d'aide, d'exceptionnelles parmi lesquelles figurent : le lancement d'un emprunt national, dont le produit servirait à accorder aux agriculteurs les plus défavorisés des prêts à long terme à taux bonifiés et différés d'amortissement ; une dévaluation de 4 % du franc vert.

#### E.D.F. RÉTABLIT LA TENSION A SON NIVEAU NORMAL

La situation étant un peu moins tendue, en raison notamment des départs en vacances et du rétablissement relatif de la température, E.D.F. a décidé de rétablir la tension du courant électrique à son niveau normal à compter du 9 juillet. Rappelons que l'établissement public avait baissé la tension de 5 % le 21 juin.

● L'ordre de grève lancé par l'Union des personnels des P.T.T., afin de protester contre la dégradation des conditions de travail due à la chaleur, a été très partiellement suivi. Selon le syndicat, 4 % des facteurs parisiens et 5 % du personnel des services généraux ont répondu, jeudi 8 juillet, à l'ordre de grève, cinq bureaux de postes ont été fermés et d'autres ont fonctionné à effectifs réduits. Selon l'administration des P.T.T., le pourcentage des grévistes oscillait entre 3 % et 3,7 % selon les services.

● UNE CERTAINE D'AGRICULTEURS ONT BLOQUÉ LES ACCÈS DE L'USINE PECHINEY DE LANNEMEZAN (Hautes-Pyrénées) le jeudi 8 juillet avec une cinquantaine de tracteurs. Ils entendaient ainsi protester contre l'insuffisance des mesures qui ont été prises pour arrêter la pollution afin de réduire la pollution dans le futur des eaux de la Neste, due à la proximité de l'usine. — (A.F.P.)

#### LE PRIX DE LA VIANDE DEVIENDRAIT DIMINUER POUR LE CONSOMMATEUR, déclare M. Villain

La sécheresse ne devrait pas provoquer de hausse de prix des produits alimentaires avant la fin de l'automne, a affirmé le sous-secrétaire M. Claude Villain, directeur général du commerce intérieur et des prix, au cours de l'émission de l'I.F.I. « L'événement ». Les cours de la viande de bœuf de porc et surtout de veau ont diminué à la production de 9 % environ en moyenne depuis deux mois et le consommateur devrait trouver aujourd'hui la viande moins chère que son boucher, a-t-il expliqué. Il a ajouté que les fruits d'été étaient cette année moins chers que l'an passé à la même époque, dans la mesure où la récolte est beaucoup plus abondante.

En revanche, à l'automne, et surtout à partir du mois de novembre, M. Villain craint des hausses importantes des prix de la viande de bœuf ainsi que des légumes d'hiver (carottes et pommes de terre), liées aux baisses de production dues à la sécheresse.

### POUR RÉDUIRE LES RISQUES D'INCENDIE L'armée va participer à la surveillance des forêts

M. Jean-François Saglio, secrétaire de la mission ministérielle de l'eau, a fait, jeudi 8 juillet, le point sur les mesures qui ont déjà été prises pour combattre les effets de la sécheresse et notamment les risques d'incendie.

L'armée va participer massivement à la surveillance des forêts par des patrouilles terrestres et par hélicoptères. En cas de besoin, des soldats aideront les sapeurs-pompiers à lutter contre le feu.

Le risque général d'incendie est tel que le ministère de l'intérieur a interdit, il y a cinq jours, d'allumer un feu quelconque en espace libre.

M. du Petit, directeur du cabinet du secrétaire d'État au tourisme, a précisé à cet égard que le camping « libre » pratiqué par des gens « civilisés » n'était pas interdit, mais que, conformément à la réglementation de 1970 et de 1969, les campeurs amateurs de solitude devaient toujours demander l'autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du terrain (le maire pour les terrains communaux).

Quant aux feux d'artifice du 14 juillet, ils ne pourront être tirés cette année que sur des plans d'eau ou en zones urbaines, et encore s'ils ne présentent aucun risque d'incendie.

La consommation électrique n'a pas baissé, en France, contrairement à ce que l'on escomptait, a indiqué, d'autre part, M. Jean-François Saglio. La « pointe » nationale de consommation électrique atteint toujours 26 000 mégawatts. Chaque jour, 600 à 800 mégawatts sont importés de l'étranger. Les usines hydro-électriques ont été mises en marche, ce qui n'est jamais le cas en cette saison.

L'approvisionnement en eau potable des collectivités locales, a encore expliqué M. Saglio, est assuré dans la quasi-totalité des cas, en dépit de l'assèchement de la consommation, qui a atteint 28 % à Paris et en banlieue. La chaleur devrait normalement diminuer dans les quatre ou cinq prochains jours, sans dans l'Est et le Nord-Est. Mais M. Brochet, chef du service de la climatologie à la météorologie nationale, a rappelé que la baisse de la température, même accompagnée d'orages, ne signifiait pas la fin des conséquences de la sécheresse.

## AUTOMOBILE

### ALORS QUE LA PRODUCTION DE LA 204 EST ARRÊTÉE Peugeot développe et modernise la gamme 104

En arrêtant la production de la 204, Peugeot abandonne un modèle très réussi qui fut, pendant trois années consécutives, le plus vendu en France. Plus d'un million et demi de berlines et de breaks avaient été construits pendant ces années. Le niveau des ventes restait satisfaisant sur le marché intérieur — grâce, notamment, à la vogue du diesel qui est maintenant disponible dans la gamme 304 — mais c'est le déclin de la 204 à l'exportation qui a conduit la firme à cette décision.

Pour remédier à cette disparition, une nouvelle 6 CV est présentée. Il s'agit d'une berline 104 dont les deux versions, GL 6 et SL, diffèrent par le niveau d'équipement. La grande nouveauté est l'apparition d'un hayon qui équipe, enfin, toutes les berlines de la gamme. Celle-ci comprend désormais cinq modèles : la berline GL et le coupé ZL 6 CV ainsi que les deux nouvelles berlines et le coupé ZS 6 CV.

Extrêmement compactes, les 104 GL 6 et SL ne peuvent offrir la même habitabilité que la 204, notamment en ce qui concerne le volume réservé aux bagages. Mais leurs qualités routières sont supérieures, malgré une baisse notable de la consommation.

On retrouve, au volant, certains caractères du coupé ZS : le moteur, bien qu'assagi par l'adoption d'un

simple carburateur (il développe 9 ch de moins — 57 ch DIN à 6 000 tours/minute — que sur le coupé), grimpe avec autant d'allégresse et se comporte dans les hauts régimes. Rien à voir avec le groupe qui animait la 204. Il est allégé un peu plus puissant et surtout plus souple. Et la tenue de route, sur sol sec toutefois, est extrêmement sûre et autorisée des cadences soutenues. Le maniement de la boîte est en grand progrès, de même, semble-t-il, que l'élimination des bruits de transmission. Mais le volume sonore reste important à haut régime.

Maniables, accrocheuses et confortables, bonnes routières de surcroît, les 104 6 CV sont également pratiques grâce à leur hayon. On peut s'étonner que Peugeot ait attendu tant d'années avant de comprendre l'importance de cet équipement. Que manque-t-il à ces berlines pour qu'elles soient vraiment compétitives ? Peu de choses. En se dotant d'une cinquième porte et d'une douzaine de chevaux, la 104 a pris un sacré coup de jeunesse. Et les rivales — il y en a beaucoup en Europe — n'ont qu'à bien se tenir.

MICHEL BERNARD.

★ Prix des 6 CV : GL 19 950 F ; coupé ZL 22 150 F. — 6 CV : GL 21 350 F ; SL 22 350 F ; coupé ZS 23 000 F.

### Alfetta GT 1,6 : un coupé réjouissant

Présentée il y a trois ans, l'Alfetta GT vient de changer de moteur : le quatre cylindres de 179 cm<sup>3</sup> n'est plus disponible que sur la berline et deux groupes sont désormais proposés sur le coupé : un deux litres (11 CV) et un 1970 cm<sup>3</sup> (6 CV). Tous deux ont largement fait leurs preuves sur d'autres modèles Alfa Romeo et leur fiabilité est bien connue. Le second, monté sur la berline Alfetta depuis janvier 1976, équipe encore la Giulietta super. Quant au premier, emprunté à la 2000 GT Veloce, sa puissance reste égale à celle du moteur qu'il remplace (122 ch DIN à 5 300 tr/min). L'augmentation de la cylindrée a simplement produit un gain sensible en souplesse.

On pouvait craindre une « sous-motorisation » de l'Alfetta GT 1,6 par suite de l'adoption d'un moteur plus faible. Il n'en est rien et l'on retrouve sur ce modèle toutes les qualités du précédent, notamment une tenue de route exceptionnelle sur n'importe quel terrain. La puissance développée n'est pas négligeable : 109 ch DIN à 5 600 tr/min. Compte tenu du poids, on reste au-dessus des 100 ch/tonne. Et les performances, un peu justes pour un sportif (c'est-à-dire un conducteur qui court sur un circuit réservé), sont largement suffisantes pour autoriser une conduite réjouissante, rapide et sûre.

Tel qu'il est, ce coupé a notre préférence. Identique extérieurement au modèle supérieur, il en reprend tous les organes mécaniques.

Pour louer une voiture au Cameroun, réservez chez

europcar 645.21.25

ques, ce qui peut être un gage de solidité. L'équipement intérieur tout comme l'instrumentation originale (le compte-tours, semi-circulaire, est disposé face au conducteur ; les autres voyants sont regroupés dans un boîtier au milieu de la planche de bord) sont les mêmes et l'Alfetta GTV 2000 peut se vanter de prévaloir d'un excédent de chevaux. — M. B.

★ Prix : Alfetta GT 1,6 : 39 990 F ; GTV 2000 : 44 290 F.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ALSTHOM ATLANTIQUE

Le conseil d'administration de la société Alsthom, réuni sous la présidence de M. Roger Schuler, et le conseil d'administration des Chantiers de l'Atlantique, réuni sous la présidence de M. Pierre Loygue, ont adopté, le 8 juillet 1976, le projet de traité de fusion des deux sociétés.

Ce traité conduit à l'appartenance de la société Alsthom, qui prendra le nom de Alsthom Atlantique, de l'ensemble de l'actif et du passif des Chantiers de l'Atlantique. Les actionnaires des Chantiers de l'Atlantique recevront en rémunération de l'apport sept actions Alsthom contre deux actions Atlantique.

Le traité sera soumis aux assemblées générales extraordinaires des Chantiers de l'Atlantique et de la société Alsthom, qui auront lieu, prévues pour le 30 septembre prochain.

En cas d'approbation par les assemblées générales, la fusion prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976.

### ÉTABLISSEMENTS G. LEROY

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 28 juin 1976, sous la présidence de M. Pierre Messier, pour approuver les comptes de l'exercice 1975.

L'industrie du bois a continué à ressentir, au cours de l'année 1975, les effets de la récession généralisée en Europe et de la concurrence internationale particulièrement forte dans ce secteur.

La production de bois d'œuvre a été réduite de 20 % par rapport à l'exercice 1974. L'exercice 1975 se solde par une perte de 57,25 millions de francs contre un bénéfice de 3,29 millions de francs en 1974.

L'assemblée a décidé d'affecter la perte de l'exercice 1975 pour sa totalité en report à nouveau déficitaire et de ne pas distribuer de dividendes. Les niveaux des activités, la production des panneaux contreplaqués a diminué de 20 %. La production des exploitations forestières en République Gabonaise et en République Centrafricaine a également connu la fin de la crise, une diminution sensible.

L'évolution a été différente pour les panneaux de particules dont le volume de commercialisation a progressé de 12,6 % d'une année sur l'autre.

Par ailleurs, la production d'emballages destinés à l'industrie fromagère a progressé de 100 millions de francs, enregistrant une progression de 4,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes du groupe Leroy ressort à 592 millions de francs, dont 80,39 % réalisés à l'exportation.

Pour le premier semestre de l'année en cours, le chiffre d'affaires a marqué une progression d'environ 12,5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

### UNIJAPON

L'assemblée générale ordinaire de cette société d'investissement à capital japonais, a eu lieu le 28 juin 1976, sous la présidence de M. Bruno Georges-Picot pour approuver les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1976.

Le dividende a été fixé à 3,36 F par action et sera assorti d'un crédit d'impôt de 0,53 F, soit un revenu global de 3,89 F. Le paiement du dividende sera effectué à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1976. Les actionnaires auront la possibilité jusqu'au 1<sup>er</sup> août de l'année 1976 de ramener le dividende en souscrivant des actions nouvelles en franchise de droit d'entrée.

Le président, en rappelant que la valeur de l'action avait progressé de 28 % entre le début et la fin de l'exercice en tenant compte de la distribution du dividende intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 1976, a souligné que cet instrument de placement original recherchant la plus-value permanente aux dépens de l'immédiateté, avait permis d'acquiescer à la hausse des valeurs mobilières japonaises, tout en limitant les risques grâce à une large diversification économique des investissements. L'augmentation du nombre d'actions en circulation de 25 % en l'espace d'un an confirme l'intérêt de nombreux épargnants pour ce type de placement.

### ALSACENNE DE SUPERMARCHÉS

Le chiffre d'affaires toutes taxes comprises de la société et de filiales en juin 1976 s'élève à 84 325 000 F contre 58 995 000 F en juin 1975.

### UFIMEG

UNION FRANÇAISE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS ET DE GESTION

La situation au 31 mars fait apparaître un résultat bénéficiaire de 10 483 222 F contre 11 111 597 F pour la même période de l'exercice précédent. Cette légère diminution provient d'une stagnation des recettes totales due à la forte baisse des produits accessoires, passés de 4 491 000 F à 2 068 000 F, par suite de l'investissement des fonds propres de la société dans de nouvelles opérations. Les recettes locatives ont, elles, progressé de 10 988 000 F à 13 172 000 F.

Ces résultats sont conformes aux prévisions. L'important report à nouveau qui a été constitué permettra d'assurer la progression du dividende.

### KUBOTA LTD

Pour l'exercice annuel clos le 15 avril 1976 le bénéfice net et le chiffre d'affaires non consolidés sont élevés respectivement à 20 894 et 410 080 millions de yens contre 19 107 et 404 782 millions de yens pour l'exercice précédent.

### BATIBAIL - SICOMI

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires de Batibail - Sicomi se sont tenues sous la présidence de M. Lévy, administrateur provisoire, le 1<sup>er</sup> juillet 1976. En faisant abstraction des votes nuls et des abstentions, l'ensemble des décisions présentées par l'administrateur provisoire a été approuvée à une majorité de plus de 80 %. Une résolution refusant le quitus aux anciens administrateurs a été proposée en séance : elle a obtenu 18,4 % des voix et a donc été finalement rejetée. Le vote des résolutions entraine la fin du mandat, ce qui permet de demander l'introduction au hors cote de la Bourse de Paris des actions Batibail. Cette cotation devrait intervenir au début du mois d'août.

Un pool de soutien des cours au niveau de 600 F par action sera constitué. En outre, les actionnaires qui le souhaiteront pourront obtenir des avances moyennant le nantissement de leurs titres et disposer ainsi de liquidités sans avoir à les vendre.

Le nouveau conseil d'administration, composé de :

MM. J.-C. Accornero, S. Balleux, L. Bodmer, A. Brion, M. L. Bodmer, M. Libet, et de l'ombudsman français de pétrole, représenté par M. J.-C. Genton, a été réuni à l'issue des assemblées générales.

Sur proposition de M. J.-C. Genton, le conseil a élu M. A. Brion, président-directeur général de Batibail-Sicomi, et M. L. Bodmer, vice-président.

### S.F.T.M.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE TRANSPORTS MARITIMES (GROUPE « NAVALE WORMS »)

L'assemblée ordinaire de cette filiale principale de la Compagnie navale Worms s'est tenue le 28 juin 1976 afin d'approuver les comptes de l'exercice.

L'exercice 1975 a vu la mise en service de huit nouveaux navires pour 710 000 tonnes. La flotte en service au 28 juin 1976 atteint 2 418 000 tonnes de port en lourd. A cette fin 708 000 tonnes restent en commande en cours de livraison, dans la conjoncture actuelle, un effort considérable.

Les recettes d'exploitation sur base quinquennale nette s'élèvent à : 820 500 000 F, les charges directes de même nature atteignent 478 200 000 F. Ces chiffres laissent un résultat d'exploitation des navires d'un montant de 342 300 000 F au lieu de 189 900 000 F l'année précédente.

Après imputation des frais généraux et des frais financiers, la forte hausse en raison de la mise en place des financements liés à la réalisation du programme d'investissement, les bénéfices d'exploitation avant amortissements et provisions s'établissent à 119 400 000 F au lieu de 123 300 000 F l'an dernier. Il convient d'y ajouter les profits exceptionnels et les plus-values de cession pour 80 000 000 F.

Le conseil n'a pas modifié la politique d'amortissement et a donc prévu sur le résultat disponible de 208 200 000 F une dotation de 100 000 000 F pour les amortissements du matériel naval, contre 133 900 000 F l'an dernier.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 5,30 F par action, au lieu de 5,30 F pour l'exercice précédent.

### COTPA - SICOMI

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires de Cotpa-Sicomi se sont tenues sous la présidence de M. Lévy, administrateur provisoire, le 1<sup>er</sup> juillet 1976. En faisant abstraction des votes nuls et des abstentions, l'ensemble des décisions présentées par l'administrateur provisoire a été approuvée à une majorité de plus de 80 %. Une résolution refusant le quitus aux anciens administrateurs a été proposée en séance : elle a obtenu 18,4 % des voix et a donc été finalement rejetée.

Le vote des résolutions entraine la fin du mandat, ce qui permet de demander l'introduction au hors cote de la Bourse de Paris des actions Cotpa. Cette cotation devrait intervenir au début du mois d'août.

Un pool de soutien des cours au niveau de 600 F par action sera constitué. En outre, les actionnaires qui le souhaiteront pourront obtenir des avances moyennant le nantissement de leurs titres et disposer ainsi de liquidités sans avoir à les vendre.

Le nouveau conseil d'administration, composé de :

MM. J.-C. Accornero, S. Balleux, L. Bodmer, A. Brion, M. L. Bodmer, M. Libet, et de l'ombudsman français de pétrole, représenté par M. J.-C. Genton, a été réuni à l'issue des assemblées générales.

Sur proposition de M. J.-C. Genton, le conseil a élu M. A. Brion, président-directeur général de Cotpa-Sicomi, et M. L. Bodmer, vice-président.

## REPUBLIC OF TURKEY

MINISTRY OF POWER AND NATURAL RESOURCES  
GENERAL DIRECTORATE OF STATE HYDRAULIC WORKS (DSI)

### NOTICE FOR PREQUALIFICATION

Sealed tenders will be called for the supply and erection of three (3) hydraulic turbines, generators, valves and auxiliary equipment, for the Adana Hydroelectric Powerplant.

1. General Directorate of State Hydraulic Works (DSI) announces its intention to invite international competitive bidding for the supply and erection of three (3) hydraulic Francis turbines of 46 MW each, vertical shaft and operating under a head of 55 meters; three generators of 56 MVA each coupled with turbines; inlet valves, irrigation valves and auxiliary equipment for the Adana Hydroelectric Powerplant which is situated on the Ceyhan River, about 85 km. east of the city of Adana, within the province of Adana.

2. Interested firms are invited to submit formal application until September 17, 1976 Friday 5.30 p.m. local time to :

DSI Genel Müdürlüğü  
Sarılar ve Hidroelektrik  
Santralleri Dairesi Başkanlığı  
İsmet İnönü Bulvarı  
Ankara - TURKEY.

a. Applications must be accompanied by brochures and catalogues describing capacity and scope of manufacturing of the applicant. In addition, for similar works performed this far, information such as location of project, name and address of Owner, documents evidencing the acceptance of the works and technical information such as type, capacity and other important characteristics shall be provided.

b. Bids shall be received for the whole scope of work and partial proposals shall not be accepted.

c. In case all the equipments listed herein are not manufactured by one firm, manufacturers may form a joint-venture and participate in the bidding as a joint venture under the responsibility of a pilot firm. Application of the pilot firm shall be accompanied by documents indicating the name and addresses of such member and their commitment in joint responsibility and also all references requested in paragraph (a) above. All members of the joint venture should also be prequalified.

d. Firms or joint ventures qualified for the bidding may submit their bids in accordance with the provisions set forth in their application. Subsequently, they shall not be permitted to bid by forming different groups.

3. The above mentioned work shall be financed with funds from a loan of the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD and IDA).

4. All applicants must be from countries which are members of IBRD or from Switzerland.

5. Letter of invitation shall be forwarded to prequalified bidders who have submitted their applications and tender documents shall be issued in November, 1976, against a cash deposit of TL. 1.000 and bids shall be requested.

6. Applications submitted before the date of this announcement and applications made by telegram or telex and those applications which are delayed in the mail shall be disregarded.

Plus que jamais, c'est le moment de bien faire vos comptes !

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

R.5 TL - FIAT 127

39F.60 par 24h.

+ 0F.30 le km

Comparez ...

12<sup>e</sup> - 205, Rue de Berzy 346.11.50 • 18<sup>e</sup> - 102, Rue Ordener 076.32.90  
12<sup>e</sup> - 108, Bd Diderot 628.27.50 • 11<sup>e</sup> - 82, Bd Voltaire 355.39.17

LYON 0781 72.83.85 • NICE (93) 87.14.30

MARSEILLE (91) 73.90.10

60 AGENCES EN FRANCE

مكتبة الأنجلو



# FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## NEW-YORK

## Indecision

encore, empreinte d'une grande incision. Les gains acquis à la faveur d'une modeste reprise initiale s'éte perdup, et, en clôture, l'indice des industrielles s'inscrivait à 981 (+ 0,83). Comme la veille, le S&P 500 n'a pas très fidèlement rendu compte de la tendance, le nombre de hausses (798) excédant dezechai celui de baisses (578), et ce en raison de la faiblesse persistante des « blue chips ».

L'activité s'est accélérée : 21 millions de titres ont changé mains contre 18,47 millions la veille.  
Indices Dow Jones : transports 228,56 (+ 1,42) ; services publics 89,18 (- 0,06).

VALEURS	COURS 7/7	COURS 8/7
Alcoa .....	53 7/8	54 6

A.T.T. ....	56 3/4	67 1
Boeing .....	39 3/4	40 1
Chase Manhattan Bank ..	30 1/8	29 7/8
Du Pont de Nemours ..	136 3/8	132 1/2
Eastman Kodak .....	87 7/8	98 1
Exxon .....	104 5/8	104 3/4
Ford .....	52 1/8	57 3/4

General Electric .....	57 1/2	57 5/8
General Foods .....	29 ...	28 1/2
General Motors .....	86 3/4	67 1/2
Good Year .....	23 ...	22 7/8
I.B.M. ....	277 7/8	276 ...
J.T. ....	28 1/4	28 1/2

Kennecott	36 1/2	35 1/2
Mobil Oil	58 7/8	58 3/4
Pfizer	28 1/2	28 1/2
Schlumberger	36 1/2	37 1/2
Texaco	27 3/4	28 1/2
U.A.I. Inc.	27 1/2	27 3/4

Union Carbide .....	84 7/8	85 1/2
U.S. Steel .....	52 1/2	52 3/4
Westinghouse .....	17 1/8	17 1/2
Xerox .....	62	61 1/2

**INDICES QUOTIDIENS**

CRUDE OIL 100: 21.45 1975.1

Valeurs françaises ..	94,6	93,
Valeurs étrangères ..	107,1	108,

**C= DES AGENTS DE CHANGE**  
(Base 100: 29 déc. 1981.)

Indice général ..	72	71
-------------------	----	----

**- COMPTANT**

Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
---------------	---------	---------------	---------------

50	106 50	Union Habit....	104 90	104
	395 ..	Un. Imm. France	133 ..	133
	278 ..			
	227 ..	Acier Investiss.	102 50	102
00	175 ..	Gaston Select..	200	C196
50	82 50	Invest. of Gest.	203 80	203

237	Plasma Inter	81
195	Sofrag	199
217		
129		
177	Abelita (Cie Ind.)	180
181	Applic. Hydrant	813
145	Aplic	00

113	58	Artists	30	40	50
620		Centen. Blauzy...	330	..	325
81	50	C. Roussel-Nobel	215	..	215
627	..	(Ny) Centrest...	137	..	140
890		(oy) Champex...	129	50	6129
211	..	Charg. Rém. (p.	2930	..	3040
526		Co-fineer	182	..	100

620	(L1) Dév. R. Nord	122	122
156 30	Electro-Franc...	300	290
264 50	Fin. Bretagne...	52 50	54
121 50	Gar et Eaux...	440	435
114	La Mer...	47 88	46
113 50	Leban et Cie...	106	108

125 50	(Nty) Lordex.....	125 40	125 40
d 95 28	Cie Marucaina...	23 ..	23 30
102 ..	O.V.A.I.M.....	..	73 ..
88 ..	OPB Paribas.....	90 30	89 50
125 ..	Paris-Orléans....	86 ..	86 ..

## MARCHÉ

UNIVERSITAT	premier cours	UNIVERSITAT	VALEURS
596 ..	597 ..	186 ..	Unica-Carpy..
519 ..	518 ..	35 ..	Opfi-Paribas.

220	20	218	00		
62	10	83	..		
185	..	184	..		
351	..	357	..	107	Paris-France..
				37	Pechelbrunn..
				102	P.I.K.....
				53	Pennsylvania...

415 20	415 ..	265	Pachodi ...	24
155 20	155 30	455	Parnon-Ric...	44
60 30	60 ..	114	Perrier ...	11
72 58	72 ..	77	Petrus B.P.	21
117 60	116 ..	280	Pesquet ...	21
29 10	28 80	345	— (obl.)	32

75 50	74 .	81	PIERRE ARMY.	7
148 ..	142 50	79	P.I.M.....	21
184 ..	165 ..	295	Porcins.....	11
178 50	177 ..	192	Pubet et Ch..	
210 50	210 50			

171	..	171	..	87	..	Penny	...	1
140	..	158	..	95	..	P.M. Lateral	...	9
187	58	187	70	47	..	Prénatal	...	8
637	..	637	..	215	..	Presses-Cité	...	22
				315	..	Prêt-à-Porter	...	82

405 ..	400 ..	140	Prime...	12
92	91 18	206	Primazax...	20
83 50	83 50	53	Printemps...	6
58 ..	57 .	450	Radar S.A...	43
		505	— (obl.)	47
213 ..	210 ..			
211	210			

276	275	550	Radiotech...	53
338	338	94	Raffin. (Fee).	9
2002	1848	119	Raff. St-L.	18
147 50	145	685	Redante. ...	82
124 80	123	95	Rhone-Poul.	9
270	270			

955	954 ..	200	Rouss-Uclair.	19
1150	3156 ..	435	Rou Impérial	42
624	519 ..			
		59	Sacilor.....	5
		590	Sagem.....	56
38 70	36 ..	134	Saint-Boisain	11

390 ..	1329 ..	660	S.A.T.....	68
101 ..	93 50	135	Sanktes.....	14
54 30	53 30	118	Sander-Dov..	18
7796	1801 ..	190	Schneider...	19
81 20	50 ..	78	SCOA.....	7
119 90	112 ..	115	Sellweg.....	11

312	130	100	Salcedo...	0
570	560 50	235	S.I.A.S.	24
514	516 ..	380	Sig. E. El.	30
857	884 ..	255	S.I.L.C.	25
271	271 ..	129	Simco.....	13
420	420 50	91	S.I.M.N.O.R.	9

355 ..	355 ..	1850	SL. Washington	192
111 ..	110 50	74	Sogerap....	7
88 80	95 ..	520	Sommer-Alt..	61
24 25	24 25	230	Suez.....	21
65 65	65 ..	260 ..	Tates-Luz...	26

**Acknowledgements**

VALEURS	précéd.	cours	VALEURS	précéd.	cours	VALEURS	précéd.	cours	VALEURS	précéd.	cours

**TERME** La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la conférence internationale de la F.I.C.A. de 1964, du 22 au 26 septembre.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne saurions plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

107 ..	Café...	112 ..	111 ..	111 ..	110 60	520	Lyons...	622 ..	525	624	519 ..	59	Sector.....	56 ..	54 90	54 80	55 10
290 ..	Cotons...	297 ..	289 ..	289 ..	288 ..							680	Sigona.....	656 ..	655 ..	655 ..	655 ..

**COTE DES CHANGES**

**MARCHÉ LIBRE DE L'OR**

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1038.

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. APRES L'OPERATION  
PENTEBE  
— LIBRES OPINIONS : « Victoire à la Pyramide », par Raymond Offroy.
3. PROCHE-ORIENT  
LIBAN : « Les objectifs de l'intervention syrienne », tribune internationale par Nadine Abdel Samad.
- 3-4. AMERIQUES  
— ETATS-UNIS : succès inattendu de M. Ford dans la Dakota du Nord.  
— POINT DE VUE : « Le Québec bouge », par Philippe de Saint-Marc.
4. AFRIQUE  
— MAROC : série de consultations électorales à partir de l'automne.
- 4-5. ASIE  
— CAMBODGE : la presse sud-ausstralienne fait état de violences.
6. EUROPE  
— ITALIE : coup d'arrêt de la démocratie chrétienne à son renouvellement.
- 7-8. POLITIQUE  
— « Recours », une libre opinion de Jean de Beer.  
— « Radicals », par Roger-Gérard Schwartzberg.  
— La fin des travaux parlementaires.
9. EQUIPEMENT ET REGIONS  
— « Le pouvoir contre le phénomène associatif », un point de vue d'Edith Crasson.

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- PAGES 11 à 15
- Turlutte dans la presqu'île de Quiberon.
  - Souvenirs de Brighton.
  - Edeux comtes.
  - Amour de Chypre.
  - JEUNES : Vacances en ville.
  - FLAUNTS DE LA TABLE : Grand luxe.
  - Animaux, Mode, Maison, Jeux, Philatélie.

16. SOCIÉTÉ  
— Le cent trente-huitième anniversaire de la loi sur les aliénés : « Le régime de la grande guéridon », par Félix Guattari.

- 18-19. ARTS ET SPECTACLES  
— FORMES : la véhémence d'Olivier Dubré.

20. FEUILLETON

21. EDUCATION

21. MENEURINE

21. PRESSE

22. SPORTS

22. TENNIS : la rencontre Angleterre-France en Coupe Davis.

24. JUSTICE

- 25-26. LA VIE ÉCONOMIQUE  
ET SOCIALE

- Les conséquences de la récession.
- CONJONCTURE : selon l'INSEE, la hausse des prix dépasserait légèrement 11 % en 1976.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (17)  
Annonces électorales (23 et 24)  
Aujourd'hui (20) : Carnet  
« Journal officiel » (20) : Météo-  
rologie (20) : Mots croisés (20)  
Bourse (27).

Le numéro du « Monde »  
daté 2 juillet 1976 a été tiré  
à 525 206 exemplaires.

### TERRES D'AVENTURE

8, rue St-Victor - 75005  
Tél. 033.63.51

Programme spécialisé de  
méharées, descentes de  
fleuves en canoë, randonnées,  
pédalées, croisières  
etc.  
KILIMANDJARO, RIVIERE,  
KWAI, CARPADOCE, NIGER  
ET MALI... 2700F à 4850F  
Départs toute l'année

A B C D E F G

## Le président de la République des Seychelles en visite privée à Paris

Le président de la République des Seychelles, M. James Mancham, fait une visite privée en France du 9 au 17 juillet. Il doit signer à cette occasion une série d'accords de coopération prévoyant une assistance économique française, la création d'un comité ministériel mixte et le renforcement de l'enseignement du français. M. Mancham pourrait amener la Constitution afin de donner au français le statut de langue officielle, ce qui consécrait la « politique de bilinguisme équilibré » menée depuis 1970.

### UN FRANCOPHILE CONVAINCU

Poète à ses heures, travailleur par idéal et bon vivant par tempérament, « Jimmy » Richard Mancham, qui est âgé de trente-six ans, fit des études de droit à Londres et à Paris avant de regagner, en 1962, son archipel. Juriste et homme d'affaires, il a fondé un journal et un mouvement politique, le Seychelles Democratic Party. Il préférait alors la tutelle britannique, exercée depuis 1810, à une indépendance jugée aventureuse pour ce groupe de quatre-vingt-cinq îlots de l'océan Indien. En 1970, la colonie britannique se dota d'une nouvelle Constitution, le parti de M. Mancham devenant majoritaire et son chef était nommé premier ministre.

Quatre ans plus tard, M. James Mancham devenait favorable à l'idée d'indépendance pour bar-

rer le chemin du pouvoir aux socialistes du Seychelles People's United Party de M. Albert René.

M. Mancham préside aujourd'hui une république proclamée le 28 juin (1). M. Albert René devenant premier ministre, le président Mancham a formé un gouvernement de coalition chargé d'administrer les cinquante-huit îlots Seychellois.

Colonie britannique durant deux cents ans et membre du Commonwealth, les Seychelles reprennent pour la première fois la visite des Français en 1742. Francophile convaincu, M. James Mancham veut entretenir avec Paris des « relations privilégiées ».

(1) « Le Monde » des 25, 26, 27 et 28 mai.

## LES AGRICULTEURS PEUVENT COMPTER SUR LA SOLIDARITÉ NATIONALE déclare M. Giscard d'Estaing

« Les agriculteurs peuvent compter sur la solidarité nationale », a déclaré M. Giscard d'Estaing dans le discours qu'il a prononcé, vendredi 9 juillet, lors de la séance solennelle marquant le centenaire de l'Institut national agronomique de Paris et le cent cinquantième de l'Ecole nationale supérieure de Grignon. (Lire nos informations page 21.)

Arrivé à 10 h 30, à l'Institut de la rue Claude-Bernard, à Paris, le président de la République a été accueilli par M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, Mme Alice Saunier-Setti, secrétaire d'Etat aux universités, et le directeur de l'INA-PG, M. Jacques Delage, qui a rappelé l'importance politique que prennent aujourd'hui les problèmes agricoles, et donc le rôle essentiel que sont appelés à jouer les nouveaux ingénieurs agronomes.

Dans son allocution, M. Giscard d'Estaing a souligné combien ces ingénieurs sont « nécessaires à la France de notre temps », et combien le secteur agro-alimentaire prend d'importance dans le monde d'aujourd'hui. « L'agriculture française, a-t-il dit, qui est la plus puissante d'Europe, apporte à notre pays un double équilibre : économique et financier d'une part, humain d'autre part. » Le président a rappelé que cette agriculture, considérée parfois comme une charge, est aujourd'hui devenue une source essentielle de matières premières, et donc un élément indispensable de la croissance. Il a souligné aussi l'importance de l'exploitation agricole familiale pour l'équilibre sociologique de la France, et il a insisté pour que le gouvernement assure « la sécurité économique des agriculteurs ».

« Malais chez les directeurs départementaux de l'Action sociale et sociale. Les cent directeurs qui participent, jeudi 8 juillet, à une réunion avec M. Lenoir, secrétaire d'Etat, à l'action sociale, ont signé la salie en signe de protestation lorsqu'ils ont appris que la réforme de leur statut venait d'être rejetée par les services des finances.

## Mgr Jacquier, évêque auxiliaire d'Alger a été assassiné dans une rue de la capitale

De notre correspondant

Alger. — Mgr Gaston-Marie Jacquier, évêque auxiliaire d'Alger, est mort le jeudi 8 juillet des suites d'un attentat. Le prélat sortait de son domicile vers 12 h 30 pour se rendre dans un établissement de soins religieux près de l'église Saint-Charles, rue Khelifa-Boukhalfa, dans le centre de la capitale, chez lesquelles il allait habituellement prendre ses repas, quand un inconnu l'a frappé de plusieurs coups de couteau avant de prendre la fuite.

A l'archevêché, on déclare tout ignorer des mobiles de ce crime qui a consterné la communauté chrétienne. Il ne semble pas, en tout cas, que l'assassin ait cherché à voler le prélat. Il n'est pas possible non plus de dire pour le moment s'il s'agit de l'œuvre d'un déséquilibré.

Calme, discret, prévenant, Mgr Jacquier, qui n'en comptait pas l'assassinat, vivait depuis l'âge de treize ans en Algérie où il avait fait ses études et son noviciat. En 1962, lors de l'accession à l'indépendance, il avait opté pour la nationalité algérienne, comme le cardinal Duval et d'autres religieux installés depuis longtemps dans le pays.

Dès qu'il a appris la nouvelle, le président Boumedienne a pris contact avec Mgr Duval à qui il a toujours manifesté une grande estime. Le chef de l'Etat lui a présenté ses condoléances et l'a assuré qu'il avait donné des directives pour que l'enquête aboutisse.

« Malais chez les directeurs départementaux de l'Action sociale et sociale. Les cent directeurs qui participent, jeudi 8 juillet, à une réunion avec M. Lenoir, secrétaire d'Etat, à l'action sociale, ont signé la salie en signe de protestation lorsqu'ils ont appris que la réforme de leur statut venait d'être rejetée par les services des finances.

Le cardinal Marty, archevêque de Paris, a déclaré, dans un communiqué publié vendredi 9 juillet, que Mgr Jacquier était un homme de foi, un homme de charité, un homme de paix, un homme de dialogue. « A ce que la lumière soit faite », a-t-il ajouté, « nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Mgr Marty qui rappelle que Mgr Jacquier était « respecté et apprécié dans le monde musul-

man ».

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

(1) En 1904, à Evian (Haute-Savoie), Mgr Jacquier fut élu vicaire de la cathédrale de cette ville avant d'être chargé des archives du diocèse. Nommé vicaire général en 1945, puis protonotaire apostolique, il occupa ces fonctions jusqu'à sa mort, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

rapidement à l'arrestation de l'assassin. — P. B.

## LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

## M. Arafat demande une réunion urgente des chefs d'Etat arabes

M. Arafat a demandé la convocation « urgente et extraordinaire » des chefs d'Etat arabes pour examiner la situation au Liban. Le président de l'O.L.P., estime que la conjoncture exige qu'une telle conférence se tienne en lieu et place de la réunion du conseil de la Ligue arabe, qui avait été prévue pour le lundi 12 juillet.

Dans un message adressé au président Sadate, le jeudi 8 juillet — le second en quarante-huit heures — M. Arafat déclare que les informations en sa possession permettent de redouter une offensive de l'armée syrienne sur Beyrouth. Il indique qu'un bataillon blindé équipé de lance-roquettes s'appuie à une attaque de grande envergure. L'officier égyptien Al Akram précise, pour sa part, que le Caire prendra d'importantes mesures pour protéger la résistance palestinienne au Liban.

« A BEYROUTH, apprend-on de sources bien informées, citées par l'A.P.P., le commandement central palestinien-progrèsiste aurait demandé à la Ligue d'intervenir auprès de l'Union soviétique pour qu'elle incite la Syrie à retirer ses troupes du Liban. A la suite de deux entretiens qu'il a eus, en l'espace de quarante-huit heures, avec l'ambassadeur soviétique, M. Solodov, M. Yasser Ar-

fat aurait décidé de se rendre à Moscou à la tête d'une délégation de l'O.L.P.

Commentant l'échec de la mission de paix de la Ligue arabe, M. Raymond Eddé, leader du Bloc national (droite libérale), a déclaré : « Nous allons vers la victoire au Liban ». M. Camille Chamoun, l'un des dirigeants du Front conservateur, a révélu, pour sa part, que l'Egypte avait tenté d'envoyer au Liban 350 tonnes d'armes et de munitions destinées aux Palestiniens. « Mais, le bateau n'est pas arrivé à destination, a-t-il ajouté, car il a été déjoué en chemin par la divine providence ». M. Chamoun s'est refusé à en dire davantage.

Le Front progressiste, en revanche, a dénoncé la complaisance dont bénéficie la droite libanaise, qui recevrait d'importantes quantités d'armes au port de Jounieh, le seul, selon la gauche, qui n'est pas soumis à un blocus maritime.

Il se confirme que la ville de Chekka, à une soixantaine de kilomètres au nord de Beyrouth, a été reconquise par les forces conservatrices. L'envoyé spécial de l'A.P.P. a pu se rendre sur place et constater que Chekka offrait « l'aspect d'une ville fantôme ». Le député phalangiste de la région, M. Georges Saadé, qui l'a accueilli, lui a déclaré que la plupart des victimes « ont été mutilées parfois à la hache, égorgées ou poignardées dans leur sommeil ». M. Saadé a ajouté : « Les

corps de soixante et onze personnes, principalement des femmes, des enfants et des vieillards ont été dénombrés jusqu'à présent dans Chekka et Hamat (une petite localité voisine) ; quarante-six autres habitants sont également portés disparus. » Le député phalangiste a encore indiqué : « Notre foudroyante riposte a permis de libérer Chekka et ses environs en moins de huit heures. »

Selon l'agence United Press, de nombreuses batailles se sont déroulées à Beyrouth et dans le Nord au cours de la journée de jeudi, faisant six cents morts et onze cents blessés. Il s'agit du bilan le plus lourd depuis le début de la guerre civile pour une période de vingt-quatre heures. Les combats dans le Nord auraient lieu autour d'une vingtaine de villes et de villages. L'agence Associated Press indique pour sa part : « Les forces chrétiennes avancent sans se heurter à une grande résistance ; elles sont équipées de véhicules blindés flamboyants et de jets multiples de mitrailleuses. »

« A PARIS, le représentant de l'O.L.P., M. Essedine Kalak, a déclaré jeudi à la presse : « Le régime du général Assad (...) non seulement s'efforce d'asphyxier la résistance palestinienne (...), mais il procède aussi, de concert avec les forces isolationnistes, au transfert des populations palestiniennes (...), à la déportation de milliers de Palestiniens vers les camps d'internement syriens. »

## Nous nous efforçons par tous les moyens d'arrêter l'effusion de sang déclare à Paris un responsable du Baas syrien

Une délégation syrienne dirigée par le docteur Faouaz Sayyagh, membre du commandement national du parti baas syrien, le parti gouvernemental, et chef du bureau des relations internationales de cette formation, séjourne en France. Elle a rencontré jeudi 8 juillet des responsables de l'U.D.R. et du P.S.U. Elle devra s'entretenir, ce vendredi, avec des représentants du P.S. et des jeunes giscardiens.

Au cours d'une réunion de presse tenue jeudi à Paris, le docteur Sayyagh a déclaré qu'il était en France pour expliquer la position syrienne, en particulier au sujet des « regrettables événements du Liban ».

Interrogé sur les mesures que pourrait prendre la Syrie pour arrêter le siège du camp palestinien de Tell-El-Zaatar par les milices chrétiennes le représentant du parti gouvernemental syrien a répondu : « Nous sommes contre tout ce qui est propre à accélérer l'escalade des combats au Liban. Nous nous efforçons, par tous les moyens, d'arrêter l'effusion du sang. »

« Actuellement, il existe une résolution de la Ligue arabe dont l'essentiel a consisté à diriger l'envoi au Liban d'une force de paix arabe pour assurer le retour de l'ordre. Tout le monde sait que, conformément à l'accord passé avec les parties concernées, les forces syriennes se sont retirées des positions mentionnées dans cet accord. Les forces syriennes participent donc aujourd'hui, dans le cadre de la force de paix arabe, aux efforts pour rétablir l'ordre. Tout est fait. »

Interrogé sur l'efficacité de cette force de paix, le docteur Sayyagh a répondu : « Est-il permis de parler d'ores et déjà d'un échec ? ? ? Je reviens à la Ligue arabe d'en juger. Certes, nous savons

## Chez TANTE MADÉE

CUISINE PERSONNALISÉE  
Déjeuners d'affaires  
Dîners sur réservation  
11, rue Dupin (6<sup>e</sup>) - 222-84-86 (16 st. dm.)

## REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de 8,50 à 11,60 %  
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants  
trois formules de comptes à intérêts progressifs.  
(Versements à partir de 5000 F.)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :  
**SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS**  
26, bd d'Italie 600 A/B.P. 31  
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrivez sur la liste des banques  
sous le n° LEM 7  
Affiliée à la Société Bancaire de Paris  
et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



**NOUVEAU SONY**

**3090 F**

Téléviseur couleur portable 33 cm  
comptant 650 F et 21 mois à 142,13 F

**ILLEL HI-FI CENTER**  
106, av. Félix-Faure  
Paris 15<sup>e</sup> - 828.09.20

**LAFAYETTE ELECTRONIC**  
220, rue Lafayette  
Paris 10<sup>e</sup> - 208.61.87

Reflex

**Canon TX**

+ objectif 1,8/50 mm  
avec sac

**1290 F\***

1450 F

Photo-Hall  
65, Champs-Élysées,  
Paris 8<sup>e</sup>

Le Chasseur d'Images  
Parly II, Valéry II,  
Les Ulis II, Roissy II,  
St-Germain-en-Laye,  
Montreuil s/Bois

مكتبة الأمل